

LIRE PAGE 4

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

Pages 9 à 16

Une semaine à Los Angeles

FRÉDÉRIC EDELMAN

Opération de « clarification »
 au sein de la majorité, rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'organisation secrète de la loge P2 et met en cause un ministre, un nouveau député à la Chambre, un nouveau Ministre : autant d'éléments qui pourraient laisser penser qu'une enquête ministérielle est prévue dans un pays qui se prévaut de records en matière d'instabilité gouvernementale. La crise fait l'ailleur tellement attendre qu'elle avait été annoncée peu le lendemain des élections européennes. Et pourtant, elle ne s'est pas produite. M. Craxi, le premier président du conseil italien appartenant au Parti socialiste, a même toutes chances de rester. Mais

Ce surnis, M. Craxi ne le doit pas seulement à une habileté manœuvrière que même ses adversaires lui reconnaissent. Il ne le doit pas non plus à la manière dont il s'est attaché aux maux chroniques de l'Italie, bien qu'il ait réussi, contre l'opposition des syndicats et du Parti communiste, à remettre en cause le sacro-saint échafaudage des salaires. Mais, les événements lui viennent en aide avec

De notre correspondant

Beyrouth. — La « pacification de Beyrouth », attendue depuis la fin de la conférence interlibanaise à Lausanne (12-22 mars), prend forme à dater de ce mercredi 4 juillet. Sauf coup de théâtre, en trois jours : le Grand-Beyrouth, soit la capitale et ses environs dans une demi-circonférence d'un rayon d'une dizaine de kilomètres, 80 kilomètres carrés au total, sera sous la garde de l'armée libanaise « *réunifiée* » ; les armes lourdes en auront été retirées, les milices en auront disparu, les voies de passage auront été retrouvées, de même que l'électricité et le port, après çà-là mois de paralysie.

Après cela, tout ce qui le soulagera des affres de la guerre, le poussera les médias de tout bled à lui faire assaut de zèle pour démontrer que la fraction dont il exprime l'opinion participe activement au plan de sécurité mis en œuvre, et qu'elle fait confiance à ses ennemis, également parties prenantes au plan

de démarcation, et, de part et d'autre, à l'intérieur des secteurs musulmans et chrétiens du Grand-Beyrouth. Ce mercredi, en fin de matinée, il ne posait pas de problèmes, notamment au port et à l'aéroport, où il est achevé.

Est-ce la paix ? C'est en tout cas une consociation de la « *trêve* » qui pourrait enfin devenir réelle après que plus de quatre cents civils furent tombés en trois mois et demi sous les obus échangés par les protagonistes, pour prendre la mesure du rapport de forces. Depuis le 22 mars, on est censé lui connaître une « *trêve* ».

Mais celle-ci est assaie de bombardements, de tirs d'artillerie, de coups d'envoléeurs, sans compter les combats le long de la « ligne de front » divisant la ville en deux.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

**L'Aube
reçoit le ch**

Lire notre supplém

et nos inform

M. Pierre Mauroy n'a pas répondu explicitement, mardi 3 juillet, sur TF 1, à la proposition du CNPF de créer quatre cent soixante et onze mille emplois en un an et demi, à condition d'obtenir certains assouplissements à la législation du travail. Dans l'entourage du premier ministre on se disait soucieux de maintenir les acquis législatifs, sans pour autant fermer complètement la porte à l'organisation patronale.

A défaut de convaincre ses partenaires syndicaux, le CNPF a réussi, le 3 juillet, un joli coup pour son image de marque. Alors que le chômage augmente en moyenne à un rythme réel de trente mille demandeurs d'emploi supplémentaires par mois, que les politiques de « traitement social » s'essouffent, que la

**Lire notre supplément pages 19 à 25
et nos informations page 32**

par ANDRÉ FONTAINE

« *Nothing succeeds like success* », disent les Anglo-Saxons (rien ne réussit comme le succès). On pourrait aussi bien dire le contraire. Rien n'est plus dangereux que de tenir le succès pour acquis : on se croit plus malin que les autres, l'effort se relâche, et le premier de la classe se retrouve en queue du peloton. Toutes les grandes nations ont vu, à un moment ou à un autre, les lendemains déchanter ; y compris celles qui ont fait figure, quelques années durant, de modèle.

C'est au tour de l'Allemagne occidentale, aujourd'hui, de faire cette déplaisante expérience. La reprise

économique qu'une a enregistré et qui fait augurer, pour 1984, un taux de croissance compris entre 2,5 % et 3 % ne saurait oublier la persistance du chômage (8,6 % de la population active); le développement de l'agitation sociale et, pour citer Ludolf von Wartenberg, coprésident de la commission des finances du parti du

par ANDRÉ
chancelier, « la disparition de toute
raison de travailler plus dur » (1).

La neutralité est la plus faible du
monde. Le consensus réaliste en politi-
que étrangère, fondamental pour
un pays coupé en deux, n'est plus
qu'un souvenir. Enfin, on s'aperçoit
que les institutions que chacun
enviait ne mettent pas nécessaire-
ment la RFA à l'abri d'une crise
politique grave. Du coup, ainsi que
Helmut Schmidt l'a constaté le
28 juin à la tribune du Bundestag,
« elle perd constamment de son
poids international ».

Dix-huit mois après son éviction du pouvoir, l'ex-chancelier est aussi minoritaire dans son parti que Michel Rocard au PS. Mais, comme lui, il bat tous les records de popularité, alors que les libéraux du FDP (*Freie Demokratische Partei*), qui, en rompant avec Schmidt pour

FONTAINE

s'allier aux chrétiens-démocrates, ont provoqué sa chute, payent chèrement le prix de leur retournement.

Compte tenu de la disposition privant de toute représentation parlementaire les formations qui n'ont pas obtenu 5 % des voix, ils se trouvent désormais absents non seulement de l'Assemblée de Strasbourg, mais de six des onze Diètes d'Etat. Ils risquent fort d'être également éliminés lors des élections qui se dérouleront l'an prochain au Schleswig-Holstein.

Hans-Dietrich Genscher a tiré la leçon de ce déclin en annonçant qu'il quitterait en février au plus tard la présidence du FDP, qu'il cumule actuellement avec le portefeuille des affaires étrangères. Quant à l'autre vedette libérale du gouvernement Kohl, Otto Lambdorff, dont le conflit avec Schmidt est directement à l'origine de l'écclatement de

l'ancienne coalition, il a dû renoncer le 26 juin à son poste de ministre de l'économie pour répondre, comme chacun sait, d'une grave accusation de corruption.

Libéral, le FDP l'est aux trois sens du terme. *Politiquement*, la droite libérale a été créée en 1848 par son enfant aîné, le Parlement de Francfort. *Religieusement*, en ce sens qu'il s'oppose au cléricisme, comme d'ailleurs, curieusement, à l'école laïque. *Economiquement*, enfin, ce qui lui vaut les sympathies du patronat. A défaut d'être une formation de masse, c'est un parti de personnalités, qui a donné à la RFA deux de ses présidents, Theodor Heuss et Walter Scheel, et plusieurs ministres fédéraux ou ministres présidents de Land de premier plan.

(Lire la suite page 2.)

(1) Dans le Wall Street Journal du 30 min.

Un destin ambigu

A quatre-vingt-cinq ans, et au Val-de-Grâce, est-ce une belle mort pour un général baroudeur ? L'avait-il imaginée ainsi, à aucun moment d'une carrière militaire où les occasions de mourir autrement ne lui manquèrent pas ? A dix-huit ans, engagé volontaire de 1917 ? Et plus tard, au Levant, en Indochine, au Soudan, à Dakar et, enfin, à Alger ?

Putschiste désavoué, rebelle à la France et condamné, à soixante-trois ans, à la détention à perpétuité, a-t-il regretté de ne pas être tombé en saint-cyrien, à la tête de sa section, face à l'ennemi héréditaire ?

Nous ne le saurons sans doute jamais. Et c'est mieux ainsi.

JACQUES GENLARD

I. — Le dogme est de retour

par ALAIN FAUJAS

- Asperges me, Domine... Il n'y a pas que le latin et l'eau bénite qui nous ramènent de retour dans cette paroisse de la banlieue parisienne. L'encre aussi dort les huit enfants de chœur ont appris tellement tôt que l'autel est devenu leur lieu d'habitation. Ils se réapproprient très traditionnellement recopié ces prières pour faire courbettes et célébrer l'Eucharistie avec emphase, diront les uns, de toute son âme, diront les autres. Ce méli-mélo de liturgie traditionnelle et moderne et cette façon d'être au monde, d'être à l'église, d'être une vraie conscience surprennent donc ceux qui ont adhéré au renouveau intellectuel et spirituel né du concile Vatican II et qui apprécient la participation des laïcs à la vie de l'Eglise.

- Asperges me, Domine... Surprenant encore car le succès de ce projet repose sur un groupe de fidèles jeunes de 30 à 40 habitants entendre une messe où il ne leur « fliche la paix », où ils ne peuvent pas oublier de lire des textes et chanter des chants swingifs.

Comme autrfois, ils s'agenouillent.
Comme autrfois, ils se laissent bercer par leur supplice à la Vierge,

Ce retour au passé n'est pas perceptible seulement dans cette petite paroisse ou dans les manifestations intégristes des traditionalistes de Mgr Lefebvre. Il est sensible de manière diffuse dans toute l'Eglise de France. Peu de chiffres vérifiés

pour cerner le phénomène, mais des témoignages, des indices qui enregistrent le changement de cap de certains catholiques et leur goût renouvelé pour des valeurs et des comportements qu'ils semblaient avoir jeté aux ormes. Un « recentrage » que connaît, depuis quatre ou cinq ans, la société civile

En premier lieu, le dogme vivait à la mode. Les temps n'étaient plus où les pratiquants se lançaient dans des recherches hardies pour trouver le moyen de résoudre, vaillamment, les problèmes, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, où l'on crâche et on se tord le cou, dans une ambiance de mode moderne. Place aux certitudes ! Des mamans catholiques se rebellent contre les pédagogues religieux trop profanes à leur goût. Elles se sentent peu enclines à tenir compte de la science, de la philosophie, n'est pas son nom. Elles sont formées après des séances de catéchisme où, appliquant les méthodes officielles, elles ont fait dessiner aux enfants les péripéties de leur vie quotidienne ou les méfaits de la faim dans le monde. Alors, en douce, elles ont développé une imagination pour un certain nombre de réactions, de certitudes, surtout le : *« Je crois en Dieu »*. Elles vont chercher sa fondation sur leur mémoire des certitudes fœ-

antes sur la divinité du Christ et sur les mystères du christianisme où les miracles et les saints retrouvent tout leur lustre.

Chez les adultes, le besoin d'avoir clair dans le domaine moral est un train de se modifier. Il s'agissait des dernières années, de trouver la juste façon de se comporter en chrétien dans les domaines économiques, politiques, ou affectifs, autrement dit d'incarner sa foi.

Les spécialistes de théologie morale constatent que le croyant demande, de plus en plus, qu'une autorité paternelle lui délivre un catalogue de préceptes de comportement.

(Lire la suite page 17.)

par KONK

PAGE 18

GALLIMARD 117

La seule opposition parlementaire est constituée, et par un parti socialiste qui a déjà subi de nombreux succès aux européennes, et par le parti radical, qui doit, après la mort de Berlinguer, revoir sa tactique sous une stratégie. Le retour à une vie politique bipolaire fondée sur l'opposition association DC-PC est encore dans les limbes. Le peuple italien a pas renforcé sa position, et le PSI n'est pas en mesure de mettre au pas la démocratie chrétienne en agissant en s'encre d'élections anticipées. Bref, la situation est délicate, et M. Craxi en profite. Mais les hommes politiques italiens ont passé maintes dans l'art de servir des impasses par de beaux coups de théâtre ou par de

Le Monde

idées

Un destin pour François Mitterrand

L'Europe et le déclin

Le déclin de l'Europe est-il irrémédiable ? Petru Dumitriu ne voit d'autre moyen d'y remédier que d'inviter M. François Mitterrand à se donner le « destin de son visage » en devenant le premier président de l'union européenne. Ce faisant, il se situe un peu dans la ligne de l'appel que Helmut Schmidt a lancé le 28 juin au Bundestag et sur lequel revient André Fontaine en conclusion d'un article consacré à ce que l'ex-chancelier appelle la « perte de poids » de la République fédérale.

C'est pas par de mesquines chicanes douanières que l'on tiendra à distance le flot des hommes et des produits du Japon et du Pacifique. Il faut être un flot soi-même, et plus fort. Une marée montante et plus haute.

Sinon, nos enfants et petits-enfants vivront des pourboires des touristes venus du Pacifique nord. Pas seulement japonais. N'oublions pas qu'ils sont voisins d'un pays d'un milliard d'habitants, aux ressources immenses. Des Chinois font du commerce, de la technique, de la banque, partout aux abords du Pacifique. Leur gouvernement n'y pratique pas la subversion, ni le chantage aux fusées nucléaires.

Demain, ce marché s'ouvrira en grand aux Japonais, aux Américains, aux Coréens du Sud. Au même moment, le marché soviétique ne s'ouvrira pas en grand aux Européens. Sauf si, en URSS, il y a une réforme intérieure. Pourquoi y en aurait-il une ? Qui, en Europe, fait pression sur les Soviétiques pour qu'ils rendent vivable et viable leur système, sans en changer ?

Le Japon, c'est cent vingt millions d'habitants. La Chine, un milliard. La seule Californie, une quarantaine de millions. La Corée du Sud, autant. De simples villes, comme Hongkong et Singapour, sont de véritables puissances économiques. La France n'a que cinquante-quatre millions d'habitants. L'Allemagne fédérale vient de retomber de soixante à cinquante-huit millions. Pourquoi faire des enfants ? On serait idiot. L'impôt est double, la dépense double ou triple, l'avenir incertain ou fixé par l'Etat. Etudes, obsolescence, vieillissement, une longue vieillesse oisive, inutile, dans un pays qui vieillit, qui ne va nulle part, n'entreprend rien

de grand. Je parle de l'Allemagne, bien entendu. Et de la Grande-Bretagne, et de l'Italie... et de qui encore ?

M. Giscard d'Estaing vient de proposer une monnaie commune et l'élection du président au suffrage universel : honneur à vos idées un peu tardives, monsieur l'ancien président !

La France présidente

M. Mitterrand a encore une chance d'entrer dans l'histoire de sa patrie et de l'Europe comme le fondateur de l'Union européenne.

La France serait, tacitement, la nation présidente de l'Union européenne.

Stratégiquement, elle pourrait offrir à l'Europe entière la protection de sa force de frappe.

Industriellement, la France est toujours en tête, ensemble avec un, deux ou trois des quatre grands européens. Avec les trois dans l'aérospatiale et l'Airbus. En tête pour l'automobile, avec l'Allemagne et l'Italie. En tête, de loin, pour l'énergie nucléaire. En tête pour les ordinateurs avec les Allemands. Mais dépassée, avec les Allemands et tous les autres, par les Japonais pour l'électronique de grand public, pour les robots, pour les ordinateurs et les télécommunications du futur. Elle ne s'est pas mise d'accord avec les Allemands pour les postes de télévision. Donc, pas de marché commun, pas d'affaires géantes.

La France est le deuxième client de l'Allemagne, après les Etats-Unis. L'Allemagne est le premier client de la France. L'un sans l'autre, ces deux pays seraient ruinés. L'un avec l'autre, ils sont - presque - aussi peuplés que le Japon, plus riches et plus créateurs.

par PETRU DUMITRIU (*)

Mais l'indépendance nationale ? Mais la liberté souveraine de se mouvoir ?

Si tant est que les Américains s'arrivent, comme en 1917, comme en 1944, pour nous tirer de l'eau par la peau du cou, et pour imposer aux Allemands, de force, une fois la paix, une seconde fois la démocratie ? La troisième fois, ils risquent de ne plus arriver à temps.

Napoléon aurait pu être le premier président d'une Union européenne. Il aurait dû apporter à l'Europe la monarchie constitutionnelle, ou la République parlementaire. L'Europe aurait été encore plus française qu'elle n'était déjà. Il a choisi le despotisme, et la préfecture française de Hambourg. Echec tragique. Hitler aurait pu être le premier président de l'Europe, mais il n'était bon qu'à nuire.

Une collaboration militaire

De Gaulle aurait pu proposer la fédération européenne basée sur la France, ébranlée, affaiblie mais intacte, et l'Allemagne alors dévastée, en ruines. Il aurait dû être encore plus grand qu'il ne fut. On ne peut demander davantage à qui on a tant fait. Mais quelle chance ratée !

François Mitterrand, en offrant aux Allemands, non pas de les armer de fusées nucléaires, ce qu'ils refusaient - l'humanité entière se méfie d'eux après les deux guerres mondiales qu'ils ont failli gagner à un contre dix - mais une collaboration militaire institutionnalisée, et la garantie ferme que la force de frappe les défendra sans dévaster leur territoire, il pourra obtenir

qu'ils le suivent quand il le voudra et où il voudra.

En proposant un président européen qui serait le chef d'Etat ou de gouvernement de l'un des quatre grands, en commençant par le président de la République française, et en continuant, par rotation, avec un vice-président choisi parmi les chefs d'Etat ou de gouvernement des huit autres, il lancerait l'Europe sous la marque d'origine française.

Pour garantir l'influence de la France, sans humilier ou défavoriser les autres, il pourrait proposer que les affaires étrangères, la défense, l'économie et les finances de l'Union européenne soient toujours réservées, par rotation, à des représentants des quatre grands pays. Et, pour rassurer les autres, que la vice-présidence leur soit assurée à eux.

Sur le plateau latin, une capitale de l'Union serait proche de l'Allemagne et du Benelux, mais sur le sol français. L'édifice stimulerait pendant des décennies les industries du bâtiment en Europe, les constructions routières et ferroviaires, sans doute le commerce.

Les langues communes de l'Europe ne peuvent être que le français et l'anglais.

Pour les cent cinquante millions de Latins, le français est naturel. Pour les Allemands, les Danois, les Néerlandais, les Flamands, les Luxembourgeois et les Irlandais, l'anglais est plus proche. Mais les Allemands ont tant d'éléments français dans leur langue, l'anglais lui-même est tellement imbibé de français depuis neuf siècles, que le français sera très probablement la langue des Européens, ne serait-ce que pour se démarquer des Etats-Unis.

Mais pour cela il faut penser l'Europe en français. Il faut se mettre à la place des autres, en français. Faire acte d'humanité, de charité, de

solidarité, de compréhension. Il faut être chef, ce qui veut dire marcher en avant, donner l'exemple, être le modèle, plus efficace, plus accessible, plus généreux que les autres. Au printemps 1984, je suivais dans les journaux et à la télévision le voyage de M. Mitterrand aux Etats-Unis. Et mon cœur se serrait. Je lui trouvais un air frileux, de provincial en visite chez les riches consins de la capitale.

La télévision allemande, lors de je ne sais quel sommet à Bonn, le président Carstens se tourne vers le nouvel arrivant. M. Mitterrand circule, seul. La France n'est pas le numéro un. J'en souffre. La caméra surprend un regard noir, perçant, examinateur, de M. Mitterrand. Il n'est pas content.

Il ne tient qu'à vous, monsieur le président, d'être, lors de votre prochain voyage aux Etats-Unis, le président de l'Union européenne, avec deux cent cinquante millions (avec les Iles) trois cent millions de citoyens derrière vous ! Avec ce géant économique, l'Europe, derrière vous. Avec une force de défense stratégique derrière vous, fournie par les impôts de trois cents millions de citoyens. Vos successeurs mettraient en place les satellites défensifs qui rendraient impossible une attaque, voire un chantage, de la part de qui vous savez. Vous seriez le plus grand Européen de tous les temps, le plus grand Français depuis Napoléon.

Qu'avez-vous à perdre ? Les élections législatives et l'élection présidentielle sont perdues d'avance. Mais ne le seraient-elles pas si le candidat était le président de l'Union européenne ? Vous n'avez à perdre que l'échec, la médiocrité. Donnez-vous le destin de votre visage : césarien, mais républicain, impérial, mais pacifique. En un mot : fédérateur. Pourquoi pas ?

LU

« UN PRÉFET SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE » de Bernard Lecornu

Un métier dangereux

EH oui, sous Vichy, on pouvait être préfet ou sous-préfet et résister, quitte à passer, à la Libération, cent cinquante-quatre jours en prison, avant d'être décoré et nommé à nouveau préfet. Bernard Lecornu a connu tout cela et la raconte d'une plume légère.

Il a multiplié les postes difficiles. Il était sous-préfet de Châteaubriant (Loire-Atlantique) lorsque les Allemands, choisissant sur une liste établie par le ministre de l'Intérieur Pucheu, y faisaient vingt-sept otages communistes extraits du camp de Cholet. Il occupait les mêmes fonctions à Saint-Nazaire, lorsque les commandos britanniques y débarquèrent et lorsque la ville fut rasée par un bombardement allié. Enfin, il était préfet de la Corrèze lorsque commencèrent les combats entre les maquis et les « forces de l'ordre » de Darand.

Sa thèse : « Si les intentions du maréchal étaient bonnes, ses ministres s'étaient laissés asservir par les Allemands... L'administration devait se battre seule pour atténuer les rigueurs de l'Occupation. » Après tout, mais eût valu une occupation sans gouvernement - légal - avec des fonctionnaires-tampons comme en Belgique ou en Hollande.

Bernard Lecornu, resté à son poste après l'armistice de 1940, a donc joué les tampons et, de plus, a mené la lutte contre l'occupant. Et il n'a pas attendu pour choisir son camp le jour où il était évident que les Alliés seraient vainqueurs.

A Châteaubriant, il se démenait pour faire évader les prisonniers et surtout pour tenter de sauver les otages. Il le fera si nettement que le Parti communiste, en 1944, s'étonnera qu'il soit emprisonné. Son récit de ces terribles jours d'octobre 1941, à la suite de l'assassinat du feldkommandant de Nantes, les Allemands exigeant du sang innocent est un hommage à l'héroïsme des victimes et une clarification du rôle joué par Pucheu dans le choix qui en fut fait.

A Saint-Nazaire, bombardé dès 1941 de façon permanente, le sous-préfet, qui commençait par vider les prisons des détenus politiques avec l'aide du chef syndicaliste Blanchard et d'une adhésion à la Charte du travail de Vichy devient rapidement un informateur de la Résistance avec laquelle il a ses premiers contacts. Et chef de la défense passive. Il réussit à faire évacuer

la ville la veille de sa destruction : on le soupçonnera, bien sûr, d'en avoir été averti.

Quant à la Corrèze, où Laval l'envoie sans lui donner de consignes, la situation y est pleine de paradoxes. Le sous-préfet doit servir de facteur entre l'entourage de Pétain et le résident-favori du maréchal, qui le déteste, Emmanuel Berl, réfugié avec Mireille à Argenteuil. Berl sait que leur liberté et leur vie sont à la merci de ceux qui le protègent à Vichy. On lui demande, fin 1943, de rédiger un message où le maréchal proteste de son patriotisme et laisse l'avenir ouvert. Berl rédige son message, dont la diffusion fut interdite par les Allemands.

Curieuse préfecture que celle de Tulle : on y rencontre Albert Bayet, une des têtes de la Résistance, André Malraux, qui vient demander - et obtient - des laissez-passer pour les officiers anglais parachutés par les maquis. Lecornu rend visite aux francs-tireurs et partisans d'obédience communiste pour leur demander de ne pas tuer les gendarmes, assiste aux obsèques des victimes de ces mêmes GMR que Darand, secrétaire d'Etat au maintien de l'ordre décore, le lendemain. Décoré à Vichy, il y fait valoir la nécessité de la souplesse. Mais Laval, champion d'une autre souplesse, trouve celle de Lecornu excessive. Et il ne sait pas tout. Il lui rend le signalé service de le révoquer sans traitement ni pension.

Il ne reste à l'ancien préfet qu'à jouer les brancardiers à Caen. Il traverse le front de Normandie et se retrouve hautement suspect aux nouvelles autorités, à Bayeux. La caution de Maurice Schumann ne lui évite pas d'être assigné à résidence puis incarcéré à Paris.

Il lui faudra des mois et quatre-vingt-trois témoignages, tous à décharge pour quitter sa prison. Conclusion : « Le 24 avril 1946, M. Michelet, ministre des armées, m'attribua la médaille de la Résistance avec rosette. Et, six jours plus tard, j'étais préfet des Hautes-Alpes. Mais j'ai compris : si par aventure la France devait être à nouveau occupée, je portais dare-dare pour Londres. »

JEAN PLANCHAIS.

* Un préfet sous l'occupation allemande. Châteaubriant, Saint-Nazaire, Tulle. Préface de Maurice Schumann. Presses de la Cité, 325 p., 85 F.

(Suite de la première page.)

Jusqu'à présent le Parti libéral a été, un peu comme le Parti radical ou l'UDSR sous la IV^e République, l'arbitre de la vie politique allemande. En s'alliant à l'une ou l'autre des grandes formations, il la portait au pouvoir, se donnait le droit de parler par l'attribution de quelques portefeuilles de première importance. Ce temps-là appartenait à la révolution. Pour le Spiegel du 25 juin, qui consacre sa couverture, en paraphrasant Wagner, au crépuscule de Genscher (*Genscher-Dämmerung*), le problème est déjà posé de savoir quelle coalition prendra la relève de l'actuelle alliance chrétiens-démocrates-FDP, les libéraux risquant fort de ne plus être représentés dans le prochain Bundestag.

Il est vrai que Helmut Kohl a du temps devant lui puisque les élections générales ne sont prévues qu'en 1987. Mais il est vrai aussi que sa direction est de plus en plus contestée et que sa popularité a fortement baissé dans les sondages. Or Genscher, de la même façon qu'il avait longtemps aidé Schmidt à tenir tête à la gauche social-démocrate, était pour le chancelier un soutien précieux contre Franz Josef Strauss. Le chef du gouvernement bavarois, dont le parti, l'Union chrétienne sociale (CSU), est distinct de la CDU, a eu effet grande peur des élections. Il n'a toujours pas digéré d'avoir été suppléant à la chancellerie - pour cette raison qu'il faisait peur à l'électeur - par un personnage qui n'a ni dynamisme, ni bagage intellectuel, ni son expérience. Kohl, redoutant que cet astre de première grandeur ne lui porte ombre, consacre une grande partie de son énergie à déjouer ses manœuvres pour entrer dans le cabinet.

Une coalition de rechange ? Comment s'y prendra-t-il, une fois privé de Genscher ? Le troisième ministre libéral du cabinet, Engelhard, qui détient le portefeuille de la justice, ne faisant pas le poids, le FDP n'a plus qu'une carte dans son jeu : Martin Bangemann, qui dirigeait jusqu'aux dernières élections le groupe libéral-démocrate du Parlement européen. C'est un taureau, à sa manière, comme Strauss, et un rival de longue date de Genscher, dont il prendra sans doute la succession à la présidence du parti. En attendant, le voilà ministre de l'économie au lieu et place de Lambdorff : comme il a guère d'expérience dans ce domaine, il aura fort à faire pour redorer l'image de son parti. Quant à Kohl lui-même, il faudrait, pour qu'il reprenne du poil de la bête, qu'il prenne les initiatives un peu spectaculaires nécessaires pour combattre l'impression de mollesse et d'incapacité que émane de sa pesante silhouette.

Pour Rudolf Augstein, le directeur du Spiegel, la coalition ne tient que par la peur. Pour John Dornberg, de l'International Herald Tribune, il s'agit d'un « canard boiteux ». La faiblesse du pouvoir en tout cas est évidente. Or ses adver-

saires ne se situent pas qu'à l'intérieur des frontières fédérales. Les dirigeants soviétiques seraient fort intéressés à voir disparaître un gouvernement qui, sans tenir compte de leurs menaces, a osé installer sur son territoire les terribles Pershing-2. Car, si l'on fait une croix sur le FDP, aucune formule de rechange n'est concevable sans la participation d'un Parti social-démocrate qui vient encore de réaffirmer, à l'occasion de son congrès annuel, son hostilité aux eurocommunismes.

Certes, le SPD n'est pas particulièrement dans le vent. Il a même payé chèrement aux européennes le soutien qu'il a donné à la grève des métallos pour les trente-cinq heures. Compte tenu de la progression spectaculaire des abstentions, il a perdu plus de deux millions de voix par rapport aux européennes de 1979, et 1,6 point par rapport aux législatives de 1983. Mais, en même temps, les Verts, dont on avait précédemment pronostiqué l'oraison funèbre, gagnaient 1 200 000 voix par rapport à 1979 et reculaient à peine, en nombre de suffrages, par rapport à 1983, ce qui leur valait de progresser de 2,6 points en un an. Compte tenu des pertes non seulement du FDP mais de la CDU, l'éventualité d'une coalition SPD-Verts, telle que celle qui existe depuis quelques semaines en Hesse, prend donc de la consistance.

Elle a déjà son champion, Oskar Lafontaine, le maire social-démocrate de Sarrebruck. Il ne cache pas son espoir de « déseclaver » (*ausgrenzen*) les Verts et de collaborer avec eux aux élections prévues en mars 1985 pour le renouvellement de la Diète sarroise. A son avis, il y avait évidemment convergences entre les deux formations sur ce qu'il appelle la « politique de paix » : la lecture attentive de la longue résolution adoptée le 19 mai dernier sur ce sujet par le SPD, lors de son congrès d'Essen, tend à lui donner raison. Quelques passages suffisent pour en donner une idée : « Les intérêts de la sécurité de l'Europe occidentale ne coïncident pas avec ceux de ses partenaires atlantiques (...). La RFA ne doit pas constituer un glacis pour les intérêts des superpuissances (...), notre but est de créer un ordre de paix en Europe qui surmonte les blocs (...). Une politique d'armements qui (...) cherche à forcer l'adversaire à céder met la paix mondiale en danger (...). Il faut passer progressivement de la dissuasion à une structure de défense classique... Il faut renoncer à toute stratégie offensive (...). L'OTAN et le pacte de Varsovie doivent s'entendre pour renoncer en premier aux armes nucléaires (...). »

Ce texte visait, paraît-il, à « bloquer » la dérive neutraliste du SPD. Il n'en a pas moins été reçu avec consternation à Washington. Les participants à la cinquième rencontre euro-atlantique organisée par le parti, la semaine dernière, à Bonn, ont pu en juger en entendant le secrétaire adjoint à la défense des Etats-Unis, Richard Perle, voler dans les plumes des auteurs du texte, auxquels il a sentiment

L'usure allemande

conseillé d'en reprendre la rédaction. Les vétérans de ces rencontres ne pouvaient pas s'empêcher de faire la comparaison avec ce qui s'était passé lors de la première : Helmut Schmidt, alors chancelier, invectivait proprement les Américains, coupables de mesurer leur garantie à une Europe gravement menacée par les SS-20. Aujourd'hui, il est clair qu'on ne craint pas moins la Maison Blanche qu'à l'époque de voir l'Allemagne succomber tôt ou tard au charme des sirènes du pacifisme.

Une proposition de Helmut Schmidt

Cette fois, Schmidt, contrairement à la tradition, n'était pas là. Il était au Bundestag, en train de conjurer Kohl de saisir le perchoir tendu par François Mitterrand - avec lequel il s'était entretenu quelques jours plus tôt - dans son discours de Strasbourg du 24 mai. Et de prendre avec la France les mesures nécessaires pour mettre fin à ce que le roi d'Espagne a pu appeler « la fatigue, le découragement et le scepticisme de l'Europe ».

Parmi les mesures suggérées : un véritable marché intérieur commun aux deux pays, une mise au service de la Communauté et de la France des excédents de devises de la RFA, un programme commun d'aide au développement du tiers-monde. Enfin et surtout, pour apaiser les craintes de dérive allemande nourries à Paris, la mise en commun des ressources militaires classiques des deux pays. La France ferait d'autre part savoir que le territoire fédéral

est couvert par sa force de dissuasion, et la RFA participerait au financement de ladite force sans pour autant demander un droit de regard sur son emploi. En conclusion l'ex-chancelier exposait pourquoi un « rôle mondial de la France à la tête d'un tandem franco-allemand » lui paraissait parfaitement justifié (2).

L'ancien chancelier, en dépit de la vénération qu'il voue à Jean Monnet, n'a rien d'un Européen fanatique, et il a mis longtemps à mesurer l'importance essentielle du « tandem » en question. Ses paroles n'en ont que plus de poids. Elles sont celles d'un homme qui a compris que l'avenir de l'Europe dépend largement de sa capacité de s'affranchir de sa dépendance militaire à l'égard des Etats-Unis, sans pour autant réduire sa propre sécurité. Personne n'avait osé aller aussi loin depuis vingt ans pour consolider l'amarrage de la RFA à l'Ouest.

Il est significatif que celui qui a fait cette proposition révolutionnaire soit aussi l'homme politique le plus populaire d'Allemagne. On peut bien entendu, ou plutôt on devrait, en discuter les termes, mais si elle devait rester sans écho, ce serait bien le signe qu'Alexandre Zinoviev n'avait pas tort d'écrire, dès décembre 1982 : « Le rôle historique de l'Allemagne est terminé. Ce fut un rôle grandiose, terrible, tragique, mais elle a fini de le jouer » (3). Il faudrait avoir la vue singulièrement courte pour s'en réjouir.

ANDRÉ FONTAINE.

(2) Citations tirées du bulletin d'information du groupe parlementaire SPD du 28 juin. Voir aussi le Monde du 30 juin.

(3) Le Figaro du 30 décembre 1982.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDPAF 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 17 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; F.R.G., 16 p. ; Grèce, 95 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.600 L. ; Liban, 375 P. ; Lituanie, 0,350 Lt. ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 0,200 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 85 esc. ; Suède, 300 F CFA ; Suisse, 7,70 fr. ; Tchécoslovaquie, 110 m. ; Turquie, 100 L. ; Yougoslavie, 110 m.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Lemaire, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bourde-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé à Paris : 5, rue de la Harpe, PARIS-12

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE ÉTRANGÈRE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par mandat)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1 240 F

2. SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés (des semaines ou plus) abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

APRÈS SON VOYAGE A MOSCOU

Le chef de la diplomatie britannique est « déçu par le ton négatif » de ses interlocuteurs soviétiques

Sir Geoffrey Howe a quitté Moscou, mardi 3 juillet, sur des impressions qui ne doivent pas différer beaucoup de celles qu'il avait recueillies à Paris. M. Mitterrand il y a dix jours, mais qu'il n'a pas craint d'exposer avec une certaine vérité.

Sans doute a-t-il jugé, comme d'ailleurs les Soviétiques, « utiles » ses cinq heures d'entretien avec M. Gromyko et sa rencontre d'une heure avec M. Tchernenko, le numéro un du Kremlin. Mais il s'est dit « déçu par le ton négatif » de ses interlocuteurs soviétiques, dans la mesure où le but qu'il s'était fixé, « corriger les caricatures et les incompréhensions » entre l'Est et l'Ouest, n'a apparemment pas été atteint.

Non seulement aucun infléchissement n'a été constaté dans les positions de Moscou sur le désarmement, mais le ton des questions qui lui ont été posées par la presse soviétique, sur l'Irlande du Nord notamment, allait de pair avec de raides communiqués de l'agence Tass affirmant que le visiteur britannique n'avait « rien proposé de constructif ».

Les traducteurs soviétiques ont même oublié de traduire les propos tenus par Sir Geoffrey sur les droits de l'homme lors de sa conférence de presse. Les journaux de Moscou avaient censuré son discours de la veille.

Sir Geoffrey avait pourtant pris la précaution de se couvrir du côté américain avant d'affirmer à M. Gromyko que, contrairement à ce qu'il prétendait, les Etats-Unis n'avaient pas de condition préalable à leur acceptation de sa proposition d'une négociation sur les armes de l'espace à ouvrir à Vienne en septembre.

Rien n'y fit. M. Gromyko, relayé par l'agence Tass, continue de tenir la réponse américaine pour « obstructionniste ». Ce qui a permis au ministre britannique d'insister sur l'incapacité de ses hôtes à « considérer un oui comme une réponse ».

et à « donner une suite à leur propre proposition ». « Si l'URSS a des doutes, a-t-il dit encore, c'est une raison supplémentaire de les clarifier dans des discussions informelles. (...) Le monde ne peut se permettre la politique de la chaise vide. Le gouvernement soviétique donne l'impression d'être davantage intéressé à cloquer au pilori certains gouvernements occidentaux qu'à tester leur intention d'ouvrir des négociations sérieuses ».

Le rendez-vous de septembre

Les discussions informelles existent pourtant bel et bien. Dans le même temps que l'ambassadeur américain à Moscou, M. Harman, se voyait infliger un nouveau camouflet par les autorités soviétiques, qui lui interdisaient purement et simplement de prononcer une allocution à la télévision à l'occasion de sa fête nationale (c'est la première fois que le cas se produit depuis 1980), son collègue soviétique à Washington, M. Dobrynine, avait un nouvel entretien avec M. Shultz, secrétaire d'Etat, le quatrième en moins de quinze jours. M. Dobrynine, qui quittait le même jour Washington pour ses vacances, est parti muni d'un message « du gouvernement américain au gouvernement soviétique » sur lequel aucune précision n'a été communiquée.

Le département d'Etat a en tout cas réaffirmé son acceptation du rendez-vous de septembre, étant entendu que les Etats-Unis y seront prêts à « discuter de tous les sujets qu'ils (les Soviétiques) voudront aborder », qu'ils ont aussi l'intention d'étudier les sujets qui préoccupent davantage Washington, mais qu'aucune priorité n'a été définie entre les uns et les autres. Une position que Sir Geoffrey a endossée à

Moscou en déclarant : « Il n'est pas logique d'être prêt à discuter de désarmement dans certains domaines et pas dans d'autres ».

Des consultations occidentales

L'acceptation subite de la proposition soviétique par M. Reagan vendredi n'en pose pas moins certains problèmes du côté occidental. Aux Etats-Unis mêmes, si l'on en croit le *New York Times*, le président a pris sa décision sans beaucoup consulter et sans savoir clairement quelle serait sa position de négociation. Au sein de l'alliance atlantique, d'autre part, un effort de concertation s'impose également. Les Européens, dont certains s'inquiétaient déjà du programme américain de défense spatiale pour diverses raisons, d'ailleurs contestées par Washington (déstabilisation de la dissuasion, nouveau « découplage » entre une Amérique protégée et une Europe qui resterait vulnérable, etc.), voudront savoir quel dossier les négociateurs américains emporteront dans leurs bagages.

En sens inverse, les Etats-Unis avaient été quelque peu irrités par la proposition française de limitation des armements dans l'espace déposée devant la conférence du désarmement de Genève le 12 juin. Depuis lors, des échanges de vues ont permis de dissiper les malentendus, mais d'autres consultations seront nécessaires dans les prochains mois, surtout si le rendez-vous de Vienne finit par se confirmer.

A Paris en tout cas, on se déclare ouvert à tout dialogue avec les Etats-Unis - et les autres alliés - ce point, sans préjudice du débat qui ne manquera pas de se développer dans le cadre multilatéral de Genève.

M.T.

LA VISITE EN FRANCE DU MINISTRE SUD-CORÉEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Lee Won Kyung, ministre sud-coréen des affaires étrangères, effectue une visite de travail de vingt-quatre heures à Paris, dernière étape d'une tournée en Europe. Il devait être reçu mercredi 4 juillet en fin d'après-midi par M. Claude Cheysson. Les

échanges économiques encore modestes entre la France et la Corée du Sud connaissent une sensible progression après la disparition de réticences d'ordre politique de la part de Séoul dues à l'attitude de Paris à l'égard de la Corée du Nord.

Les relations entre Paris et Séoul sont sorties d'une phase de méfiance

Séoul. - La raison commerciale semble de plus en plus l'emporter, dans les relations entre la France et la Corée du Sud, sur les velléités politiques de rapprochement de Paris avec la Corée du Nord.

Il y a un an, malgré les éclaircissements donnés par M. Claude Cheysson dans le courant de l'été 1982, les rapports entre les deux pays étaient assombrés à la fois par l'éventualité d'une normalisation diplomatique entre la France et le régime du maréchal Kim Il Sung et par le report d'une visite attendue du président Mitterrand au Sud, en 1983. Les sudistes inquiets et irrités avaient même menacé de dénoncer les contrats nucléaires passés avec Framatome (le *Monde* du 9 juillet 1983). Les perspectives de coopération industrielle, qui sont généralement fonction de l'état des relations diplomatiques, étaient médiocres. Or, aujourd'hui, s'il faut en croire le ministre sud-coréen des affaires étrangères, M. Lee Won Kyung, ces relations seraient pratiquement au beau fixe.

« Les rapports bilatéraux sont excellents, surtout sur le plan commercial. Les deux gouvernements partagent le même point de vue sur de nombreux sujets, la méfiance a disparu », nous a déclaré M. Lee. Il en veut pour preuve la multiplication des échanges ministériels. Depuis deux ans, M. Cheysson, Mme Cresson et M. Fabius ont séjourné à Séoul, plusieurs ministres sud-coréens sont allés à Paris. Enfin, à défaut de certitudes en ce qui concerne une visite du président Mitterrand, le principe d'un séjour officiel du premier ministre français à Séoul en octobre prochain a été retenu.

Que s'est-il passé, depuis un an ? Pourquoi, comment a-t-on dissipé

De notre envoyé spécial

côté français les suspensions politiques du Sud, permettant du même coup le rétablissement d'une atmosphère propice aux affaires ? Car, s'il apparaît que la raison et l'intérêt de l'actuel gouvernement penchent (comme ceux du précédent) dans le sens du capitalisme prospère plutôt que dans celui du communisme austère, cela n'a pas toujours été le cas depuis 1981. Quant à la prudente explication de M. Lee - « en principe, la France comprend bien la situation dans la péninsule, donc nous n'avons pas de craintes » - elle ne saurait suffire à expliquer ce réajustement.

Ce sont d'une part des circonstances politiques aussi dramatiques qu'imprévisibles et, de l'autre, d'impératives contraintes économiques qui auraient incité Paris (l'Élysée, le PS et le Quai d'Orsay) à faire preuve d'un plus grand pragmatisme.

La première « circonstance », ce fut, en octobre 1983 (peu après le drame de la Korean Airline), l'attentat meurtrier de Rangoun. On sait que le gouvernement birman en attribua la responsabilité à la Corée du Nord et rompit les relations diplomatiques avec ce partenaire « non aligné ».

Un marché attrayant

On avait à l'époque souligné la « passivité » de la France et celle des pays de la CEE, d'habitude prompts à condamner le terrorisme (le *Monde* du 22 novembre 1983). On sait depuis, de sources diplomatiques, que MM. Cheysson, ministre des affaires étrangères, et Grosjeun, conseiller du président Mitterrand (chargé notamment des affaires coréennes), ont condamné ce recours au terrorisme d'Etat lors du passage à Paris d'un vice-ministre nord-coréen des affaires étrangères. Ils auraient alors signifié « clairement et fermement » à la Corée du Nord qu'il ne pourrait être question de normalisation entre Paris et Pyongyang avant longtemps. D'où la sévérité des sudistes, dûment informés de cette prise de position.

Les circonstances économiques n'en ont pas moins incité les Français au pragmatisme. Confrontés à la dégradation de l'emploi et aux déséquilibres de la balance commerciale, il leur était difficile de résister à l'attrait exceptionnel du marché sud-coréen. D'autant plus que les sudistes savent faire miroiter les projets de gros contrats et les accorder le cas échéant en échange d'autres

avantages. Dans l'environnement international présent, où trouver un pays comme la Corée du Sud, dont la croissance économique a été l'année dernière proche de 10 %, un pays qui est capable d'absorber les coûteuses spécialités dans lesquelles la France excelle : nucléaire, transports, télécommunications, aéronautique, armements ?

Mais c'est d'autant plus. La France de M. Giscard d'Estaing, dont le cœur ne balançait guère entre Séoul et Pyongyang, et qui ne donnait pas l'impression d'avoir deux fers au feu, avait déroché la « timbale » de deux centrales nucléaires. Celle de M. Mitterrand, en mettant en avant des principes différents pour justifier l'« ouverture » vers le Nord, a plutôt favorisé au Sud les intérêts américains et japonais. C'est du moins ce que lui reprochent les milieux d'affaires français.

Cela dit, la France semble aujourd'hui soucieuse de corriger le tir. D'abord, les Sud-Coréens continuent à parler de grands projets. Sans doute certains paraissent-ils encore lointains, voire incertains, mais ils n'en demeurent pas moins fort attrayants : nouvelles centrales nucléaires, train à grande vitesse, satellite. De beaux contrats sont à l'horizon 1984-1985 : nouveaux Airbus, billetterie de plusieurs lignes de métro, infrastructures, usines, etc.

Enfin, et ce n'est pas là le moindre point, les Sud-Coréens se montrent intéressés par certains armements français. Ils développent, en effet, leur industrie dans ce secteur (déjà exportateur) et souhaitent diversifier leurs sources de matériels et technologies militaires, jusqu'alors véritablement « chasses gardées » américaines. Séoul a déjà acheté des missiles Exocet et des hélicoptères Puma. Des pourparlers portant sur des matériels très substantiels, notamment pour la marine, sont en cours. « Quel meilleur atout pour les Sud-Coréens dans leurs relations avec la France que d'acheter des armes françaises ? », demande un homme d'affaires. Lui et d'autres sont convaincus aujourd'hui (à l'inverse de ce qu'ils croyaient l'an dernier) que Paris a donné des « gages » à Séoul et que les affaires vont redémarrer. On souligne dans ces milieux que l'octroi récent d'un prêt bonifié du Trésor français à la Corée du Sud pour l'achat d'une unité de production d'oxygène destinée à une aciérie va dans le même sens positif.

R.-P. PARINGAUX.

A TRAVERS LE MONDE

Grèce

● **DEUX LIBYENS ASSASSINÉS.** - Deux ressortissants libyens ont été trouvés morts, poignardés, mardi 3 juillet, dans un appartement du centre d'Athènes. Il s'agit de deux hommes qui habitaient l'appartement où ils ont été trouvés. La police ne dispose d'aucun élément sur l'identité des victimes et sur les causes de ce double assassinat. Deux attentats contre des opposants au régime du colonel Kadhafi avaient été perpétrés au mois de juin dernier à Athènes. - (AFP.)

Liberia

● **RÉFÉRENDUM POUR UNE NOUVELLE CONSTITUTION.** - Les Libériens se sont prononcés, mardi 3 juillet, par référendum sur une nouvelle Constitution, première étape vers un retour au pouvoir civil après quatre ans de gouvernement militaire. M. Samuel Doe, chef de l'Etat, a décrété ce jour-là pour encourager la participation, et promis de se conformer aux résultats. Ceux-ci ne seront proclamés officiellement que le 20 juillet, six jours avant la levée d'une interdiction des activités politiques, en vue des élections présidentielles et législatives, prévues pour fin 1985. - (AP.)

Pérou

● **LIMA PARALYSÉ PAR DES COUPURES DE COURANT.** - Près d'un millier de policiers en véhicules blindés ont pénétré mardi 3 juillet autour du palais présidentiel alors que la capitale était paralysée par la plus grave coupure de courant jamais enregistrée. Deux policiers ont été blessés au cours d'acrobaties avec des militants du Sendero lumineux qui ont mis le black-out à profit pour commettre des sabotages et des attentats. - (AP.)

Tchad

● **ENTRETIEN FRANCO-TCHADIEN.** - Le ministre délégué à la coopération et au développement, M. Christian Nucci, s'est entretenu mardi 3 juillet

avec le président Hissène Habré à N'Djamena. Auparavant, M. Nucci s'était rendu à Biltine, dans l'est du Tchad, pour y inspecter un détachement des forces françaises de l'opération « Manta ». Il a également visité un chantier de reconstruction de la route N'Djamena-Abeché, longue de 800 kilomètres. La France finance cette réfection pour 24 millions de francs. Le ministre français quitte le Tchad mercredi matin, pour le Cameroun. - (AFP.)

Tunisie

● **NORMALISATION ENTRE TUNIS ET TRIPOLI.** - Le président Bouguiba a donné des instructions mardi 3 juillet pour que le haut représentant (ambassadeur) de Tunisie à Tripoli, M. Mohamed Jemiane, rejoigne son poste. Le diplomate avait été rappelé le 16 mai à la suite de l'envolement par les Libyens de trois gardes nationaux tunisiens en patrouille le long de la frontière. Depuis, la Tunisie posait comme condition à une normalisation de ses rapports avec Tripoli la libération des trois hommes, laquelle est intervenue le 28 juin (le *Monde* du 30 juin). - (Corresp.)

Turquie

● **LES DÉTENUÉS D'ISTANBUL AURAIENT CESSÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM.** - La grève de la faim dans les prisons militaires de Sigmahdar et Metris à Istanbul, qui a fait quatre ou cinq morts, a pris fin, a annoncé, mardi 3 juillet, devant un tribunal militaire d'Istanbul, un détenu dont les propos ont été rapportés par des avocats. Selon ces derniers le prisonnier, qui comparait dans un procès de l'Union communiste révolutionnaire (TIKB), a déclaré le 28 juin que les militants de Dev-Sol (gauche révolutionnaire) avaient arrêté le jeune entrepreneur pour obtenir des « conditions humaines » de détention et que les militants du TIKB l'avaient arrêté le lendemain. Les avocats s'étonnent cependant que les autorités militaires n'aient pas annoncé la fin de ce mouvement qui avait commencé le 11 avril. - (AFP.)

Bonn accorderait un nouveau crédit à Berlin-Est contre des allègements humanitaires

Bonn et Berlin-Est seraient proches d'un accord, d'une part sur des allègements humanitaires pour les habitants des deux Etats allemands et d'autre part sur l'octroi par la RFA d'un nouveau crédit à la RDA, selon des informations publiées par la presse et la télévision ouest-allemandes.

Le secrétaire d'Etat ouest-allemand aux ministères des relations inter-allemandes, M. Ludwig Rehn, a annoncé, mardi 3 juillet à Berlin-Est, des ententes avec les responsables de la RDA en vue d'obtenir des autorisations d'émigrer à l'Ouest pour les Allemands de l'Est qui se sont réfugiés ces derniers temps à la représentation de la RFA dans la capitale est-allemande. Il ne reste plus que six personnes, dont deux enfants, réfugiés dans les bâtiments de la mission, contre cinquante cinq il y a quelques jours. Les Allemands de l'Est qui ont quitté la représentation ont simplement obtenu l'assurance qu'ils ne seraient pas poursuivis. Dans ces conditions, on s'attendait à la réouverture de la mission diplomatique ouest-allemande, fermée, la semaine dernière, par décision du gouvernement de Bonn, pour ce mercredi ou pour jeudi.

L'accord en discussion depuis plusieurs mois entre Bonn et Berlin-Est porterait sur une plus grande facilité de circulation entre les deux Etats

allemands. Le change obligatoire pour les Allemands de l'Ouest et les Berlinois de l'Ouest qui se rendent de l'autre côté du mur passerait de 25 DM à 20 DM par jour (de 75 francs à 60 francs). L'âge minimum pour les femmes d'Allemagne de l'Ouest serait abaissé de soixante à quarante-cinq ans (Bonn veut voir dans cette mesure éventuelle une prélude à la libéralisation totale des voyages). Enfin, Berlin-Est accorderait à cinq mille de ses ressortissants le droit d'émigrer en RFA. Au cours des quatre premiers mois de l'année, vingt-cinq mille Allemands de l'Est ont reçu un visa de sortie, mais les départs ont pratiquement cessé après un durcissement des autorités communistes.

En contrepartie, la RDA recevrait un nouveau crédit garanti par le gouvernement de Bonn. Un consortium de banques privées dirigé par la Deutsche Bank accorderait un crédit de 900 millions de DM, légèrement inférieur à celui obtenu l'année dernière (1 milliard de DM).

De source gouvernementale ouest-allemande, on ne confirme pas ces chiffres, mais on laisse entendre que l'accord devrait être conclu avant la visite en RFA du chef de l'Etat et du Parti est-allemands, M. Erich Honecker, prévue pour l'automne.

ASIE

Afghanistan

La guérilla aurait capturé une vingtaine de soldats soviétiques

Les résistants afghans auraient récemment capturé vingt soldats soviétiques et plusieurs dizaines de militaires de l'armée de Kaboul lors de combats dans la province de Paktia, proche de la frontière pakistanaise, a-t-on indiqué, mardi 3 juillet, de sources diplomatiques occidentales. Trois convois qui se dirigeaient vers Gardez, la capitale de la province, ont été attaqués par des guérilleros et ont subi de « lourdes pertes », selon les mêmes sources. L'aviation soviétique a effectué ensuite des bombardements de représailles pendant dix jours sur des villages de la région, faisant un nombre indéterminé de victimes civiles.

D'autre part, au cours d'une série d'attentats dans la capitale, l'un des responsables du Khad, la police se-

crète du régime afghan, a été assassiné récemment. Il s'agirait, selon les diplomates occidentaux, du numéro trois de l'organisation, le colonel M. R. Sardar. Deux responsables du Parti démocratique et populaire d'Afghanistan (PDPA), ainsi que deux militaires et deux Soviétiques ont également été tués récemment, indique-t-on de mêmes sources, sans préciser si ces assassinats sont dus à des règlements de compte internes au régime ou à la guérilla.

Les résistants ont tiré au mortier, au cours de la dernière semaine du mois de juin, sur l'aéroport de Kaboul et sur l'ambassade d'URSS, qui aurait été touchée. - (AFP, UPI.)

MICHEL MASSENET
La France après la gauche

On a rarement aussi bien décrit le mortel utopisme des gauches...

Stéphane Riols - L'EXPRESS

Une analyse décapante de la gestion socialiste.

Emile Malet - LE QUOTIDIEN DE PARIS

Ce livre aide à l'intelligence des problèmes qui se posent en 1986, si la gauche est politiquement, bousculée et basculée.

Henri Amoureux - LE FIGARO

La vague de la gauche se retire.

André Passeron - LE MONDE

Collection "LIBERTES 2000"

ROBERT LAFFONT

Le Monde

politique

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

Le conseil des ministres a autorisé M. Mauroy à engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale

Le conseil des ministres, réuni mercredi 4 juillet, a autorisé le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement sur le vote, en deuxième lecture, du projet de loi sur la presse par l'Assemblée nationale. Cette procédure ne sera pas nécessairement utilisée dans l'immédiat, tout dépendant de l'attitude de l'opposition.

L'application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution permettrait de suspendre le débat dans l'attente du dépôt - qui ne manquerait pas - d'une motion de censure par l'opposition. Cette motion

n'ayant aucune chance de recueillir la majorité des voix, le projet serait considéré comme approuvé, mais il devra, dans tous les cas, faire l'objet de deux autres lectures au Sénat et à l'Assemblée avant d'être définitivement adopté par celle-ci.

L'utilisation de l'article 49-3 donnerait satisfaction aux nombreux députés socialistes, qui, lors de la réunion de leur groupe, mardi 3 juillet, avaient estimé que ce serait le seul moyen de « sauvegarder la dignité du débat parlementaire, mise à mal par la stratégie de l'opposition ».

M. Pierre Mauroy a clairement laissé entendre, mardi sur TF 1, qu'il recourrait à cette procédure. « S'il n'y a pas moyen d'avancer, il faudra bien utiliser l'article 49-3 de la Constitution », a-t-il dit au journal de 20 heures, tout en confirmant qu'il n'aime pas utiliser cette « arme ».

Selon le premier ministre, l'attitude de l'opposition signifie qu'« une certaine droite a du mal à se plier aux règles républicaines et à admettre que la gauche gouverne ».

Revenant sur le sujet au cours de l'émission « Politiques », sur la même chaîne, M. Mauroy a ajouté : « Lorsqu'on a chèrement acquis une démocratie, lorsque l'on sait que quelques peuples, quelques dizaines de peuples au monde ont la chance de vivre en démocratie, je pense que ceux qui sont des représentants du peuple, qu'ils soient des députés ou qu'ils soient des sénateurs, ont un autre spectacle à donner au pays, à donner à la jeunesse, que celui qu'ils donnent actuellement. »

La fin d'un consensus

Tous les acteurs du jeu politique sont-ils encore d'accord sur les règles qui doivent présider à leurs débats ? Il semble que non. Certes, nul ne remet en cause les grands principes de la loi fondamentale de la 4^e République, mais dans chaque camp on fait une lecture bien différente des textes constitutionnels et réglementaires qui, normalement, doivent permettre le bon fonctionnement des institutions. Quand, pendant deux jours, l'opposition réussit à empêcher tout débat au fond sur le texte inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, quand le Sénat lui-même - dont la pondération était une vertu majeure - utilise à son tour, sous la pression de l'opposition, qui y est majoritaire, tous les artifices du règlement pour freiner la discussion de projets que le gouvernement veut lui voir débattre, à l'évidence apparaît un risque de dérive institutionnelle.

Avant mai 1981, la gauche ne se privait pas d'user de moyens procéduriers. C'est elle qui fit annuler par le Conseil constitutionnel le budget de 1980 parce que la lettre des textes institutionnels n'avait pas été respectée.

M. Gaston Defferre, alors président du groupe socialiste de l'Assemblée, avait déjà utilisé, le 19 novembre 1980, l'appel au quorum dans la bataille menée par la gauche contre le projet de loi sur la Sécurité et la Liberté. Au cours du même débat, M. Raymond Forni, député socialiste du Territoire de Belfort, avait quitté les travées de l'hémicycle pour gagner les tribunes du public afin de protester contre les freins mis à l'expression de l'opposition. Ce même M. Forni avait réussi, en juin 1977, à empêcher le vote d'un texte sur la Nouvelle-Calédonie en freinant le débat jusqu'à l'heure où devait être close la session du Parlement.

Devenue opposition, la droite a utilisé, au début de l'actuelle législature, ces procédures qui appartiennent aux moyens traditionnels d'affrontement politique dans une démocratie parlementaire.

Mais cette pratique légitime connaît une première déviation au printemps 1983 quand le RPR et l'UDF multiplient le dépôt d'amendements, souvent appelés superfétatoires, lors de la discussion du projet sur l'enseignement supérieur. S'il est utilisé à tort et à travers à des fins d'obstruction, le droit d'amendement - sacré pour les parlementaires, qu'il s'agisse de proposer réellement des modifications au texte gouvernemental, d'obtenir des précisions du ministre ou de faire passer un message politique - peut envenimer la machine parlementaire, ne serait-ce que parce que les services des

assemblées ne sont pas armés pour faire face à un afflux d'amendements. De plus, cela a comme conséquence automatique d'allonger considérablement le débat sur un texte de loi sans forcément se traduire par un effet bénéfique sur sa qualité. Ce fut le cas l'hiver dernier lors de la discussion du projet sur la presse où tous les records - au moins depuis 1945 - de longueur furent battus.

L'arme absolue

Une spirale fut ainsi enclenchée, dont plus personne ne semble vouloir sortir. Le pouvoir - ou plutôt elle-même - s'est laissé gagner par ce jeu paralysant. La commission spéciale sur l'enseignement privé n'a pas jusqu'au bout de l'examen des articles du projet. La commission des affaires culturelles en fit autant en deuxième lecture, pour le projet sur la presse. Le gouvernement, utilisant l'arme absolue de l'engagement de responsabilité sur le texte de M. Alain Savary, empêche les députés de débattre dans le détail d'un projet auquel nul ne peut contester que les Français attachent beaucoup d'importance.

Ainsi, par exemple, l'article 40 de la Constitution reconnaît aux parlementaires le droit d'amendement. Mais ce même article offre au gouvernement la possibilité de s'opposer à la discussion en séance publique de tout amendement qui n'aurait pas été soumis à la commission de l'Assemblée chargée de l'examen du texte. Dans ces conditions, la réunion de celle-ci pour l'étude de tous les amendements est-elle obligatoire, au risque de mettre à mal le droit reconnu au gouvernement par l'article 48 de la loi fondamentale, de fixer l'ordre du jour des travaux du Parlement ?

Ce même droit ne peut-il pas être contourné par une commission qui déciderait ou serait contrainte, sous la pression d'une partie de ses membres, de prendre tout son temps pour étudier un projet gouvernemental, puisque l'article 51 du règlement de l'Assemblée nationale indique que la discussion en séance publique s'engage [...] par la présentation du rapport de la commission saisie au fond ? Jusqu'alors, personne n'avait cherché à ergoter ainsi sur les textes régissant le fonctionnement des institutions. C'est maintenant chose faite. Aujourd'hui, le Sénat lui-même semble adhérer dans sa majorité à cette stratégie. En dehors de sa demande d'un référendum, sur le texte de M. Savary, demande dont la constitutionnalité peut être discutée, la Haute Assemblée envisage d'user de son règlement pour ne pas siéger.

En revanche, M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) ayant eu la « bonne » idée de traiter M. Pierre Mauroy de « menteur » à propos de ses déclarations, le soir même, à la télévision sur l'école privée, les députés socialistes obtiennent à leur tour une suspension de séance avant de demander à M. d'Aubert de retirer ses propos. Ce qu'il fera, admettant que M. Mauroy n'a fait que « profiter des contre-vérités » et rappelant que M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône), pour sa part, a employé le qualificatif de « pousseur » à propos de la nature des propos des députés de l'opposition. M. Guy Ducloux (PC, Haute-Saône), président de séance, qui navigue au plus près des records, réussit à éviter que l'incident s'envenime. Au total, les députés auront examiné, en une après-midi et une soirée dix

plus de deux jours par semaine pendant l'actuelle session extraordinaire du Parlement.

Oubli

Les consultations électorales et les sondages défavorables à la majorité confortent l'opposition dans une telle attitude. Le score obtenu par M. Jean-Marie Le Pen le 17 juin l'incite même à agir ainsi. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale l'a reconnu au cours d'un point de presse, le mardi 3 juillet : « Notre électorat, dont une partie a voté pour la liste du Front national, nous demande d'être plus durs avec le gouvernement. »

Les anciens premiers ministres gaullistes s'appuient sur les mêmes données pour réclamer au nom de l'esprit de la 4^e République un retour aux urnes sous une forme ou sous une autre. Ils oublient - ou plutôt font mine d'oublier - qu'il est arrivé au général de Gaulle de gouverner avec une majorité parlementaire qui n'avait pas recueilli la majorité des suffrages exprimés par les électeurs (1) et qu'il lui-même avait quitté l'Élysée après la victoire du « non » au référendum de 1969, il

avait clairement, avant le vote, prouvé les Français des conséquences de leur choix.

Des députés qui bloquent le fonctionnement de l'Assemblée nationale, des sénateurs qui veulent oublier que depuis 1945 il est écrit en France que la deuxième chambre du Parlement - élue au suffrage indirect - doit laisser le dernier mot à l'Assemblée élue - au suffrage direct -, autant d'attitudes qui démontrent que cette spirale tend à la fin du consensus qui s'est établi autour des règles institutionnelles.

Si elle a été l'origine des institutions, l'opposition n'accepte pas, en vérité, que la majorité - qui, elle, les a combattus mais n'avait jamais tenté d'en paralyser le fonctionnement - puisse profiter des avantages que le système procure à ceux qui disposent de la majorité à l'Assemblée nationale. Mais qui pourrait gagner à recourir systématiquement à l'artifice ? Qui serait tenté à un nouveau fonctionnement du Parlement ?

THÉRIER BRENIER

(1) Les candidats de la majorité d'alors obtinrent 33,7 % des suffrages exprimés aux élections législatives de 1962, 38,5 % à celles de 1967 et 38,7 % en 1973 sous le septennat de M. Georges Pompidou.

Le pilonnage après le harcèlement

L'obstruction est plus compliquée qu'il n'y paraît, surtout quand on manque de références historiques puisque, pour l'essentiel, l'opposition innove en ce domaine.

Les rappels au règlement, les suspensions de séance, c'est bien, mais au bout d'un certain temps, on s'écasse, dans un moment de lassitude, de laisser l'Assemblée examiner quelques amendements.

Soucieuse du travail bien fait, l'opposition, mardi 3 juillet, a inauguré pour l'examen, en deuxième lecture, du projet de loi sur la presse, une méthode qui relève du pilonnage d'artillerie et non plus de la tactique de harcèlement qu'elle avait pratiquée jusqu'alors.

Il s'agit pour les députés RPR et UDF de demander un scrutin public pour tous les amendements (une dizaine de minutes à chaque fois, plus la discussion). L'opposition impose même deux fois par la voix de leurs présidents de groupe (comme le règlement de l'Assemblée l'impose), que les amendements soient votés avec « vérification du quorum » (1). Dans le cadre de cette procédure et sauf présence constante dans la Salle des députés, le vote d'un amendement prend une heure et demie plus la discussion. À ce rythme, il faudrait environ soixante-quinze heures de séance pour arriver à débattre de l'article premier après avoir examiné les quelques cinquante amendements qui restent en discussion avec cet article. L'inconvénient du système est d'imposer la présence dans l'hémicycle des présidents des groupes de l'opposition. Sans doute, pour cette raison, la séance de nuit n'a pas vu la mise en œuvre de cette procédure.

En revanche, M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) ayant eu la « bonne » idée de traiter M. Pierre Mauroy de « menteur » à propos de ses déclarations, le soir même, à la télévision sur l'école privée, les députés socialistes obtiennent à leur tour une suspension de séance avant de demander à M. d'Aubert de retirer ses propos. Ce qu'il fera, admettant que M. Mauroy n'a fait que « profiter des contre-vérités » et rappelant que M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône), pour sa part, a employé le qualificatif de « pousseur » à propos de la nature des propos des députés de l'opposition. M. Guy Ducloux (PC, Haute-Saône), président de séance, qui navigue au plus près des records, réussit à éviter que l'incident s'envenime. Au total, les députés auront examiné, en une après-midi et une soirée dix

amendements, l'équivalent moyen d'une heure de travail parlementaire normal.

Entrecoupée de suspensions de séance, de rappels au règlement, de séances reprises pour quelques minutes, le temps de vérifier que le quorum n'est pas atteint, les travaux de l'Assemblée atteignent par moment au surréalisme, et donnent aux visiteurs des tribunes du public une image particulière du fonctionnement de notre démocratie. En vingt-cinq ans de vie parlementaire, je n'ai jamais vu cela, malgré dans les tribunes de la presse un véritable spectacle d'art et de métier.

Tout est bon pour les rappels au règlement, tout est prêt à indignation de commande. M. Alain Madelin (UDF, Ille-et-Vilaine), incontestable recordman du genre, orie au scandale à tout propos. La procédure retenue par la conférence des présidents pour examiner quand sera transmise par le Sénat la motion visant à soumettre à référendum le projet de loi sur l'enseignement privé, donne lieu à quarante minutes de rappel au règlement (2). M. Jacques Saurail (RPR, Haute-de-Seine) mer en cause, toujours dans un rappel au règlement, la manière dont la télévision rend compte des débats. M. Jacques Toubon (RPR, Paris) qui, le veille, avait lui aussi évoqué ces moyens d'information « à la botte » du pouvoir, explique aujourd'hui, dans les couloirs, qu'il ne pas voulu mettre en cause les journalistes travaillant dans ces mêmes moyens d'information. Quel rapport ? Vous savez bien, le seul souci de l'opposition, c'est de défendre la liberté de la presse.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN

(1) L'article 61 du règlement de l'Assemblée nationale prévoit que, sur demande d'un président de groupe, il est procédé à la vérification du quorum, « en constatant la présence dans l'enceinte du palais de la majorité absolue des députés ». Cette vérification prend une demi-heure. Au bout de ce laps de temps, si le quorum n'est pas atteint, la séance est levée pendant au moins une heure. A l'ouverture de la séance suivante, il peut être procédé au vote, quel que soit le nombre de présents.

(2) Les projets et propositions de loi sont discutés selon les modalités de l'article 49 de l'Assemblée nationale. L'article 57, qui sera utilisé pour la discussion de cette motion, permet, sans l'obliger, au président de séance, ou à la majorité de l'Assemblée, de clore la discussion « lorsque les motifs des amendements d'avis contraire sont intermédiaires dans la discussion, et un orateur par groupe dans les explications de vote ».

Le Monde

HORS SÉRIE

LES DEUXIÈMES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LA CAMPAGNE ET LES RÉSULTATS LES INSTITUTIONS ET LE BILAN DE LA CEE

Une longue chronologie (depuis le 9 mai 1950, date de la déclaration de Robert Schuman sur l'idée du pool charbon-acier), une importante bibliographie, des graphiques et des tableaux permettant de mieux situer la CEE dans l'ensemble international donnent aux lecteurs le moyen d'« aller plus loin » dans leur connaissance des affaires européennes.

UNE BROCHURE DE 124 PAGES

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 30 F. ET AU « MONDE »

BON DE COMMANDE «LES DEUXIÈMES ÉLECTIONS EUROPÉENNES»

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

NOMBRE D'EXEMPLAIRE(S) X 32,50 F (FRAIS D'EXPÉDITION INCLUS) = F

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE

SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

مجلس الشعب

LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE A TF 1

M. Mauroy : le chômage est le prix à payer de la politique de rigueur

Déphasage

A l'heure où le grave échec de la gauche aux élections européennes oblige les partis de sa majorité à se remettre en question et à entreprendre de douloureuses révisions, le premier ministre donne l'impression de vouloir rester introuvable.

Convenu que le bien-fondé de la politique économique et sociale du gouvernement finira par apparaître aux électeurs, surtout si une phase de relance peut succéder à la rigueur actuelle avant les élections législatives de 1986, M. Pierre Mauroy prend le risque d'apparaître déphasé par rapport aux socialistes et par rapport aux communistes.

Pour l'instant, en effet, le chef du gouvernement n'est pas en mesure de répondre à la préoccupation essentielle des uns et des autres, qui se rejoignent pour souligner l'urgence d'une relance de l'action contre le chômage.

Ce déphasage est d'autant plus net que le premier ministre a fait, mardi soir sur TF 1, un louable effort pour faire enfin coïncider son propre discours avec la pratique gouvernementale quand il a souligné que le chômage est le prix à payer d'une indispensable politique de rigueur. Mais, faute de perspectives complémentaires, il est à craindre, pour le crédit du premier ministre, que ce propos n'apparaisse un peu court non seulement à M. Charles Fiterman, qui désire exactement le contraire d'un tel discours, mais aussi à M. Jean Poporen, le ministre des transports, exprimant le sentiment du PCF, affirme qu'il n'est « ni concevable ni acceptable que le chômage et son accroissement puissent être considérés comme une fatalité, comme un prix à payer » (le Monde du 3 juillet); le numéro deux du PS souligne qu'« il y aurait un grand risque à ce que la rigueur appliquée par la gauche soit ressentie comme conduisant simplement à accroître les bénéfices des entreprises » (le Monde du 1-2 juillet).

La réflexion personnelle de M. Mauroy paraît même moins vive que celle de ses proches amis, au nom desquels M. Lionel Jospin affirmait, pendant le week-end, que le gouvernement et la majorité devraient être plus attentifs aux préoccupations quotidiennes des citoyens : « Les salaires, le logement, l'école, la sécurité, etc. ».

Exception faite de son ardent plaidoyer scolaire, le premier ministre n'a pas cherché à rassurer une majorité qui attend de lui que le gouvernement sache répondre à l'exaspération d'un électeur dégoûté. « Le gouvernement doit répondre à l'avertissement populaire », titre à la « une » l'Humanité du mercredi 4 juillet. On ne pouvait mieux dire que pour l'instant il n'a pas voulu ou su le faire.

ALAIN ROELAT.

● RECTIFICATIF. — Dans le compte rendu des travaux du comité directeur du P.S. (le Monde du 3 juillet), une malencontreuse coquille nous a fait écrire que M. Pierre Joux avait proposé l'ouverture d'un « débat » programmatique. Il s'agit en fait d'un débat « programmatique ». Dans le même article, la transformation d'un pluriel en singulier a rendu difficile la compréhension d'un paragraphe. Ce sont, bien entendu, les socialistes, et non M. Yves Gattaz, qui voudraient que les allègements fiscaux accordés aux entreprises dans le cadre de la baisse des prélèvements obligatoires soient liés à des investissements créateurs d'emplois.

Lisez
St Mark
PHILATÉLISTES
PARIS 15

L'AVENTURIER DE L'ARCHE PERDUE EST DE RETOUR.

Le nouveau film de Spielberg, Indiana Jones, fait un malheur aux Etats-Unis. Pourquoi bat-il tous les records d'entrées ?

Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.

VOIR

M. Pierre Mauroy, qui était, mardi soir 3 juillet, l'invité de l'émission « Politiques » de TF 1, a notamment déclaré, à propos de la politique économique du gouvernement et des réactions qu'elle suscite dans la majorité et l'opinion publique : « L'explication de ces difficultés, c'est naturellement une politique de rigueur qui n'est pas suffisamment comprise, qui n'est pas admise par l'électorat populaire. Elle n'est pas encore comprise par l'électorat socialiste, moins encore par l'électorat communiste. (...) Notre problème n'est pas d'abandonner cette politique de rigueur. Elle est indispensable ! (...) Dans l'intérêt du pays, il faut garder cette politique de rigueur. Il faut tenir compte de ce qui a été exprimé lors des élections européennes. Bon, eh bien c'est ce que nous allons faire ! (...) Nous avons affaire à un chômage qui n'est pas seulement conjoncturel, qui est structurel, qui, en quelque sorte, est le prix à payer, hélas ! de la politique de rigueur, mais aussi de la modernisation de la France pour s'adapter à la troisième révolution industrielle. (...) Il n'y a personne, personne, pas un homme de droite, et, hélas, personne à gauche, qui ait la recette magique pour dire : nous allons mener une politique de rigueur, nous allons continuer à la mener, nous allons moderniser notre pays, nous allons lui donner toutes les chances pour l'avenir, et nous allons pouvoir régler le problème du chômage. (...) »

« Le gouvernement doit continuer à travailler pour le traitement économique et celui de la croissance (...), mais il doit aussi tout faire pour vraiment empêcher le chômage de grandir, même si c'est difficile. Et je dois dire que nous avons dégagé des solutions. Une des solutions, c'est de dire aux jeunes : n'allez pas tout de suite au travail, formez-vous. (...) Il y aura 700 000 à 800 000 jeunes en formation : 420 000-450 000 relèveront des services de l'Etat ; 300 000 [relèveront] directement des entreprises. Il faut aller plus loin. (...) Deuxième mesure : la réduction du temps de travail. Sur ce plan-là, je n'ai pas la possibilité de pouvoir appliquer les trente-cinq heures immédiatement ; il ne peut pas être question, pour la France, de la généraliser. C'est une décision qui doit être prise sur le plan européen. (...) Il faut élargir les contrats de solidarité-réduction du temps de travail, les multiplier. Les préretraites, ça coûte cher, on ne peut pas les utiliser massivement, mais nous pouvons le faire là où il y a des secteurs à restructurer. Nous pouvons le faire là où il y a de graves difficultés, par exemple en ce qui concerne Creusot-Loire. (...) Actuellement, la politique de rigueur, c'est un prix à payer. »

L'ombre portée de l'URSS

Interrogé sur l'attitude du Parti communiste, le premier ministre a notamment répondu :

« Le Parti communiste a fait quelque chose et son contraire, et ça, ce n'est pas possible. Il a explicité à son électorat : nous sommes dans le gouvernement de gauche, c'est notre place, nous y avons nos ministres, qui sont solidaires, et qui font bien leur tâche. D'un autre côté, ils critiquaient les activités et l'action de ce gouvernement de gauche, dans des conditions telles que naturellement le message ne pouvait que créer le trouble. »

« Il s'agit d'autres raisons. Je crois que le Parti communiste subit l'ombre portée de l'URSS, des démocraties populaires, de ce qui se

passait en Pologne. L'URSS a maintenant une mauvaise image, à cause précisément du problème des libertés, et cette ombre portée sur le Parti communiste, le gouvernement de gauche en a subi d'une certaine façon les conséquences. Je dirais même que le problème des libertés, tel qu'il est posé maintenant, tel qu'il est ressenti, cette espèce d'inversion en ce qui concerne le thème qui était toujours le thème porteur de la gauche et qui est récupéré actuellement par la droite, [tient à] la mauvaise image de l'URSS, de ce qui se passe en URSS, en ce qui concerne les droits de l'homme, par exemple le cas Sakharov. (...) »

« Alors, tout ce que nécessite pour le Parti communiste une clarification qui n'est pas seulement une clarification avec le Parti socialiste et avec l'ensemble de la gauche, mais une clarification avec lui-même. Ça, c'est son affaire. (...) »

« Je n'ai rien contre la social-démocratie, mais je ne crois pas qu'en France, actuellement, compte tenu de ce qu'est la France, la façon dont elle est organisée, compte tenu de la division syndicale, compte tenu de ce que sont les Français, il puisse y avoir un Parti communiste qui s'évanouisse et un Parti social-démocrate qui prend toute la place. Moi, je souhaite que le Parti communiste (...) s'engage résolument dans la voie du modernisme, dans la voie sans doute d'un socialisme à la française — qui est une expression d'ailleurs qui a été utilisée par Georges Marchais — qu'il en donne résolument l'image, et que, finalement, la gauche soit faite de ces deux grandes forces, le Parti communiste, le Parti socialiste. »

LE DÉBAT AU SEIN DU PCF

M. Laurent souligne le « vif mécontentement » auquel se heurte la gauche

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF, a évoqué, mardi 3 juillet à Nanterre, devant une assemblée de militants communistes des Hauts-de-Seine, la « discussion complète » engagée par les communistes. « Mais, dans l'immédiat, a déclaré M. Laurent, une donnée importante de la situation s'impose à l'évidence : la cause première de la défaite de la gauche, le 17 juin, c'est l'expression d'un vif mécontentement face à l'évolution des questions aussi capitales que l'emploi, la situation de l'industrie ou le pouvoir d'achat. »

Un conseiller général de l'Essonne met en cause « les décisions de fraude prises par la direction du Parti »

Il existe des communistes qui souhaitent un grand débat interne dans leur parti. M. Jean-Loup Engländer, conseiller général de l'Essonne, maire de Saint-Michel-sur-Orge, est de ceux-là. Il vient de le dire haut et fort en rendant public, mardi 3 juillet, une lettre adressée à ses camarades de section.

« Je suis mécontent depuis plusieurs années, et je veux maintenant le dire », a expliqué M. Engländer en présentant un texte qui a des allures de réquisitoire contre la direction du PCF et ses pratiques. M. Engländer ne se satisfait pas vraiment de la résolution adoptée par le comité central de son parti le 27 juin dernier. Pour lui, « les communistes ne doivent pas continuer à refuser de reconnaître leurs erreurs, d'en débattre et d'en tirer les conclusions : ils doivent, au contraire, organiser une véritable discussion autocritique, même si elle est difficile et peut blesser les amis ». Et, pour que le débat soit plus clair encore, il « souhaite qu'une grande partie de la direction du Parti change ». « Il faut laver le linge sale et repartir de l'avant », affirme le conseiller général de l'Essonne.

PATRICK DESAVIE.

● Le séjour de M. Marchais en Roumanie. — M. Georges Marchais, arrivé le 30 juin en Roumanie, passe ses vacances de juillet au bord de la mer Noire, a-t-on appris, mardi 3 juillet, de source informée à Bucarest. Le secrétaire général du PCF se trouve à Neptun, station balnéaire moderne construite près de la plage, au milieu de la verdure. Le gouvernement roumain y possède plusieurs résidences d'été, bien gardées, où des bêtes de marque peuvent séjourner à l'abri des regards indiscrets. Hôte du chef du parti et de l'Etat roumain, M. Marchais devrait rencontrer M. Nicolas Ceausescu, qui possède d'ailleurs une villa personnelle à Neptun. — (A.F.F.)

Le Sénat fait son boulot

déclare M. Poher

« Ne faites pas de cela un événement, mais c'est un clash sérieux », a déclaré, mardi 3 juillet, M. Alain Poher, interrogé sur les relations entre le Sénat et le pouvoir. Après avoir observé que « s'il y a une force tranquille, c'est bien la (sienne) », le président du Sénat a contesté qu'un « mouvement de déstabilisation » soit engagé : « Je suis un légiste. Le Sénat fait son boulot. Nous ne cherchons pas l'incident », a-t-il affirmé.

Cette dédramatisation, qui contraste avec la tactique spectaculaire d'obstruction choisie par les députés de l'opposition, ne signifie nullement que la majorité sénatoriale soit décidée à rentrer dans le rang. Elle s'en tient à sa position de départ : pour le projet de loi sur l'enseignement, le recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution n'a pas permis à l'Assemblée nationale, ni au gouvernement de s'expliquer sur ce texte, estime-t-elle. Cette procédure ne pouvant être utilisée à la Haute Assemblée, il reste à cette dernière à faire en sorte que l'examen du projet soit précis et complet. S'agissant de la presse, la majorité sénatoriale n'apprécie guère que sa version du projet n'ait pas retenu l'attention de l'Assemblée nationale.

Autrement dit, sur ces deux projets, elle entend prendre son temps. Ce qui se traduit par un rythme de travail en séance publique pour le moins allégé : séances les mardis et jeudis, matin et après-midi. Si ce point a été tranché par la conférence des présidents, mardi 3 juillet, en revanche l'intention de M. Poher de ne pas faire siéger le Sénat entre les 3 et 26 août pour permettre notamment au personnel de prendre quelque repos, a été accueillie par les « plus expresses réserves » de M. André Labarthe, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

L'ordre du jour des séances du Sénat, jusqu'au 14 juillet, prévoit, pour le 5 juillet, la suite de la discus-

sion de la motion proposant au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi sur l'enseignement ; pour le 10, l'examen des deux projets sur la Nouvelle-Calédonie ; pour le 12, la suite de la discussion du texte sur le statut de la Polynésie française. La question de l'incompatibilité entre le mandat de parlementaire européen et la fonction de membre de gouvernement du territoire qui visitait M. Gaston Flosse (RPR) avait divisé la majorité sénatoriale (le Monde du 29 juin). Mis en minorité, M. Roger Romani (RPR), s'est démis de son rapport qui a été repris par M. Ceccaldi-Favard (Un. cent.).

A. Ch.

LE RECTEUR DE LA MOSQUÉE DE PARIS RÉPOND AU MESSAGE DE M. MITTERRAND POUR LA FIN DU RAMADAN

Répondant au message adressé par M. François Mitterrand aux musulmans de France à l'occasion de la fin du Ramadan (le Monde daté 1-2 juillet), le cheikh Abbas, recteur de la Mosquée de Paris, souligne notamment que « les musulmans de France aimeraient voir leurs différences mieux perçues, reconnues et davantage prises en compte dans la réflexion et la décision politique française à tous les niveaux ».

« Les musulmans d'origine maghrébine ont été sensibles de vous voir associer au souvenir de la libération de la France les souvenirs de leurs proches. Ils comptent sur votre haute autorité et votre prestige pour qu'ils soient mieux protégés contre les dangers de la montée du racisme, qui menace les idéaux de liberté et de justice auxquels nous vous savons si fermement attaché. »

LE ROMAN DE VOTRE ÉTÉ

ISABEL ALLENDE

LA MAISON AUX ESPRITS

Traduit de l'espagnol par Claude et Carmen Durand



PRIX DU GRAND ROMAN D'ÉVASION 1984

FAYARD

480 pages 89 F

CEPES

CLASSE PRÉPARATOIRE
médecine pharmacie

Neuilly et Quartier latin
57, r. Ch. Laffitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.08.19

(Publicité)
A M. LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Nous sommes Attachés-Assistants de Sciences Fondamentales des UER Médicales des Universités (AA), dépendant du Ministère de l'Éducation Nationale (MEN). A l'heure actuelle, nous restons les derniers Assistants Universitaires non titularisés.

Nous ne comprenons pas pourquoi nous avons toujours été tenus à l'écart des mesures de titularisation dans l'Enseignement Supérieur alors que nos fonctions (enseignement et recherche) sont identiques à celles des Assistants des UER Scientifiques et Pharmaceutiques. Après bien des actions, des promesses, y compris du candidat Mitterrand en 1981, les négociations sur le statut hospitalo-universitaire ont abouti au décret 84-135 du 24/2/1984, qui ne prévoit pour les AA qu'un maintien en fonctions, garantie jugée insuffisante par les AA et leurs syndicats. Le 16/4/1984 s'est ouverte une concertation Syndicat-MEN. Le MEN avance un projet de décret spécifique (2/4/1984) proposant enfin une titularisation pour les AA. Il reconnaît donc leur rôle dans les UER, acceptant de leur accorder un statut fonction publique, mais dans des conditions inégales : structure constituée par un seul grade et 2 échelons (indices 357 et 383, soit 6 800 F mensuels net maximum), ce dernier étant déjà atteint par tous les AA en poste ! Notre carrière est donc terminée avant d'avoir commencé. Cette structure à un seul échelon effectif maintiendrait l'écart des salaires parmi les enseignants du supérieur en médecine dans un rapport de 1 à 4, record national ! - Aucune carrière possible - conditions d'accès à cette titularisation discutables (tri). Alors même que les syndicats jugent ce texte inacceptable et démotivant, le MEN reste campé sur sa position. Concernant la structure interne (2 échelons), le MEN précisait en préambule que le texte était à prendre en compte pour des raisons budgétaires (titularisation à « coût constant »).

Ce projet en lui-même, démotivant et dévalorisant pour des Enseignants-Chercheurs est indigne de nos fonctions et de nos espérances.

Exercant les mêmes fonctions que nos collègues de sciences et pharmacie, nous demandons à être traités à égalité sur le plan de la carrière.

Il est de notre devoir de rendre publique une pareille injustice concernant la carrière d'une catégorie d'Enseignants-Chercheurs, afin de l'éviter.

Texte financé par les Attachés-Assistants des UER Médicales de France et leurs collègues (enseignants et chercheurs), 146, rue L. Steigant, Bordeaux. Tél. : (56) 90-91-24.

Le Monde

Société

LE DÉBAT SCOLAIRE

M. Mauroy affirme que « la gauche a changé de discours » sur l'école privée

M. Pierre Mauroy a longuement expliqué, mardi 3 juillet à TF1, au cours de l'émission « Politiques », que « la liberté de l'enseignement n'est pas en cause en France ». Rappelant que pendant « cinquante ans et même davantage », le discours de la gauche avait été « fonds publics, école publique ; fonds privés, école privée », le premier ministre a insisté sur le fait que « la gauche a changé de discours » en ne remettant « pas en cause le problème des subventions et des crédits versés à l'école privée ». La loi en préparation, « c'est plus de 18 milliards pour les écoles privées ».

Interrogé sur les raisons qui ont présidé au projet de loi, M. Mauroy a précisé que « le gouvernement n'a pas voulu déformer le débat quelle qu'en soit la raison ». Ce que nous voulons une fois pour toutes, c'est la paix scolaire. Mais : « Il fallait revenir sur cette affaire parce que la gauche n'accepte pas les lois telles qu'elles ont été votées par nos prédécesseurs (...). Tout le monde savait que, la gauche revenant au pouvoir, le problème serait posé, qu'il faudrait par conséquent une loi pour régler ce problème. On ne remettrait pas en cause le problème des subventions (...). Dans l'immédiat, le

gouvernement demandait « que l'Etat signe un contrat de service public avec ceux à qui il accorde des subventions (...) ». Et on avait une perspective vers l'unification d'un grand service nécessairement pluraliste de l'éducation ».

« L'effort de la gauche est considérable », a ajouté le premier ministre. Les historiens ne vont rien comprendre (...). La gauche fait le premier mouvement, le premier geste, et elle est contenue de la suite (...). La titularisation des maîtres, contestée par les représentants de l'enseignement privé, est, pour M. Mauroy, le moyen d'avancer vers le « service public ». « Si on n'avance pas vers ce service unifié, pluraliste, c'est que la loi ne correspond pas à ce que souhaitent les uns et les autres. Cela signifie pour le chef du gouvernement que « la loi est à refaire », que « ce n'est pas cette loi-là qui amènera la paix scolaire. Si au contraire des maîtres acceptent d'être titularisés, on avance tranquillement, en se donnant du temps, vers deux ensembles d'enseignement qui se rapprochent, qui tous les deux participent du service public (...) ».

SELON M. LAIGNEL

Les députés socialistes préféreraient une abrogation de la loi Guerneur à un texte « déséquilibré » par le Conseil constitutionnel

De notre envoyé spécial

Pinté de ce de la voir « déséquilibrée » par le Conseil constitutionnel, les députés socialistes préféreraient que la loi en préparation sur l'enseignement privé ne soit pas promulguée et qu'on abroge la loi Guerneur. C'est ce que nous a déclaré M. André Laignel, député (PS) de l'Indre et président du groupe sur la laïcité à l'Assemblée nationale, après avoir participé à l'assemblée générale de la Ligue de l'enseignement à Nevers.

Nevers. — Ici, au moins, il n'était pas considéré comme un « laïciste ». Le sobriquet dont, paraît-il, le responsable de l'enseignement catholique de son département affuble M. André Laignel amuse plutôt le député de l'Indre, maire d'Issoudun et président du groupe sur la laïcité à l'Assemblée nationale. Et le « laïcisme » parlait, mardi 3 juillet à Nevers, devant les deux cents députés à l'assemblée générale de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente. Quand on sait que la Ligue fondée par Jean Macé en 1866 pour lutter « contre l'ignorance », possède aujourd'hui au sein du CNAL quatre millions d'adhérents, quarante-sept mille associations et cent fédérations d'œuvres laïques, on saisit la portée des réflexions et opinions émises au cours de ces travaux.

Or, à Nevers, M. André Laignel a pu s'exprimer librement de ne pas être considéré comme un extrémiste. La Ligue n'approuve pas le projet de loi Savary, qu'elle juge très « décevant » au regard de la promesse du grand service public unifié et laïque. « Nous avons évité le pire », a déclaré le secrétaire général adjoint, M. Georges Davoust, mais éviter le pire n'est pas avoir obtenu le mieux. Non, nous ne sommes pas satisfaits.

Pour ces militants de la laïcité, M. Laignel est celui qui le pire a évité. Le député de l'Indre s'empresse de préciser : « Je ne suis rien, seul si le groupe parlementaire socialiste, si le parti, n'avaient pas été d'accord, rien n'aurait été changé au texte initial du gouvernement ». Il accablait pourtant le premier rôle. « Je me trouve capitaine d'un bateau que j'ai ramené au port mais en laissant des voiles dans la tempête ».

Le bateau a donc été sauvé. M. Laignel a expliqué que, si le combat idéologique a été perdu, le texte n'en est pas moins sorti « amélioré » par les députés, qui ont « rappelé la logique du service public ».

Les amendements ajoutés, in extremis certes, ne détruisent pas le début du projet, dont « la grande ambiguïté est de s'engager sur la voie difficilement praticable de l'unification du système scolaire ». Mais au moins le financement obligatoire de l'enseignement privé par les collectivités territoriales n'a-t-il été « lié à la notion de service public ».

Dans sa conviction, partagée par la Ligue, que liberté et laïcité coïncident, le député socialiste estime qu'aux deux libertés réclamées par les manifestants du 24 juin — la liberté d'entreprendre ouverte par la loi Falloux, « jamais remise en cause », et la liberté de choix des parents, qui est respectée — deux autres libertés « ont été ajoutées » : celle pour les collectivités territoriales de financer les écoles privées, et celle pour les enseignants du privé « de choisir les conditions de leur indépendance intellectuelle et scientifique ».

Aussi M. Laignel n'est-il pas tendu à l'égard « des responsables du privé et des plus hauts dignitaires de l'Eglise catholique », coupables, à ses yeux, d'une « véritable escroquerie morale en faisant défilé des manifestants pour la défense des libertés alors qu'aucune liberté fondamentale n'est menacée ». « Et là le serviteur », insiste-t-il.

Trop soucieux d'expliquer que, si « beaucoup reste à faire », du moins « toute préservation d'un système » a-t-elle pu être empêchée par les amendements au projet de loi, M. Laignel ne s'étendra guère sur l'avenir immédiat. Après son exposé, il en dira davantage à ce sujet : « Aucun recul du gouvernement, sur le projet adopté le 24 mai par les députés, ne sera acceptable », prévient-il. Il se dit persuadé que « rien dans le texte n'est anti-constitutionnel ». Aussi dévoile-t-il le fond de ses intentions à propos de l'initiative du Conseil constitutionnel : « Si cette instance démolit le texte et se comporte plus en politique qu'en gardien juridique, il conviendrait que le projet de loi ne soit pas promulgué ». « Un nouveau texte devrait alors être déposé. Il ne comporterait qu'un seul article : la loi Guerneur, sauf ses dispositions incompatibles au fonctionnement du système scolaire et celles de caractère social, est abrogée ».

Voilà qui est dit. M. Laignel assure que c'est là le point de vue, « bien sûr, du groupe parlementaire socialiste ». Une manière, comme diraient les militants de la Ligue, « de ne pas désarmer dans le combat laïque ».

CHARLES VIAL

Un choix enfin assumé

La gauche ne demande plus la suppression des subventions aux écoles privées. Au contraire, le projet de loi Savary assure les moyens de leur existence et leur spécificité, y compris confessionnelle. Le choix fait n'avait jamais été assumé aussi clairement par le chef du gouvernement. Comme s'il n'avait pas avoué publiquement aux laïques, qui sont souvent la base militante du Parti socialiste, que la gauche avait renoncé, sur ce plan, à l'idéologie qui est la sienne depuis si longtemps.

Le groupe socialiste n'avait pas manqué d'exploiter cette hésitation en obtenant à l'extrême de M. Mauroy, et contre l'avis du ministre de l'Éducation nationale, d'élaborer un amendement qui, de l'avis même du premier ministre,

« ne modifie pas l'économie générale du texte du projet de loi ».

Existe-t-il donc une démission, pour concéder à sa majorité « quelques satisfactions » qui, en définitive, n'en sont pas, de mettre le feu aux poudres du côté des représentants de l'enseignement privé, en leur donnant une raison de déclencher la manifestation du 24 juin ? Et surtout de laisser croire à l'opinion qu'une liberté fondamentale n'est pas en cause ?

M. Mauroy avait certainement une plus grande chance du côté du gouvernement en parlant aussi clair dès le moment où le choix était fait en faveur d'un service public « unifié », mais pluraliste, tel que l'annonce le projet de loi en débat.

C.A.

OFFICIER MINISTÉRIEL

VENTE PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente au Palais de Justice à Créteil, jeudi 5 juillet 1984, 9 h 30

PROPRIÉTÉ à CHEVILLY-LARUE (94)
352, m. de STALLINGRAD, comp. MAISON en façade sur l'avenue, un r.-de-ch., à usage de CAFE-RESTAURANT et d'un étage. Cour et JARDIN, dans lequel se trouve un PAVILLON à usage d'habitation, le tout d'une contenance de 729 m².
M. à P. 150 000 F. s.d. M. DANET
1, r. G. Berger, tél. 766-21-03. M. G. PAVIE, avocat, domicilié à Paris (94), 30-32, r. de Valenciennes, tél. 544-75-10. A la vente près les Trib. de gte inst. de PARIS, BOIGNY, CRETEIL, NANTERRE. Au greffe des créances du Trib. de gte inst. de CRETEIL, où le cahier des charges est déposé. Sur place pour visiter.

Ne les laissez pas tomber.

... Vol

... Recel

... Prostitution

Drogue

La délinquance est un fléau social. Pour la prévenir, qu'avez-vous fait ? Que faites-vous ? Ensemble il faut agir : aider les jeunes à éviter les pièges du vol, de la drogue, de la prostitution. Demain l'un des vôtres peut être touché à son tour. Parents, élus, associations, chacun doit agir à son niveau local, régional : tout est précieux pour que des jeunes ne tombent pas : votre temps, votre argent, vos compétences ! Leur réussite sera la vôtre. C'est l'intérêt de tous. L'avenir ça tient à un fil, ne les laissez pas tomber.

Conseil National de Prévention de la Délinquance

B.P. 17-207 Paris Cedex 07. Compte « Prévention et solidarité » n° 05.0157
Fondation de France, 40 avenue Hoche, 75008 Paris.

L'Europe est au cœur du monde de demain, elle a besoin de techniciens du commerce international



formation franco-américaine aux techniques du commerce international

Cycle d'études conduisant progressivement, à partir de l'anglais du bac, à une pratique de l'américain permettant l'acquisition, dans la langue, des techniques anglo-saxonnes qui régissent la quasi-totalité du marché mondial.

Diplômes d'État : BTS d'action commerciale, BTS de commerce international

puis en troisième année

Filière Américaine :
UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE SAN-FRANCISCO
ou **UNIVERSITÉ DE HOUSTON (Texas) BA-MBA**

« stages en entreprise dès la première année et séminaires spécialisés selon option » pratique intensive des langues « stages en Europe en deuxième année dans nos centres associés : Bruxelles/Lausanne/Londres/Madrid/Stuttgart » niveau bac ou classes terminales / services de logement pour étudiants de province.

I.A.C.
INSTITUT EUROPÉEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET À LA CONDUITE DES ENTREPRISES
GROUPE IPSA

Pour recevoir une documentation gratuite, complétez le coupon de renseignements ci-dessous

IAC - 43, Fd Saint-Hippolyte - 75008 PARIS - Téléphone : 265.43.66
Groupe IPSA - Enseignement privé d'enseignement supérieur.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Niveau d'étude : _____ Téléphone : _____

Préparez votre BAC tout en préparant une école supérieure de commerce.

CLASSES PRÉPARATOIRES SUPÉRIEURES
GROUPE ÉCOLE DES CADRES, 92 AV. CHARLES DE GAULLE
92200 NEUILLY-SUR-SEINE, TEL. 747.06.40 +
Établissement privé d'enseignement supérieur mixte reconnu par l'État.

Le Groupe Ecole des Cadres offre aux élèves du niveau des classes terminales une triple opportunité :

- Une préparation efficace au Baccalauréat (sections A et B) par un contrôle continu des connaissances, un entraînement accéléré, des horaires renforcés en mathématiques, économie, langues...
- Une solide formation méthodologique pour « apprendre à apprendre » et « apprendre à travailler » par des méthodes modernes et dynamiques (visites d'entreprises, études de cas...)
- Une initiation économique pratique, préparant l'accès à des études supérieures : gestion, commerce international, comptabilité, informatique, publicité...

Admission sur dossier et sur entretien d'orientation (90 places).

DEUX MILLE DÉTENU LIBÉRÉS EN GRANDE-BRETAGNE

Quelques deux mille détenus britanniques, condamnés à des peines de prison légères, ont retrouvé la liberté depuis le début de la semaine, profitant de l'entrée en vigueur d'un nouveau système de libération sur parole en Angleterre et au pays de Galles. Ils ont été libérés « sous condition », c'est-à-dire que s'ils récidivent ils seraient immédiatement réincarcérés pour terminer leur peine.

Le nouveau système vise avant tout à résoudre le problème du surpeuplement des prisons. Celles-ci hébergeaient le mois dernier, en Angleterre et au pays de Galles, quarante-cinq mille sept cents cinquante détenus, pour une capacité de trente-neuf mille places.

Les personnes condamnées à au moins six mois et demi d'emprisonnement pour des délits mineurs (vol, escroquerie, abus de confiance, etc.) pourront demander à être libérées sur parole après six mois.

Les établissements pénitentiaires français sont, eux aussi, surpeuplés : plus de quarante mille détenus pour moins de trente mille places.

Commentant récemment les projets du gouvernement britannique, le ministre français de la justice, M. Robert Badinter, rappelait la teneur suscitée à droite par la libération en France de mille six cents condamnés, en application de la loi d'amnistie de 1981. « J'en tirai pour l'enseignement, déclarait le garde des sceaux, que ce qui a été saisi comme une mesure de généralité pour un gouvernement conservateur, est tendu de part et d'autre pour un gouvernement de gauche ».

LA BOURSE EST DANS LE 2 LA RUE BONMARTE AUSSI
Formez votre enfant et sa sœur à l'art. Pascal, Basile. Trait de texte. Projeteurs et info de gestion. Prix et conditions extra.

Cours jour et soir.

Réprise des cours le 3/9/84.
Renseignements : 233-66-66.

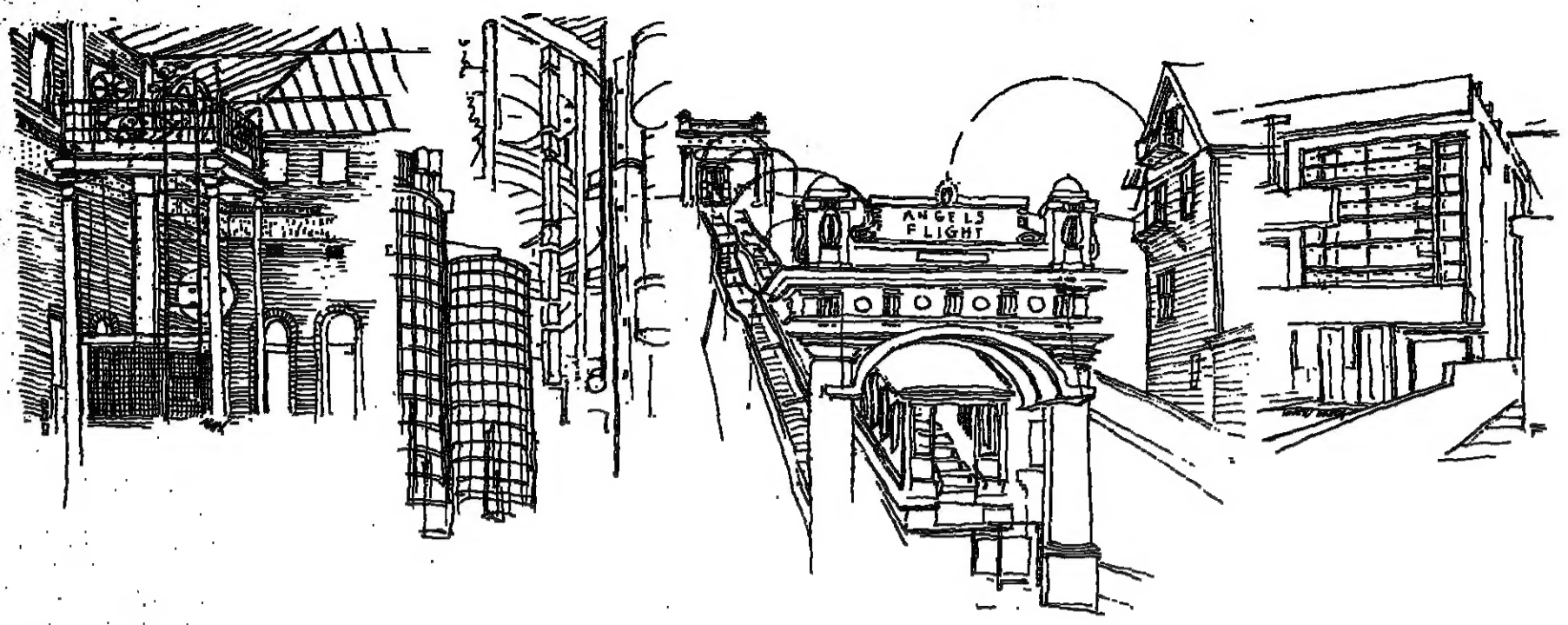
credi 22 juin

Samedi 23

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Une
semaine
à
Los
Angeles



Art olympique dans la ville qui n'en finit pas

Il est 6 heures du soir ici, 9 heures du matin là, sans qu'on sache trop bien à quel cadran se vouer. Un goût salé-sucré dans la bouche, inévitable au bout de ces longs voyages en avion, les départs et les arrivées déjantées, le vent trop cuit et le croissant minuscule, le jus d'orange et le quart de bœuf, se télescopent dans l'atmosphère crasseuse.

L'aéroport international de Los Angeles a encore tout d'un excellent aéroport même si son style, tout aussi international, révèle des métis d'après-guerre, d'âge et de saleté 60. Il n'y a rien en effet qui fasse plus vite sale qu'un aéroport ou qu'un avion.

On a donc reconstruit avant les Jeux olympiques un autre aéroport international au bord des mêmes pistes, qui doit ouvrir le week-end de notre départ. C'est assez dérangeant, un aussi brusque changement d'habitude.

Vendredi 22 juin

L'hôtel Westin Bonaventure est flambant neuf, enfin presque. Il a ouvert ses portes en 1976, sur des plans établis par John Freeman and Associates, firme à l'origine de quelques-uns des plus beaux ou plus spectaculaires hôtels des Etats-Unis. La chambre coûte 96 dollars par jour, sans les taxes. Il y en a 1 473 autres plus ou moins semblables dans le bâtiment, un peu plus chères pour l'avantage de luxe. Son atout est d'être, sinon près de tout, en tout cas à l'équidistance de ce à quoi nous devrions être amenés à nous intéresser parmi les manifestations du Festival olympique des arts (*Le Monde Aujourd'hui* daté 6-7 mai).

Le Bonaventure pourrait être une première étape de ce parcours des arts. Il passe à tort en effet pour être un des points forts de l'architecture de la ville. Du dehors c'est un gros cylindre entouré de quatre cylindres plus fins, comme les quatre pieds d'un engin interplanétaire. Le gros cylindre de verre patiné fait contrecourant à l'architecture française, n'est, bien sûr, le soin extrême apporté, comme toujours aux Etats-Unis, aux détails, au fini.

Une énorme cour intérieure, familière chez Portman, occupe les six premiers niveaux du cylindre central. Elle est bordée de mezzanines à chaque étage, chargées d'accueillir tous les commerces utiles à la vie et au plaisir des sens. Le sens, c'est précisément ce qu'on perd dès qu'on s'avise de chercher un point précis dans cet amalgame aux lignes difficiles, et totalement dépourvu de repères clairs. Pratique, pour un hôtel de passage !

De la cour intérieure, plongeant dans la pénombre, s'éclairent quatre ascenseurs qui, passé le système niveau, poursuivent leur course à l'extérieur, sur les flancs des cylindres. Une lévitation assez impressionnante la première fois, mais, l'hôtel n'étant quand même pas très haut, avec ses pauvres trente-cinq étages en pleine, la comparaison profite aussitôt aux splendides couloirs de San Francisco.

Samedi 23

La douche marche, le lavabo ne fuit pas, le serveur, chinois, du petit

déjeuner fait la guêule : pas de pourboire faite d'avoir pu passer en temps voulu un billet. Tout va plutôt mieux que d'habitude, sauf l'éclairage, les interrupteurs ayant été placés, sans doute, là où on ne peut les trouver. Mais la lumière du jour suffit. Au premier plan à gauche, jusque contre la chambre, un rail laisse passer des ascenseurs dont les occupants, il faut le craindre, ont aussi bonne vue sur l'intérieur de la chambre que l'occupant de la chambre, dépourvu de la robe du même nom, sur les occupants des ascenseurs successifs. Il faut donc s'habiller au plus vite ; on ne rigole pas avec ça ici, a dit hier un confrère apparemment habité au pays. Au deuxième plan, rien du tout, c'est-à-dire d'épaisse brume. Faut-il s'attendre, peut-être le feu qui, pour avoir abandonné Londres, régnait maintenant sur cette ville de pots d'échappement.

En l'absence de guide et de plan, ces deux premières heures du jour ont permis quelques pas à pied dans une ville qui ne tolère, en principe, que l'automobile. A trois ou quatre blocs - mesure familière à New-York, saugrenne à Los Angeles où les distances se calculent en temps de voiture - du Bonaventure se dresse le respectable hôtel Biltmore, dont la librairie est déjà ouverte. L'occasion d'y acheter un premier guide, assez proche par l'esprit des guides vers Michelin, mais un peu plus confus en ce qu'il mêle la cuisine (dément commentée et étoilée) aux données plus inévitables de l'architecture, des arts et plus généralement du tourisme. Cela s'appelle *LA Access*, car L et A, les initiales, sont devenues une commodité abrégée pour la ville, prononcées *Ellis*. On y apprend que les gens de Ellis s'attendaient que l'image de la grosse orange symbolise leur ville, au même titre que la grosse pomme le fait de New-York. Prendront-ils pour devise la prophétie d'Aragon : « Un jour viendra couleur d'orange » ? On apprend, encore, parmi mille autres détails précieux, que l'hôtel Biltmore, construit en 1923 par les architectes Schultze et Weaver, classé monument historique (Historical Cultural Landmark) en 1969, a été restauré en 1976 par Phyllis Lambert et Gene Summers, alors que son décor et ses murs s'apprêtaient à sombrer dans une affligeante sénilité. Et quel décor, quel sympathique déploiement de motifs empruntés qui à la Rome antique, qui à la Renaissance italienne, qui à l'Espagne éternelle !

Le Biltmore, qui se contente de douze étages, longtemps la hauteur maximale autorisée à Los Angeles, n'a, vu de l'extérieur, avec son plan en E, rien de bien formidable, sinon son rez-de-chaussée néoclassique et cette caractéristique tout à fait surprenante de s'ouvrir sur une place, probablement la seule place à peu près authentique de l'agglomération. On y trouve un vieux commerçant qui vend des plans, des guides, des cartes postales nouvelles et d'autres choses « de collection », enfin tous les journaux des Etats-Unis et des pays du monde libre. A cela seul, on re-

connaîtrait qu'on se trouve dans le centre d'une ville.

En théorie, les habitants de Los Angeles se moquent d'avoir un centre ou de n'en pas avoir, bien qu'une bonne part des conversations sur ce pôle mythologique du cinéma tourne précisément autour de cette théorie que l'absence. En pratique, le « vieux » Los Angeles constitue bien ce point de gravité, et si bien qu'y ont d'ores et déjà été édifiés, depuis une dizaine d'années, une douzaine de tours, dont la plus haute culmine à soixante-deux étages, soit 262 mètres. Des tours construites par les meilleurs constructeurs de tours des Etats-Unis, c'est-à-dire au moins les plus efficaces sinon toujours les plus inspirés : Skidmore, Owings and Merrill, la colossale agence de Chicago, ou Conrad Asa, ou William Pereira and Ass. Deux tours de cette taille, ça fait beaucoup de monde, habitants ou bureaucrates, donc beaucoup de voitures, et l'impérieuse nécessité d'un métro si l'on ne veut pas y périr étouffé. D'autres tours sont en construction ou en projet. Ailleurs, on verrait mal comment un parol centre de gravité pourrait ne pas se renforcer, aspirer à peu vers lui la ville éparpillée. Mais il y a ici un goût atavique, manifeste, de l'espace. Et, derrière ce goût, la menace constante, des tremblements de terre.

Sauf quelques bâtiments notables de l'entre-deux-guerres qui avaient précédé l'établissement de normes

des ouvriers, les pépites. La partie la plus ancienne de L.A. est, à un bon mille de là, le quartier historique mexicain, autour d'Olvera Street. Tout y est effroyablement retapé, mais, à défaut de ne donner ni une image exacte du passé ni une émotion architecturale franchement bouleversante, le Pueblo offre une vision convenable du tourisme américain et de la manière dont on sait ici s'amuser. Excellente préparation aux mystères de Disneyland. Dans le sous-sol de la maison Avila, « typique » de la vie mexicaine au dix-neuvième siècle, un musée, un très modeste musée - il y en a partout dans ce bloc - montre la belle histoire de l'eau, sans quoi Los Angeles serait restée aux démons de la soif.

A trois pas, l'Union Station, la dernière grande gare à avoir été construite aux Etats-Unis, en 1939, est d'un intérêt architectural très nettement inférieur à ce qui lui est usuellement attribué.

Il y a 750 000 habitants mexicains ou d'origine mexicaine à Los Angeles, dont le quartier, à trois ou quatre miles du centre historique, propose des tavernes cradoques et délabrées que c'est un vrai rêve de baba cool 60. Il y a 150 000 Chinois dans la région, 15 000 d'entre eux se sont installés à Downtown dans un Chinatown aussi Chinatown que tous les Chinatown du monde. On y tient un restaurant, ou une blanchisserie, ou les deux, ce qui permet de repasser ses propres nappes et ser-

mière au ciel californien. Tout ce que n'a pas su faire le Bonaventure, avec plus d'ambition.

Broadway pour le Bradbury Building ou, comme à New-York pour ses théâtres, c'est avec Spring Street, qui lui est parallèle, le paradis de la construction de Los Angeles, pas très résistante peut-être aux tremblements de terre, mais riche d'effets, de décors et, surtout lorsqu'il s'agit d'immeubles art nouveau, d'une certaine élégance. Les autres, plus anciens, ou continuant d'emprunter leur vocabulaire à l'histoire européenne, se distinguent d'abord par leurs acrotères étonnamment chargées, surchargées, débordantes de colonnes, de chapiteaux, de corniches, de motifs variés et de sculptures plus ou moins identifiables à distance. Comme autant d'épées de Damoclès sur les passants de la rue si la Terre venait à faire des siennes. Mais quelle collection ! C'est dans Downtown enfin et encore qu'on peut voir le fameux Coca-Cola Building, grand paquebot échoué et grand-père en cela de la mirifique « balaine bleue » de Cesare Pelli (*Le Monde Aujourd'hui* daté 1-2 juillet).

19 h. Television Center, studio 9. L'endroit est à peu près introuvable sans aide. Le taxi s'est perdu dans Hollywood, puis s'est flegmatiquement fait arracher la moitié d'une aile. Le chauffeur est éthiopien, est passé par Marseille et Pigalle et parle français. Ça n'a rien arrangé du tout, et, pour faire à pied les trois blocs, il a fallu plus d'une demi-heure. A la grille du studio, une trentaine de personnes prêtes à vous racheter votre place, une place, n'importe quelle place, attendent parfois depuis plusieurs heures. Elles attendront jusqu'à l'entracte pour profiter des sièges laissés vacantes par quelques fugitifs de la première partie.

Le Théâtre du Soleil joue *Richard II*, de Shakespeare. Quatre bonnes heures, en français, au bout desquelles le public reste debout un bon quart d'heure à applaudir à tour de bras.

D'un succès, il paraît qu'il faut rapporter les raisons. Mais le succès américain ne s'explique pas différemment du succès français, les mêmes qualités produisant les mêmes réactions d'admiration chez un public qui n'est pas forcément plus bête que celui de Paris. D'autant qu'Ariane Mnouchkine, formidablement aidée en cela par les organisateurs du Festival, a pu très directement transporter, plutôt que transposer, son spectacle de la Cartoucherie. Le studio 9 est un généreux volume carré. Elle en a réservé la moitié pour la scène, l'autre moitié pour les gradins qui lui font front, selon ses tyranniques et méticuleux principes. Sous les gradins sont installées les loges dans leur délicate méthode, leur lumière jaillissante, et toutes ces ouvertures qui se présentent au public. Les Américains, au début, y voient indécence ou pauvreté, et puis, ils viennent voir à l'entracte et ont bien du mal à s'en décrocher à la fin de la pièce. Des usages

devenus assez banals en Europe et qu'en effet ils paraissent découvrir.

Dimanche 24

Le succès de Mnouchkine, comme celui de Pina Bausch, autre invitée européenne du Festival, tient sans doute aussi à la personnalité de Robert J. Fitzpatrick qui est l'organisateur de cet ensemble de manifestations artistiques où tous les talents de toutes les nations - si l'on peut dire - ont été invités. Le reste du temps, Fitzpatrick est recteur de l'Université des arts de Californie, où toutes les formes d'expression sont mises à contribution sans cloisonnement.

FREDERIC EDELMANN.
(Lire la suite page 10.)

COMEDIE-FRANÇAISE
296.10.20
JUILLET 1984
en alternance

CINNA
Cornéille
mise en scène
Jean-Marie VILLÉGER

IVANOV
Tchekhov
mise en scène
Claude RÉGY

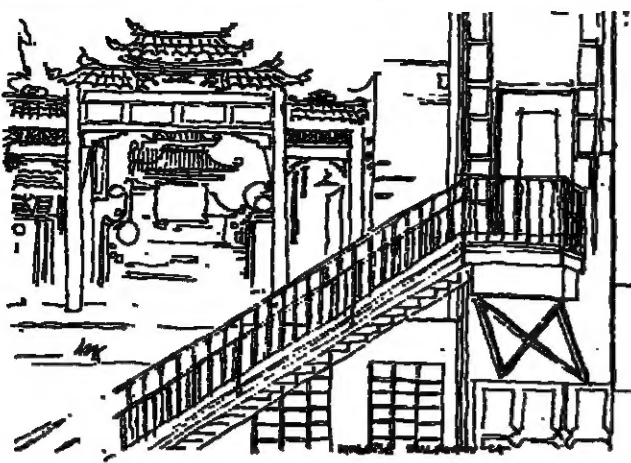
RUE DE LA FOLIE COURTELINE
13 pièces de Courteline
mise en scène
Moshe LEISER
et Patrice CAURIER

LE MISANTHROPE
Molière
mise en scène
Jean-Pierre VINCENT

EST-IL BON ? EST-IL MÉCHANT ?
Diderot
mise en scène
Jean DAUTREMY

LOCATION 111 x 106 PLACES 164 x 837

COMEDIE-FRANÇAISE 1680



(Suite de la page 9.)

Il a invité à déjeuner sous ses cyprès un ensemble de Français intéressés par l'organisation du Festival : diplomates, journalistes, conservateurs, hommes et femmes d'art, de théâtre ou de lettres.

16 h. La Huntington Library propose principalement trois choses : la bibliothèque proprement dite (six cent mille livres et des millions de manuscrits), ouverte aux chercheurs, mais dont une salle expose quelques ouvrages célèbres, dont l'inévitable - si l'on peut dire - bible de Nuremberg, le premier livre imprimé par l'illustre Gutenberg. La Huntington fait rêver à ce que pourrait être la Bibliothèque nationale française si celle-ci avait de l'argent.

La Huntington Gallery, ancienne et, comme on peut l'imaginer, luxueuse résidence de la famille Huntington, montre des meubles d'un très grand prix et une collection de tableaux, anglais pour l'essentiel, dont les plus célèbres sont le *Garçon bleu*, de Gainsborough, et *Pinkie*, de Lawrence. Il se font face dans la galerie principale et forment le couple d'enfants à la veille de l'adolescence, le plus délicieux, le plus ravageur, le plus diabolique qui se puisse trouver en peinture, sous l'air le mieux élevé du monde.

Le jardin, enfin, jardin voué à tous les plaisirs de la botanique et de l'exotisme réunis. Rien, au cœur de ce jardin, rien dans tous les jardins de la terre, n'est plus beau que le « jardin du désert », où poussent les palmiers nouchalantes et les redoutables cactus. Si vous faut choisir entre Disneyland et le tour des villes des stars, à Hollywood ou à Bel-Air, n'hésitez pas, refusez, et exigez le « désert » de la Huntington Library.

Le Norton Simon Museum, encore une fondation, bénéficie pour sa part d'une architecture assez organique, assez molle, quoique assez précieuse. On y voit une collection de tableaux où presque chaque grand nom est représenté, et pas toujours par des œuvres secondaires, comme on le dit volontiers en Europe des fondations américaines en partie pour se consoler de n'avoir pas les moyens financiers dont

celles-ci disposent. Ne dit-on pas, pour tout arranger, que le Norton Simon et le Getty Museum pourraient s'associer pour unir leurs forces et leurs fortunes ? Un cauchemar pour les musées du Vieux Monde... Les Blanchisseuses, de Degas - les Degas constituant un très large ensemble du Norton Simon - est le tableau qui légitime le mieux, peut-être, le pèlerinage dans les quatre feuilles de ce musée-tréfle sans étage.

23 h, à plus d'une heure de route, le Santa Monica Bay Inn n'a pas, à proprement parler, l'allure du Bonaventure. La couleur de la maquette, vert pelouse à l'origine, car on adore à Los Angeles les pelouses artificielles, éventuellement associées à du gazon véritable, a pris quelque chose d'un pellicot. Mais la vue sur la plage avec, au bout, l'océan Pacifique, console de ce décor vété pour série B. Santa-Monica fait partie des villes aérées par Los Angeles, comme Neuilly ou Vincennes par Paris. Il est en effet très difficile de comprendre ici quels sont les quartiers intégrés complètement par L.A. et ceux qui ont gardé une municipalité autonome, Santa-Monica, qui a sa mairie, a comme avantage pour l'esprit de donner, par la présence de la mer, une limite à cette ville - banlieue qui n'en finit pas.

Lundi 25

La plage est à la mesure de la ville. Elle est balisée à intervalles réguliers par les cabanes bleues des maîtres nageurs, qui sont, eux, en maillots de bain uniformément rouges. Les Américains, non par pudeur, comme en France on en Italie, mais par pudeur, ont pour maillots des shorts très longs ou des bermudas qui vont du genou au nombril. Comme ils passent leur vie au soleil, ils sont coupés en deux par une large tache blanche. Les Américains sont un peu mieux lotis, mais on ne saurait voir l'ombre d'un sein sur ces plages qui, en France, passent à tort pour l'archétype de la liberté des mœurs.

Art olympique dans la ville qui n'en finit pas

La plage de Santa-Monica est interrompue par une jetée sur pilotis couverte de baraquements forains, de restaurants, de bars. Au début de la jetée, il y a une plate-forme où se dresse un grand bâtiment de bois fraîchement repeint en vert. C'est une sorte de château, de plan carré. On aperçoit à l'intérieur un formidable manège de chevaux de bois qui vient d'être restauré et qui doit prochainement être rouvert au public. Il remonte à cette époque où les stars du cinéma avaient leurs maisons d'hiver à Hollywood et leurs villas d'été à Santa-Monica. La ville s'est popularisée depuis et accueille beaucoup de retraités aisés.

On y visite quelques vestiges architecturaux de sa glorieuse époque et, pour le présent, le centre commercial construit par Frank O. Gehry en 1980, intelligemment relié au réseau routier et à un quartier de rues piétonnes. Dans ce quartier, se trouve l'un des grands librairies de Los Angeles, consacrée aux beaux-arts en général et à l'architecture en particulier.

Alors que New-York et Chicago bénéficient d'innombrables publications, Los Angeles commence à peine à être explorée. Le meilleur ouvrage était jusqu'à présent celui de Paul Gleye, *The Architecture of Los Angeles*, paru en 1981. Il vient d'être rejoint et complété par celui de Charles Moore, *Los Angeles*, dans la série « The City Observed » (Vintage Books, juin 1984), préfacé par Paul Goldberger. Los Angeles ne pouvait bénéficier d'un meilleur guide que Charles Moore. L'intelligence malicieuse du plus fantasque architecte américain vivant lui a permis de regarder avec sérieux sa ville, mais avec plus d'ouverture que ne l'aurait fait sans doute la plupart de ses compatriotes. Son humour légèrement acide lui a suggéré quelques aimables pieds de nez dans l'organisation de ses circuits, sous prétexte que Los Angeles est une ville sans début ni fin. Ainsi le deuxième circuit proposé, après Downtown, n'est-il autre que Disneyland et ses enchantements. C'est dans le guide de Charles Moore qu'on découvre cependant les meilleurs chemins pour les plus fameuses villas de Schindler, Neutra et Frank Lloyd Wright, père et fils.

Car l'essentiel de Los Angeles, son trésor, réside bien dans son stock

inépuisable de villas. Il est d'ailleurs un peu dommage qu'un des seuls ouvrages parus en France sur L.A. soit celui de Charles Jencks, *Les Maisons de rêve de Los Angeles* (Academy Edition Denoël), qui se rattache à vrai dire qu'au pittoresque outrancier, aux conventions du mauvais goût, aux paradoxes formels de l'architecture.

Le catalogue de Los Angeles n'est pas fait que de ces pastiches douteux. Il est plus large, plus libre. La liberté de construction que permet un temps serein et presque perpétuellement sec, la légèreté qu'autorise le bois, font qu'il est peu de villes qui n'aient été explorées, détournées des styles européens, retournées vers les répertoires précolombiens, dirigées vers les orthodoxies théoriques du futur, ou suivant les chemins les plus contournés de l'imagination.

19 h. Inauguration - la septième mais la plus mondaine - de l'exposition « A Day in the Country », un des événements du Festival olympique des arts qui fait la fierté de l'AFAA. Tout le Los Angeles County Museum of Art a été réquisitionné pour ce colossal et somptueux banquet. On peut se promener le ventre et l'assiette à la main dans les salles quasiment désertes du musée, rangées pour la plupart par noms de donateurs. La foule des donateurs vivants, des sponsors, de tout le monde qui, aux États-Unis, fait pour l'art ce que le ministre de la culture fait en France avec moins de moyens, circule en rangs serrés, sagement, dans l'exposition. Cette « journée à la campagne » est consacrée aux impressionnistes et à leur façon de voir le paysage français.

Les Américains adorent les impressionnistes, leur univers et ce que fut leur vie, ou ce qu'ils imaginent qu'elle fut. Ainsi, pour rester fidèle à une vérité historique occasionnellement probable mais érigée ici en système, les murs de l'exposition, selon les thèmes des salles, ont été peints ici enroulé, là en gris intense, là encore en vert pompeux, en bleu, sinon mariné du moins marinière. En fait, tout le musée est peint de cette manière, car on ne voit pas, à Los Angeles, pourquoi un musée ne ressemblerait pas aux villas, aux palais dont les tableaux sont issus.

« A Day in the Country », auquel le musée d'Orsay et le musée Marmottan ont contribué de manière non négligeable, ira ensuite à Chicago, autre prêt-à-porter important, puis à Paris, au Grand Palais. Ce sera l'occasion de mesurer la richesse des collections américaines. On aimerait que vienne aussi la comédie musicale actuellement donnée à New York, *Sunday in the Park with George*, qui, partant du tableau de l'Art Institute de Chicago, *Un dimanche après-midi à l'île de la Grande-Jatte*, retrace la vie supposée de Georges Seurat. Les Américains adorent vraiment les impressionnistes.

Mardi 26

Je n'ai pas vu l'exposition « French Spirit Today », qui porte aussi le label AFAA. L'esprit français, ça commence à bien faire, et il faut trois heures pour aller à La Jolla. De toute façon, tous ces peintres et photographes exposent régulièrement en France. C'est Jean-Louis Froment, directeur du CAPC de Bordeaux, qui s'en est occupé, un gage de fantaisie autant que de qualité.

En revanche, j'ai parcouru avec sérieux l'exposition « A Broad Spectrum » au Design Center de Los Angeles, dans Downtown. Ils sont cent artistes contemporains à exposer ici un échantillonage plus ou moins large de leur œuvre, parmi lesquels quatre-vingt-dix suivent les mêmes modes qu'en France et que partout ailleurs avec le même succès, dix montrent un travail personnel, dont quatre ou cinq avec un talent évident. La proportion classique.

17 h 30. Catherine Clément accroche la médaille des Arts et Lettres, la décoration favorite de Jack Lang, au veston de Robert J. Fitzpatrick. Nous sommes dans la résidence du consul de France. L'esprit français souffle à nouveau avec rage.

20 h. Hollywood, le théâtre chinois. Comme si l'ancien Gaumont Palace, honteusement détruit à Paris, avait été construit selon les principes de la Pagode, rue de Babylone. Les touristes viennent surtout voir les empreintes des pieds et des

maines des vedettes, marquées dans le ciment de la cour d'entrée. On y joue *Indiana Jones*, la suite des *Aventuriers de l'arche perdue*. Le son bénéficie d'une nouvelle technique qui laisse derrière elle le Dolby stéréo. On se croirait en effet dans un volcan. On n'entend pas le crissement du pop-corn englouti à la tôle par un public dont on perçoit à peine les hurlements et les applaudissements. C'est bien le temple du cinéma.

Mercredi 27

Le Getty Museum, dans les hauteurs de Pacific Palisade, au nord de Santa-Monica, se repère facilement lorsqu'on longe la côte. C'est une route à droite, peu après l'arrivée de Sunset Boulevard dans la mer. J. Paul Getty, qui vivait dans un château anglais, n'y a jamais mis les pieds. Il s'est contenté d'en payer la construction pour l'édification du peuple américain et d'en assurer le fonctionnement par une fondation comptablement dotée et qui est la terreur des salles de vente : aucun musée au monde n'a un pareil budget d'achat.

Le Getty Museum reproduit avec une considérable approximation la villa du beau-père de César à Herculaneum. Il est bien trop blanc pour être romain, mais il n'est pas ridicule, comme on le dit trop volontiers. Il a même le charme de la nouveauté et une vue splendide sur le Pacifique. On y visite une très honorable collection d'œuvres de l'Antiquité, ce qui est le moins pour une ville romaine, et une collection de tableaux assez secondaires, ce qui pourrait confirmer la réputation des acheteurs américains s'il n'avait été décidé récemment d'acquiescer désormais des œuvres majeures. C'est ainsi qu'un Carpeccio magnifique est désormais exposé, qui représente une pêche sur la lagune de Venise.

Car tout autant que les impressionnistes, les Américains adorent et multiplient l'image et l'imagerie de Venise. Venise est, près de Santa-Monica, un étrange bord de mer où, les colonnes de marbre au palais des doges, ont laissé la place aux body-builders.

FREDERIC EDELMANN.

Expositions d'été à l'étranger

AUTRICHE

- GRAZ**
- Richard Gerstl Kunsthau, juillet.
- Arnulf Rainer : Hiroshima (Kunsthau, septembre-octobre).
KLAGENFURT
- Histoire de la photographie en Autriche (Galerie im Stadthaus, 9 août-16 septembre).
SALZBOURG
- Or et argent à Salzbourg (Musée de la cathédrale, jusqu'au 14 octobre).
- Ferdinand Stranzky, dessins du 18^e siècle (Rupertinum, été).
VIENNE
- Gustav Klimt, dessins (Kunst-historisches Museum, jusqu'au 18 septembre).
- L'école des peintres de Düsseldorf (Kunstlerhaus, jusqu'au 15 août).
- De 1884 à l'an 2000 (Kunstlerhaus jusqu'au 30 septembre).
- Junge Positionen (Museum des 20. Jahrhunderts, juillet-août).
- Le rêve de l'espace (Museum des 20. Jhdts, 27 juillet-2 septembre).

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

- AACHEN**
- New-York aujourd'hui, peinture, sculpture (Neue Galerie, 1^{er} août-16 septembre).
BERLIN
- Max Beckmann, rétrospective à l'occasion du centenaire de la naissance du peintre (Nationalgalerie, jusqu'au 28 août).
- Karl Schmidt-Rottluff, exposition pour le centenaire de la naissance du peintre (Brucke Museum, jusqu'au 28 août).
- Kandinsky : les années russes et le Bauhaus, 1915-1933 (Bauhaus Archiv, 9 août-30 septembre).
- 1984 - Hommage à Orville (Neuer Berliner Kunstverein, jusqu'au 16 septembre).
- Max Taut (Akademie der Kunst, juillet).
- Produit - Forme - Histoire : 150 ans de design en Allemagne (Internationales Design Zentrum, été).

- BIELEFELD**
- Lucio Fontana (Kunsthalle, 12 août-23 septembre).
BONN
- Georg Baselitz, dessins (Städtisches Kunstmuseum, jusqu'au 26 août).
COLOGNE
- Œuvres graphiques anglaises des XVIII^e et XIX^e siècles (Wallraf-Richartz Museum, jusqu'au 30 septembre).
- Sculptures expressionnistes (Kunsthalle, 6 juillet-26 août).
- Le Navajo R.C. Gorman, œuvres d'un artiste indien d'Arizona (Rautenstrauch-Joest Museum, jusqu'au 29 juillet).
DORTMUND
- L'avant-garde espagnole (Museum am Ostwald, jusqu'au 29 juillet).
- Cent ans d'affiches politiques (Museum am Ostwald, 8 août-23 septembre).
DUSSELDORF
- Arnulf Rainer : Hiroshima (Kunstmuseum, jusqu'au 31 août).
- Sandro Chia, dessins (Kunstverein, 24 août-7 septembre).
ESSEN
- Francesco Clemente (Museum Folkwang, jusqu'au 19 août).
HAMBURG
- Trésors de Corée (Museum für Kunst und Gewerbe, jusqu'au 18 septembre).
- Les artistes de « Valori Plastici », Chirico et ses amis (Kunsthalle, jusqu'en août).
HANOYRE
- La croix d'Osiris, cinq mille ans d'art en Égypte dans le miroir des religions (Kestner Museum, jusqu'au 15 août).
- Nouvelle peinture à Berlin (Kestner Gesellschaft, jusqu'au 5 août).
- Robert Filou, rétrospective (Kunstmuseum, 15 juillet-2 septembre).
MANNHEIM
- Sophie Tauber-Arp et Hans Arp, sculptures, dessins (Kunsthalle, 20 juillet-9 septembre).
MÜNCHEN
- Louis Soutter (Städt. Galerie im Lenbachhaus, 11 juillet-19 août).

- NUREMBERG**
- Hommage à Jiri Kolar, journal 1988 (Kunsthalle, jusqu'au 19 août).
OBERSHAUSEN
- L'art actuel en République démocratique allemande, peintures, sculptures, dessins (Städt. Galerie, jusqu'au 12 août).
BELGIQUE

- ANVERS**
- Textiles et bijoux des trésors d'église de la province d'Anvers (Stadsschouwburg, jusqu'au 31 octobre).
- Unité dans la diversité : une ville évolue (salle des fêtes « Meir », 7 juillet-26 septembre).
BRUXELLES
- Pieter Pourbus (1524-1584), peintre, cartographe et architecte (hôpital Saint-Jean, jusqu'au 30 septembre).
- La Bauhaus (musée d'histoire, jusqu'au 9 septembre).
- La médecine chez nous du Moyen Âge au XIX^e siècle (De « Tinne Pot », Grand-Place, jusqu'au 26 août).
- Images du monde, photographies d'exploration (Museum, jusqu'au 23 juillet).
- Affiches d'évasion (Musée royal de l'armée, jusqu'au 18 septembre).
- Félix Roulin (l'autre musée, jusqu'au 22 juillet).
KNOKKE-HEIST
- XXII^e Festival d'humour et de satire graphique (Lagune-Beach de Knokke, jusqu'au 9 septembre).
KNOKKE-LE-ZOUTE
- Marines européennes du XIX^e siècle (casino, 13 juillet-14 août).
KRAISHOUTEM
- « L'exposition Printemps », gravures de Frédéric Rozes (Fondation Veranneman, jusqu'au 25 juillet).
LOPPEN
- La collection d'œuvres gothiques du baron Jean van Caloen (Château, jusqu'au 1^{er} novembre).

- MORLANWELZ**
- Cent ans de porcelaines de Tournai du legs André Bellef (Musée royal de Mariemont, jusqu'au 28 août).
NAMUR
- La peinture en Belgique de 1909 à 1934 (Maison de la culture, jusqu'au 19 août).
VIEUX-GENAPPE
- La ferme du Caillou dans la bataille, exposition organisée par la Société belge d'études néo-normandes (Ferme du Caillou, jusqu'au 30 septembre).

CANADA

- MONTREAL**
- William Bouguereau (Musée des beaux-arts, jusqu'au 23 septembre).
OTTAWA
- Reflets : l'art contemporain à la Galerie nationale du Canada depuis 1964 (Galerie nationale du Canada, jusqu'au 26 août).
- David Hockney, décora de théâtre (Musée des beaux-arts de l'Ontario, jusqu'au 12 août).
TORONTO
- Léonard : étude de la Cène provenant de la Bibliothèque royale de Windsor, (Galerie d'art de l'Ontario, jusqu'au 12 août).
- David Hockney, décora de théâtre (Musée des beaux-arts de l'Ontario, jusqu'au 12 août).

ÉTATS-UNIS

- BOSTON**
- Boston aujourd'hui (Institute of Contemporary Art, jusqu'au 15 août).
BUFFALO
- François Morellet (Albright Knox Art Gallery, 22 juillet-16 septembre).
CHICAGO
- Degas (Art Institute, 19 juillet-23 septembre).
- Dessins du vingtième siècle (Art Institute, jusqu'au 11 novembre).
- Artistes italiens contemporains : Chia, Clements, Cucchi, Merz, Paladino (The Public Library

- Cultural Center, jusqu'au 8 septembre).
DALLAS
- Magdalena Abakanowicz (Museum of Fine Arts, jusqu'au 19 août).
FORTH WORTH
- Henri Matisse, l'évolution d'un artiste (Kimbell Art Museum, jusqu'au 2 septembre).
HOUSTON
- Gilbert and George (Contemporary Art Museum, jusqu'au 19 août).
INDIANAPOLIS
- Les grands Prix de Rome (Museum of Fine Arts, jusqu'au 26 août).
LA JOLLA
- French Spirit Today : Albérola, Blais, Faucon, Le Groumellec, Rousseau, Favier, Tremblay, Boissard, Combes, di Rosa (Museum of Modern Art de La Jolla, jusqu'au 3 août).
LOS ANGELES
- A Day in the Country, l'impressionnisme français (County Museum of Art, jusqu'au 16 septembre).
- A la recherche de l'œuvre d'art totale de 1800 à aujourd'hui (County Museum of Art, été).
MIAMI
- Jean Cocteau et l'avant-garde française (Dada County, juillet-septembre).
NASSAU
- Les racines du modernisme en Amérique, les artistes de l'Armory Show et les « Huit » (County Museum of Fine Arts, jusqu'au 29 juillet).
NEW-ORLEANS
- Le Rot-Soleil (Louisiana State Museum, jusqu'au 18 novembre).
NEW-YORK
- Peintures et sculptures contemporaines, pour l'ouverture du musée rénové (Museum of Modern Art, jusqu'au 28 août).
- Juan Gris (Guggenheim Museum, jusqu'au 16 juillet).
- Tarras cuites de Clodion (Frick Collection, jusqu'au 30 septembre).

- Yves Saint Laurent (Metropolitan Museum of Art, jusqu'au 2 septembre).
- Dessins français, 1550-1825 (Pierpont Morgan Library, jusqu'au 31 juillet).
PORTLAND
- Gaston Lachaise (Museum of Art, jusqu'au 16 septembre).
SAINT-LOUIS
- Jim Dine (Art Museum, 20 juillet-30 septembre).
SAN-FRANCISCO
- Grant Wood (De Young Memorial Museum, jusqu'au 12 août).
WASHINGTON
- Antoine Watteau, une quarantaine de peintures et cent dessins (National Gallery of Art, jusqu'au 23 septembre).
- Mark Rothko, œuvres sur papier (National Gallery of Art, jusqu'au 5 août).
- Pierre Bonnard, rétrospective (Phillips Collection, jusqu'au 25 août).
- Robert Indiana (National Museum of American Art, jusqu'au 3 septembre).

GRANDE-BRETAGNE

- EASTBOURNE**
- Chasseurs de têtes, une exposition de visages fantastiques (Towner Art Gallery, 21 juillet-26 août).
EDIMBOURG
- L'église dans la peinture hollandaise, autour de Saenredam... (National Gallery, 6 juillet-9 septembre).
- New French Painting (Fruit Market Gallery, jusqu'au 4 août).
- Sculptures et dessins d'Henri Matisse (City Art Center, 6 août-15 septembre).
LONDRES
- 1088, l'art roman anglais (1088-1200) (Hayward Gallery, jusqu'au 22 juillet).
- Rococo, Art et Design dans l'Angleterre de Hogarth (Victoria and Albert Museum, jusqu'au 30 septembre).
- William Kent (Victoria and Albert Museum, jusqu'au 2 septembre).

مركز الأبحاث

RENNES, PARIS, NEW-YORK

Etienne Daho, le chanteur cow-boy

Portrait

Il chante, d'une voix formidablement suave, des histoires de cow-boy, de fins de nouba, de larmes dans les yeux bleus, des chansons alcoolisées pleines de pluie et de langueur. Son premier album, *Mythomane*, avait été un flop : le second, *La Notte*, la notte (le Monde du 19 mai), est un triomphe : trois mille exemplaires vendus chaque jour en France, depuis huit semaines ; le disque sort maintenant en Italie et au Québec. Etienne Daho se produira au Ritz, à New-York, du 7 au 21 juillet. Il n'y a pas trop de hasard dans ce succès : Etienne Daho est un jeune homme de son temps.

Il est né le 14 janvier 1957, à Paris, d'un père rentier, d'une mère chimiste. Ses deux grandes sœurs, Mimi et Fanfan, bien défrisées, emboîtent leur petit frère, qu'elles appellent tantôt Titi tantôt Junior, dans un dandiac en vogue de la place Blanche, *La Locomotive*, près du Moulin Rouge. C'est un après-midi de l'année 1966, le petit Titi a huit ans ; dans le couloir de la Locomotive il y a une bizarre machine, une sorte de Photomaton sonore : on insère une pièce de 5 F dans la fente, on s'enferme dans une cabine et l'on a cinq minutes pour chanter, débiter ou faire la souche. Junior sursaut la seule chanson qu'il connaît par cœur : *Tout au long du chemin*, d'Hugues Aufray, son premier remède. Au bout de quelques instants, la machine crache un 45 tour : le premier disque d'Etienne Daho, ses premières intonations languides, un « vintage » qui, bientôt, sera hors de prix.

A onze ans, Etienne se retrouve à Reims, où la famille a déménagé, puis à Rennes, où il va rester jusqu'à la fin de sa scolarité. Il lit son premier livre, *Mimé*, de Julien Green, en poche, il a l'impression d'avoir des lectures de grand. Il engouffrait tout Jack London. Plus tard il lira Henry Miller, Proust, Armand, Hemingway, Salvo, mais ça ne semblait pas avoir plus d'importance, pour lui, qu'aller à la piscine ou boire du thé à la marmelade. Il a une tête de fat, et par conséquent une idole. Il s'avoue « complètement fou de James

Dean » : « Ce n'est pas très original, dit-il, mais il me touche beaucoup ; j'aime chez lui, comme chez Dürer, son aspect de personnage myope, incompréhensible, timide. Pourtant, je n'ai pas eu envie de lui ressembler, ni de m'aligner sur aucune vedette comme sur un point de repère. Les copains de ma vie que j'ai trouvés particulièrement drôles ou subtils m'ont plus marqué que moi-même. »

De sa jeunesse, Etienne Daho n'a pas gardé de souvenirs très marquants : « Je ne me souviens que de l'enfer, je n'étais pas vraiment malheureux mais je ne me suis pas senti bien dans l'enfance, ni dans l'adolescence, ni à la faculté. » Il fait une licence d'anglais, il suit en même temps des cours au Conservatoire d'art dramatique. Il reconnaît aujourd'hui qu'il était « d'une nullité effrayante ». Le jour où il obtient ses diplômes, il jette pour de vrai ses bouquins par la fenêtre. « Je me suis dit : il est temps de faire quelque chose de sérieux, et ça a été la musique. Comme je ne connaissais pas le solfège, j'ai inventé un système de notation musical fait de points, de traits, de figures géométriques. »

A Rennes, c'est l'époque de ce que le magazine *Actuel* surnomme « la scène rennaise », un événement de rock autour du groupe *Marquis de Sade*. Tous les ans, en décembre, ont lieu les Transes musicales : Etienne Daho n'est jamais monté sur une scène. Il y monte, malheureusement : « J'étais tellement épuisé et anxieux que sur les vingt minutes

de l'album, j'en ai fait dix. Les paroles, Etienne Daho semble les écrire en chie, les mains dans les poches, d'un coup de style : « Je pars toujours de la musique et des bribes de phrases viennent en même temps. Je mets cinq à dix minutes à écrire un texte et ensuite je n'y touche plus, c'est presque de l'écriture spontanée, de l'écriture musicale : les mots ont une correspondance avec les sons. Pour moi il serait impossible de mettre une musique sur un texte. Mais une fois sur deux c'est moi qui écris la musi-

que. Il est important pour un chanteur de trouver ses mots et les mélodies de sa vie. »

Il vit dans un appartement de la place Saint-Georges, avec ses deux acolytes : Arnold Turboust, qui fait les musiques (et assure aussi, sur les pochettes, l'usage du « Yamaha DX7, de l'orgue Emulator et du Prophet 78 »), et Frank Darcel, qui produit les disques. « On compose ensemble et chacun dans notre coin, on se prend des après-midi pour travailler sur les morceaux, on voit s'ils tiennent le coup, en général on a beaucoup de matériel au moment de fabriquer le disque ; pour le dernier on avait vingt-cinq chansons, on n'en a gardé que neuf. »

Il téléphone à Françoise Hardy

Malgré son insouciance, *Mythomane* avait touché un peu les médias, et tout le milieu branché, ce petit noyau de gens qui font l'effort d'écouter. Mais j'avais oublié qu'il fallait faire des télé, des radios, des photos. Paniqué, j'ai tout refusé. Je n'étais pas prêt. Après un an de flottement, j'ai senti un déclic : le métier a commencé à m'intéresser. Il sort un maxi 45 tours, le *Grand Samedi*, qui touche un public plus large. Et il reprend le titre dans un second vrai album. Il ne s'agit pas de faire du remplissage : « Je ne ferai jamais un album dont je n'aurais pas toutes les chansons. Je suis contre le fait de surproduire. Si je n'ai plus rien à raconter, j'irai vendre des cacahuètes en Bretagne... »

Il avait à raconter sa fascination pour Gene Tierney, qu'il venait de découvrir dans *Picht mortel*, Laura et Shanghai Gesture : il écrit une chanson pour elle, pour célébrer « la sobriété moderne de sa violence », c'est *Puppy Gene Tierney*. Adorant Françoise Hardy depuis

son adolescence, il voulait absolument reprendre une de ses chansons dont elle aurait écrit paroles et musique. Au cours d'une émission de radio, des « fans hystériques » de la chanteuse l'invectivent : « Comment osez-vous piquer une chanson de Françoise ? » Finalement, il se décide pour un titre, *Et si je m'en vais avant toi*, une chanson « hyper-sensible, brillante, colorée ». Il téléphone à Françoise Hardy pour lui demander sa permission, elle accepte.

Il se lance dans l'adaptation : « L'arrangement était démodé, tout était à refaire. Il fallait trouver des arrangements qui soient modernes et qui, à la fois, ne trahissent pas le climat premier du morceau. » Sûr qu'il l'a enregistré, il envoie la cassette à Françoise Hardy, qui le rappelle pour lui dire qu'elle n'écoute plus que ça. « Tu imagines, j'étais hyperflatté », dit Etienne Daho, pour qui presque tout est soit hyper soit branché.

Aujourd'hui, le beau « Et » (c'est comme ça que ses copains l'appellent) a ses fans, qui l'attendent devant sa porte, lui demandent : « C'est bien toi ? » (il répond toujours non), et téléphonent au milieu de la nuit pour lui dire des coquetteries ou pas un mot. Il a fait mettre son numéro sur la « liste rouge ». Etienne a laissé ses livres, ses disques et ses photos de James Dean à Rennes, il n'a emporté que sa collection de petites voitures en plastique, qu'il a accrochées au mur pour les contempler sans trop retomber en enfance.



« Avant, je gardais tout, les boîtes d'allumettes, les bricoles qui me rappelaient les gens que j'avais rencontrés. Aujourd'hui, je pourrais mettre toutes mes affaires dans une valise, que je laisserais à Paris, et partir en voyage. J'ai envie d'aller vivre aux Etats-Unis plusieurs années. J'ai habité à Rennes depuis l'âge de onze ans et j'avais l'impression que c'était toute ma vie, que toutes mes racines s'y trouvaient. Quand j'ai débarqué à Paris, par obligation, je m'en suis épris. Je n'ai jamais envie de quitter cet endroit, comme si des racines me poussaient dans les pieds dès que je les pose quelque part. J'aurais peut-être de combattre mon instabilité mais en même temps toute installation m'angoisse comme une fin. »

« Je ne suis tombé amoureux qu'une seule fois, et depuis il ne s'est rien passé, c'est toujours la même histoire. Je ne suis pas du genre à me laisser attirer et j'aime le conflit dans les rapports. S'installer dans l'assurance de l'autre est ennuyeux. Les premiers temps sont reposants, mais, quand on commence à s'ennuyer avec quelqu'un, il vaut mieux être seul. »

Pour l'instant, Etienne Daho prépare son voyage en Amérique, seul avec un livre : *Johnny Otis*. Depuis qu'il est petit, il rêve de devenir un cow-boy de western. A la rentrée, à partir d'octobre, il partira en tournée à travers la France. Le cow-boy promet de ne plus avoir le hoquet.

HERVÉ GUBERT.

* *Mythomane* et *La Notte*, le sonnet, d'Etienne Daho, disques Virgin.

Expositions d'été à l'étranger

- L'Age d'or de la photographie anglaise** (Victoria and Albert Museum, jusqu'au 19 août).
- De Fra Angelico à Henry Moore**, dessins. (British Museum, jusqu'au 19 août).
- William Roberts** (National Portrait Gallery, 27 juillet-7 octobre).
- Samuel Johnson** (1709-1794). Exposition du bicentenaire de la mort de l'homme de lettres (Arts Council, 19 juillet-14 septembre).
- Pierre Bonnard**, dessins (Courtauld Institute, jusqu'au 21 juillet ; Southampton Art Gallery, 27 juillet-1^{er} septembre).
- L'Image chèrement gagnée**, méthode traditionnelle et sujet dans l'art anglais récent (Tate Gallery, jusqu'au 9 septembre).
- Sculpture sur le gazon** (Tate Gallery, jusqu'au 14 octobre).
- LIVERPOOL**
 - 25 gravures par Manet (Walker Art Gallery, 24 août-15 septembre).
- MANCHESTER**
 - Anthony Caro, vingt-cinq sculptures (Whitworth Art Gallery, jusqu'au 29 juillet ; Leeds City Art Gallery, 10 août-23 septembre).
- MOTTINGHAM**
 - Pierre Bonnard, dessins et peintures (Castle Museum, jusqu'au 29 juillet).
- OXFORD**
 - Henri Cartier-Bresson, peintures et dessins (Museum of Modern Art, jusqu'au 29 juillet).
- STOKE-ON-TRENT**
 - Bridget Riley, « Working with Colour » (City Museum and Art Gallery, 7 juillet-11 août ; Lincoln Usher Gallery, 18 août-23 septembre).
- ITALIE**
 - BOLOGNE**
 - Art autrichien 1880-1984, de G. Brus à A. Reiner (Galleria Comunale, été).
 - CATTOLICA**
 - Première biennale de graphique de propagande et de culture (juillet-septembre).

- FERRARE**
 - Salvador Dalí, rétrospective (Palazzo del Diamanti, jusqu'au 30 septembre).
- FAENZA**
 - 42^e Concours international de sculpture (Palais des expositions, été).
- FLORENCE**
 - Dessins de chevaux de Léonard de Vinci provenant de la Bibliothèque royale de Windsor (Palazzo Vecchio, jusqu'au 30 septembre).
- LIVOURNE**
 - Arnoldo Modigliani, les années de la sculpture 1908-1918 (Villa Maria, jusqu'au 9 septembre).
- MILAN**
 - Azimuth et azimut. Koloman Moser (Padiglione d'Arte Contemporanea, jusqu'au 15 juillet).
 - 2034 (Rotonda della Pace, jusqu'au 25 août).
 - Donation Marino Marini (Galleria d'Arte Moderna, en permanence depuis le début de l'été).
 - Art sans Frontières : New York Graffiti (Segrato di Piazza Duomo, jusqu'au 20 août).
- ROME**
 - Egon Schiele (Pinacothèque Capitolina, jusqu'au 5 août).
 - Individuisme, artistes français d'aujourd'hui : Alberici, Biale, Bottanelli, Combes, Jacquet, Le Gac, Pagès, A. et P. Poirier, J.-P. Raynaud, Rayson, Roussel, Voss (Galleria Nazionale d'Arte Moderna, jusqu'au 22 juillet).
 - Giuseppe Penone, dessins et gravures (Cabinet d'arts graphiques, Galleria Nazionale d'Arte Moderna, jusqu'au 30 septembre).
 - Hélène Dolrat : Jingles et Loups (Villa Médicis, jusqu'au 14 juillet).
- SPOLETO**
 - Leonardo Cremonini, peinture 1960-1984 (Palazzo Reale-Aroni, jusqu'à fin juillet).
 - Giulio Paolini : La casa di Lucio (Galleria Rosari-Spada, jusqu'à fin juillet).
- TURIN**
 - Coerenza in Coerenza dell'Arte Povera al 1984 (Mole Antonelliana, 14 octobre).

- VENISE**
 - 41^e Biennale.
 - Arte allo specchio - participation nationale (Giardini del Castello, jusqu'au 9 septembre).
 - Aperto 84 (Magazzini del Sale, jusqu'au 9 septembre).
 - Peinture en France : Cane, Cauvet, César, Debré, Favier, Hartung, Hélon, Meunier, Pagès, Pélissier, Tzou-Carnel, Vallat (Palazzo Sagredo, jusqu'au 9 septembre).
 - Ennio Vecchi (1935-1984) (Museo Correr, jusqu'au 30 septembre).
 - Les arts à Venise de la Sécession à la chute de l'Empire des Habsbourg (Palazzo Grassi, jusqu'au 16 septembre).
 - Les trésors des pharaons du Musée du Caire (Palazzo Ducale, jusqu'en décembre).
 - Cinq siècles de dentelles européennes (Museo della Scuola Marretti, jusqu'au 31 octobre).
 - Mercato a Traversamento, l'artisanat d'art à Venise autour de 1900 (Palazzo Fortuny, jusqu'au 5 septembre).
 - Carlo Scarpa (1906-1978) (Galleria dell'Accademia et Fondazione Querini Stampella, jusqu'au 14 octobre).
 - Quattrocento : Buys, Cuccini, Fabbro, Newman (Scuola Grande San Giovanni Evangelista, jusqu'au 20 août).
- SUISSE**
 - BALE**
 - La sculpture au vingtième siècle, 180 œuvres de Picasso à aujourd'hui (Merian-Park, Jardin botanique, Brühligen, jusqu'au 30 septembre).
 - Max Kämpf (Kunsthalle, 15 juillet-8 septembre).
 - BERNE**
 - Paul Klee, dessins 1921-1936 (Kunstmuseum, jusqu'en août).
 - Braco Dimitrijevic (Kunsthalle, jusqu'au 15 août).
 - LA CHAUX-DE-FONDS**
 - Ferdinand Berthoud (1727-1807), horloger mécanicien de la

- marine (Musée international de l'horlogerie, jusqu'au 23 septembre).
- FRIBOURG**
 - Cosmos, bijoux et textiles grecs de la collection du musée Benaki à Athènes (Musée d'art et d'histoire, jusqu'au 21 octobre).
- GENÈVE**
 - George Baselitz, estampes (Musée d'art et d'histoire, jusqu'en septembre).
 - Hans Henni (Musée de l'Athénée, 6 juillet-30 septembre).
 - Artists de Nice (Halle Sud, jusqu'à fin juillet).
- LAUSANNE**
 - François et Vaudois installés à Paris, 1880-1930 : Courbet, Cézanne, Degas, Renoir, Derain, Vallotton, etc. (Musée cantonal des beaux-arts, jusqu'au 7 octobre).
 - Martin Disler, dessins 1968-1983 (Musée cantonal des beaux-arts, 29 juillet-19 août).
 - Argenterie « Vieux Lausanne » (Musée historique de l'ancien évêché, jusqu'au 30 septembre).
 - Acquisitions récentes (Musée de l'art brut, jusqu'au 30 septembre).
- LUGANO**
 - Arman, rétrospective (Villa Ciani, jusqu'au 16 septembre).
 - Maîtres américains de la collection Thyssen-Bornemisze (Villa la Favorita, jusqu'au 22 juillet).
- MARTIGNY**
 - Rodin (Fondation Pierre-Gonçalves, jusqu'au 7 octobre).
- NEUCHÂTEL**
 - Objets prétextes, objets manipulés (Musée d'ethnologie, jusqu'au 30 décembre).
- ZÜRICH**
 - Kandinsky : 1915-1933, la Russie, le Bauhaus (Kunsthau, jusqu'au 15 juillet).
 - Hans Aeschbacher, sculptures (1906-1976) (Kunsthau, 3 août-23 septembre).
 - Hugo Weber (Kunsthau, jusqu'au 12 août).

SÉLECTION

CINÉMA

« La Condition de l'homme » de Masaki Kobayashi

Que devient un jeune humaniste jeté dans la guerre ? S'inspirant de sa propre expérience, le cinéaste japonais Kobayashi, à la fin des années 50, se lance dans une somptueuse aventure en scope : son film dure neuf heures et quarante minutes. Les trois parties sont projetées pour la première fois en France de manière continue : une expérience à ne pas manquer.

ET AUSSI : *Le Quartetto Basileus*, de Fabio Carpi (le jeune homme et la mort). *Bush Mama*, d'Halle Gerima (l'Afrique noire).

MUSIQUE

La Rochelle

Le Festival de La Rochelle s'achève par un véritable feu d'artifice avec la création en France, le 6 juillet, du *Triple concerto pour violon, alto et violoncelle* du grand compositeur britannique Michael Tippett par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, S. Gazeau, C. Caussé et A. Meunier, puis le 7 juillet avec plusieurs créations attendues de Fernand Légal, Lutoslawski, Porgy et Benjamin.

Saintes

A Saintes, le coup d'envoi sera donné à l'abbaye des Dames avec un opéra de Stefani (1654-1728) en version de concert : *L'Amor viene del destino*, premier jalon d'un festival exceptionnellement riche et ouvert puisque aucun genre n'y est délaissé et que, sous le titre général « La voix multiple », on passera de William Byrd à Kagel, de Marin Marais à Berio.

à raison de deux concerts par jour, du 7 au 16 juillet.

* Rés. : Tél. (46) 74-23-82.

JAZZ

Vienne

Sur la route des festivals, Vienne (lère) ouvre le feu avec Miles Davis (4), Jay Jay Johnson, Don Cherry (5), les Texas Tenors (6), Dixie Gillespie (9), David Sanborn et Steps Ahead (10), Big bands (11), Ladies in jazz (12). Suivront Montreux, Nîmes, Nice et Antibes...

DANSE

La compagnie canadienne La la la Human Steps, au Théâtre de la Bastille (« danse musicale post-moderne »), jusqu'au 7 juillet, 21 heures, Pierre Droulers au Festival du Marais (jusqu'au 7 juillet, 20 h 45), compagnie de danse baroque L'Éclair des muses, au Théâtre Déjazet (du 6 au 12 juillet, 19 h 30).

EXPOSITIONS

Jean Le Gac et Giuseppe Penone à l'Arc

Un artiste français dont l'œuvre toujours aussi conceptuelle, mais de plus en plus « visuelle », évolue depuis quinze ans entre image et texte, et depuis moins de temps entre photo et dessin au pastel.

L'été Chagall

Les dessins (peu connus) sont à Beaubourg, les peintures (quatre-vingt-cinq) à la Fondation Margit, les mosaïques, les sculptures et les vitraux à Nice.

GALERIE SCHMITT
296, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS - 260.36.36

**MAITRES
XIX^e-XX^e SIÈCLES
EUGÈNE BOUDIN
1824-1898**
expositions : jusqu'au 20 juillet

MANTES-LA-JOLIE
CENTRE CULTUREL - SQUARE BRIEUSSEL-BOURGEOIS

FRED ZELLER
Peintures - Gouaches - Dessins - Gravures - Lithos
de 1944 à 1984
du 30 juin au 25 juillet 1984

**concerts
saison 84-85**

abonnements
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
SAISON LYRIQUE - MUSIQUES SACRÉES
PRESTIGE DE LA MUSIQUE - MUSIQUE DE CHAMBRE
FRANCE MUSIQUE

ACCARDI • ADAMOPOULOS • ALAIN • AMELING • AMY
ARGERICH • ASHKENAZY • BARENBOIM • BAUMANN • BOULEZ
CAUSSE • CHRISTIE • CHRISTOFF • DEMUS • DERRIER
FISCHER-DIESKAU • GARCIA-NAYARRO • GURMAUX • HAEBLER
HAGER • HARRELL • HERRWEGHE • JANOWITZ • JANOWSKI
JERUSALEM • JOCHUM • JORDAN • JOUINEAU • JULLIARD
JUSTAFRE • KREMER • KRIVINE • LARROCHA • LITAEZE • MAAZEL
MAKSYMUK • MELOS • MUTI • NEUMANN • NIMSGERN
NORMAN • OZAWA • PASQUIER • PIRIS • POPP • PRIETRE • PRIM
ROGE • ROSENTHAL • ROSS • RYSANEK • SANTI • SAVALL
SAWALLISH • TCHAKAROV • VANDEVILLE • WEILL
WEISSBERG • WIXELL • ZAMPIERI • ZYLIS-GARA

CHOEURS ET MAÎTRES DE RADIO FRANCE
25 séries - 123 concerts

Pour tous renseignements :
• Dans le grand hall de la Maison de Radio France,
au Théâtre des Champs-Élysées, Salle Pleyel et Salle Gaveau
• Par correspondance à :
Radio France, bureau 4124, 75738 PARIS CEDEX 18
• Par téléphone : 01 42 34 18 18, 230 38 17, 524 15 16

COACH




Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.

Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.

Galerie Coach Bag
23 Rue Jacob, Paris 6^e
326.29.17

SWING VALSE MACHINE



Un disque Stil, 30 cm, 33 tours, n° 1007S83
Choisissez votre disquaire et aux éditions Stil
5, rue de Charonne 75011 Paris. Tél. : (1) 806 23 19

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-11-12). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MINAM
Visites animations régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (trésor égyptien) ; les autres jours, 17 h, galerie contemporaine.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 24 septembre.

MARC CHAGALL, œuvres sur papier, jusqu'au 8 octobre.

ALBIS : Artzchwager, Collin-Thibaut, Faltz, Goussier, Kossowski, Loefer, jusqu'au 17 septembre.

ENRICHISSEMENTS DU CARNET D'ART GRAPEVUE, de Bask à Matisse, jusqu'au 9 septembre.

PIERRE DE FENYO, jusqu'au 15 juillet.

EVE SONNEMAN, travaux photographiques 1981-1984, jusqu'au 9 septembre.

LE SIÈCLE DE KAFKA, jusqu'au 1^{er} octobre.

CCI
MOBILIER NATIONAL, vingt ans de créations, jusqu'au 24 septembre.

LES CRÉATEURS AU MOBILIER NATIONAL, salle de documentation, jusqu'au 24 septembre.

RT
PLACES D'EUROPE, histoire et actualité d'un espace public, jusqu'au 24 septembre.

POLITIQUE/FICTION, jusqu'au 10 septembre.

DES LIVRES POUR LES VACANCES, Bibliothèque des enfants, jusqu'au 1^{er} octobre.

Musées
LA RIME ET LA RAISON, Les collections Matisse (New York-New York), Grand Palais, entrée place Clemenceau, avenue de la Grande Armée, jusqu'au 15 juillet.

JACQUES-HEINRI LARTIGUE, jusqu'au 24 septembre.

WILHELM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

HANNE LAURIDSEN, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

WILLIAM DE Kooning, jusqu'au 15 juillet.

En région parisienne

BRETIGNY, Delmas, Delmas, Pro-positions III : Colpaet, Gérard, Skoda, Larrière, Hellinguer, jusqu'au septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

BOULEZ, jusqu'au 29 septembre.

Galerie

UN ART AUTRE/UN AUTRE ART, Les années 50 (1945-1955), Galerie Art-Paris, jusqu'au 24 septembre.

LE DESSIN EN COULEURS, Aquarelles, gouaches, pastels, de 1720 à 1830, jusqu'au 15 juillet.

SCULPTURES ITALIENNES, Anselmo, Faltz, Kossowski, Matisse, Mera, Pasquier, jusqu'au 15 juillet.

EUGÈNE BOUDIN, 1824-1898, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

MAITRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES, jusqu'au 15 juillet.

En province

ALBI, Palais des Beaux-Arts, jusqu'au 24 septembre.

AMBIENS, Société des Beaux-Arts, jusqu'au 15 juillet.

AUXERRE, Maison de la Culture, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

BALENA, jusqu'au 15 juillet.

SOCIÉTÉ

Les catholiques tentés par la tradition

(Suite de la première page.)
Même évolution dans le domaine de l'expression de la foi. Le regain d'intérêt pour les rites et l'eau bénite dépasse de beaucoup le cercle des grands-mères bretonnes. Des intellectuels et des citadins se tournent vers ces symboles pour concrétiser leur croyance. La vitalité religieuse prend des tournures extrêmement variées. Les pèlerinages drainent des foules de plus en plus nombreuses, les groupes de prière se multiplient, qui, en silence ou de façon spectaculaire - chez les « charismatiques » - dialoguent avec Dieu. Les monastères accueillent dans leur hostellerie des retraitants pour un week-end ou pour une semaine et ne désempassent guère : ce ne sont pas seulement les croyants qui viennent chanter matines avec les trappistes et les bénédictins ou qui fréquentent la communauté de Taizé.

L'identité catholique ne craint plus de s'affirmer. Comme maître son drapeau dans sa poche avec un pape qui porte aux quatre coins du monde un message doctrinal proclamé avec force ? Comment se dissimuler, alors que les Polonais tiennent tête à l'ours soviétique avec le seul crucifix ? Dans ce contexte, les effectifs des séminaires de France augmentent lentement. Ils s'établissent à 1 150 séminaristes en 1979, 1 159 en 1981 ; 1 237 en 1983. La réurgence des vocations est encore plus évidente dans les ordres religieux, qui comptaient en 1984 41 % de novices de plus qu'en 1980. Contrairement à une idée répandue, ce ne sont pas les ordres monastiques qui profitent le plus de cet engouement, mais plutôt les ordres apostoliques comme les capucins, les franciscains et les dominicains.

Enfin, le bastion de l'école catholique donne aux parents l'occasion de manifester en faveur d'un enseignement qui leur permet de transmettre à leurs enfants ce à quoi ils croient. Certes, les slogans plaquent d'enseignement « libre », mais, à 92 %, il s'agit d'un enseignement « catholique » et qui se proclame tel. La combativité des défenseurs de l'école privée se nourrit évidemment du retour en force des valeurs, au premier rang desquelles les valeurs religieuses ne craignent plus de s'afficher.

Au vu de ces signes de renaissance, la tentation est grande de conclure à un retour historique du balancier. L'après-guerre et, surtout, l'après-concile ayant été marqués par une période d'effacement et de bouleversements dans l'Eglise, le temps serait venu d'une redécouverte des principes de toujours.

Malheureusement pour la clarté de la démonstration, les choses sont beaucoup moins simples que la thèse

d'une poussée traditionaliste ne le laisserait croire. Les statistiques, tout comme l'expérience, démontrent que la société française poursuit sa lente évolution vers une moindre religiosité. En 1970, environ 90 % des Français avaient été baptisés. Cette proportion serait tombée, en 1982, à 82 %. Sur cent baptisés, on estime que 26 % célèbrent les grandes fêtes comme Pâques ou Noël. Il n'en est plus que 16 % pour pratiquer régulièrement leur religion. L'année 1983 aura vu le plus petit nombre de nouveaux prêtres jamais ordonnés : 95. En 1970, ils étaient 285. Au début du siècle, ce chiffre excédait, chaque année, le millier.

La nostalgie de la religion

Un sondage publié par le magazine *Clair* foyers du mois d'avril relativise singulièrement le regain d'audience dont bénéficierait la morale catholique. Ce sondage a été réalisé par le SORFES en décembre 1983 auprès d'un millier de personnes représentatives de la population française âgée de plus de dix-huit ans : 12 % des réponses estiment qu'il est du rôle de l'Eglise de rappeler les exigences morales concernant la sexualité et la vie du couple. 33 % refusent que l'Eglise aille, en la matière, au-delà des conseils ; 51 % jugent qu'elle n'est pas dans son rôle lorsqu'elle traite de la sexualité et de la vie du couple. A la question « Tenez-vous personnellement compte des recommandations de l'Eglise sur la sexualité et la vie du couple ? », 19 % répondent : « Oui, dans la mesure du possible », 69 % répondent : « Non » et 12 % se déclarent sans opinion. Si on détaille les réponses négatives, on note que 48 % des plus de soixante-cinq ans refusent les préceptes de l'Eglise, 56 % des cinquante-cinq-quatre ans, 73 % des trente-cinq-quatre ans, 84 % des vingt-cinq-trente ans, 92 % des dix-huit-vingt-quatre ans.

La tradition ne se trouve donc pas comme un poison dans l'eau au sein de l'Eglise catholique de 1984, et encore moins dans la société française tout entière. A l'évidence, le retour aux valeurs n'est - le doute, l'école - et beaucoup moins prononcé que certains exemples le donneraient à penser.

ALAIN FAUJAS.

Prochain article :

DES PAROISSIENS DE TOUTES LES COULEURS

Nouveaux appels à la théologie de la libération

Des théologiens, biblistes et enseignants catholiques réunis à Chantilly du 28 au 30 juin, à l'occasion du colloque de la revue *Jésuite Recherches de sciences religieuses*, se sont solidarisés avec les théologiens de la revue internationale *Concilium* qui ont récemment pris la défense de la théologie de la libération (*Le Monde* du 28 juin). « Sans être nécessairement en accord avec tous les présupposés et expressions de cette théologie, écrivait-ils, nous faisons nôtre les positions (...) prises par Concilium.

Ont signé ce texte : Jean-Noël Aletti, Jean-Louis Bleiser, Alain Blancy, Paul Bony, Henri Bourgeois, François Bonquet, José Calmeiro, Jean-Marie Car-

rière, Xavier de Chalender, Paul Conest, Régis Cousin, Joaquin Dru Naves, Jean Delorme, Joseph Dore, Françoise Druand, Marc Fesseler, Pauline Ferrière, Florentine Fleiner-Jensen, François Fournier, Louis-Jean Frahier, Henri-Hélène Gagey, François Genyot, Pierre Geoltrain, Jean-Marie Gira, Bernard Goussier, Jean Grégoire, Christiane Hourcade, Georges Kowalski, Henri de Lavelette, Philippe Leclercq, Xavier Léon-Dufour, Alain Marchadour, René Marie, François Martin, Jean-Paul Michard, Joseph Moingt, Daniel Norriant, Louis Paillet, Abel Pasquier, Jean Rogues, Jacques Rollet, Dominique Sautou, Antoine Soudant, Gabriel Vahanian, Louis de Vancelles, Maria Vilella, Jean-Marie Viriet, Patrice Viviani, Claude Wiesner.

Déserteur ou donneur

M. et M^{me} Anglade ont attendu, mardi 3 juillet, jusqu'à minuit, devant le téléphone dans leur appartement de la banlieue de Nantes, mais Thierry, leur fils aîné, n'a pas appelé. Thierry est vivant. La presse est alertée, et il sait à présent que son jeune frère Olivier, quatorze ans, a besoin de la pour continuer à vivre. Ce dernier est atteint de leucémie. Une greffe de la moelle osseuse pourrait le sauver. Les parents et Corinne, sa sœur, appartiennent au même groupe sanguin que le jeune malade, mais leur groupe tissulaire est différent. Des prélèvements ont confirmé cette incompatibilité.

« Les médecins nous ont fait comprendre qu'avec nous ce n'était même pas la peine d'essayer », dit M^{me} Anglade. Seul Thierry, parti on ne sait où, déserteur depuis le 21 juin 1981, n'a pas été examiné. Il reste leur unique espoir.

Il y a trois ans, pour la famille Anglade, tout bascule. Le père, chef de travaux itinérant, perd son emploi. On apprend qu'Olivier est leucémique. Thierry s'est engagé dans la marine, mais au lieu des voyages au long cours

dont il rêvait, il est affecté dans un dépôt à Houilles (Yvelines). Il s'ennuie. La maladie de son frère le bouleverse. Il décide de déserteur. « Depuis, un ami l'a rencontré dans un supermarché, dit sa mère, et nous avons reçu hier un coup de téléphone d'une femme qui disait vivre avec lui. Nous sommes sûrs qu'il reviendra. » Si Thierry est un donneur compétible, Olivier a une chance sur deux de guérir, affirment les médecins. Mais revenir se soumettre à un examen, c'est pour le grand frère risquer de passer des années en prison, tout le temps pour lequel il s'était engagé.

« Quand il a appris le drame, Thierry passait toutes ses permissions au chevet de son frère à l'hôpital, il le couvrait de baisers », se souvient M^{me} Anglade. Quant à Olivier, qui sait sans savoir, et qu'on éprouve d'une greffe périlleuse, il est à la fois plus insouciant et plus confiant que les adultes qui l'entourent. Il veut bien croire que son frère sera son sauveur, mais il se contente de dire : « Et puis ça sera l'occasion de revoir Thierry. »

C. C.

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Ferreira, l'inattendu

Vincent Barthez, Maurice Le Goff, et le Portugais Paulo Ferreira, qui s'étaient détachés peu après le départ de Béziers mardi 3 juillet, ont atteint Cergy-Pontoise, terme de la cinquième étape du Tour de France, avec une avance de 17 mn 41 s. A la suite de cette offensive inattendue, Barthez s'est emparé du maillot jaune. Quant à Ferreira, vainqueur et révélation du jour, il est remonte de la cent-soixante-septième et avant-dernière place à la troisième place du classement général.

Cergy-Pontoise. - Une échappée de 190 kilomètres menée à 43 km/h de moyenne qui laisse le peloton à plus d'un quart d'heure, c'est peut-être une échappée-surprise. Ce n'est certainement pas une échappée-bidon. Pourtant, les témoins se sont désintéressés de cette péripétie, ainsi qu'ils l'avaient déjà fait lors du Grand Prix du Midi-Libre en considérant que l'affaire ne présentait aucun caractère de gravité.

Le petit groupe d'attaque ne comprenait pas de vedette. Sa composition restait toutefois l'attention. Il était formé d'un vieux briscard, Maurice Le Goff, qui baroude sur les routes depuis quinze ans, et de deux jeunes, professionnels de fraîche date. L'un, Français, Vincent Barthez. L'autre, Portugais, Paulo Ferreira.

Le premier passe pour un piètre grimpeur. On se doute qu'il franchira difficilement les Pyrénées, c'est donc pas de danger de ce côté-là. En revanche, il est très rapide aux arrivées. Chacun pensait qu'il gagnerait l'étape. Il le pensait aussi. Ce fut son erreur. Trop confiant, Barthez se laisse piéger dans les 100 derniers mètres par Ferreira, l'inattendu qu'on tenait, à tort, pour un modeste sprinter et pour un routier inexpérimenté, compte tenu de son jeune âge (vingt-deux ans).

Ce Paulo Ferreira, au visage d'enfant, qui appartient au Sporting de Lisbonne, le club de José Mourinho, a démontré qu'il avait déjà du métier. Et c'est précisément ce cela qu'il peut être redoutable.

RÉSULTATS

Cinquième étape
BETHUNE-CERGY-POINTE
1. Paulo Ferreira (Port.), les 207 kilomètres en 4 h 49 mn 45 s ; 2. Vincent Barthez (Fr.), même temps ; 3. Maurice Le Goff (Fr.), à 2 mn 13 s ; 4. Adrie Van der Poel (Holl.), à 17 mn 45 s ; 5. Phil Anderson (Aust.), à 17 mn 53 s ; 6. Jacques Hancraët (Holl.), à 17 mn 54 s ; 7. Marc Miellet (Bel.), à 17 mn 58 s ; 8. Ludo Peeters (Bel.), à 18 mn 3 s ; 9. Greg Lemond (E-U), à 18 mn 4 s ; 10. Laurent Fignon (Fr.), à 18 mn 7 s.

Classement général. - 1. Vincent Barthez (Fr.), 18 h 49 mn 53 s ; 2. Maurice Le Goff (Fr.), à 1 mn 22 s ; 3. Paulo Ferreira (Port.), à 2 mn 13 s ; 4. Adrie Van der Poel (Holl.), à 17 mn 45 s ; 5. Phil Anderson (Aust.), à 17 mn 53 s ; 6. Jacques Hancraët (Holl.), à 17 mn 54 s ; 7. Marc Miellet (Bel.), à 17 mn 58 s ; 8. Ludo Peeters (Bel.), à 18 mn 3 s ; 9. Greg Lemond (E-U), à 18 mn 4 s ; 10. Laurent Fignon (Fr.), à 18 mn 7 s.

● **Tour de France féminin.** - La Néerlandaise Helma Haags a remporté, mardi 3 juillet, la quatrième étape de la course féminine (51,7 kilomètres), du Tour de France féminin. La Néerlandaise Mieke Havik occupe toujours la première place du classement général provisoire avec 21 h 46 s d'avance sur sa compatriote Patsy de Bruin.

De notre envoyé spécial

De plus, il grimpe. La saison écoulée, chez les amateurs, il remporta au Portugal une épreuve au nom éloquent : le Tour de nos montagnes. Alors, après avoir négligé cette échappée sans importance, on commence à se poser des questions du côté des vedettes. Etait-il prudent de jouer les attentistes en la circonstance ? Et, de toute façon, était-il raisonnable d'une manœuvre générale, de sous-estimer un attaquant dont on ne cerne pas les possibilités avec exactitude ? Bobet, Anquetil et leur directeur technique Marcel Bidot, autrefois, se montraient plus vigi-

lants. L'attitude du Néerlandais Van der Poel, en particulier, s'explique mal. L'ancien leader, qui n'avait pas reçu son maillot jaune à Béziers à cause d'une confusion et qui vient de le perdre à Pontoise en raison d'une fausse manœuvre, n'a pas mis beaucoup d'ardeur à défendre son bien. Il se retrouve à 17 mn 45 s de Vincent Barthez.

Jusqu'ici, la première place du classement général se jouait sur des secondes. Les choses ont brusquement changé.

JACQUES AUGENDRE.

PROPOS D'UN SUIVEUR

Le chemin des dames

De notre envoyé spécial

Cergy-Pontoise. - Mine de rien, les dames font leur chemin. Ce tour féminin qui chaque jour précède l'autre de quelques heures commence à apâter les sceptiques. Ils ne manquent pas le premier jour, ceux qui, dans cette caravane, taisaient la fine bouche. Les voilà maintenant pris de l'émotion honorable. Ils disaient que le vélo n'est pas un sport pour les femmes, et mettaient en avant leur conception de l'esthétique. Ils expliquaient docilement que le mouvement sollicité par l'effort cycliste ne convient pas à des filles. Laissons leur, ajoutaient-ils, bons princes, le tennis ou le patinage, mais le déhanchement, ces choses-là, non, vraiment, cela manque trop d'harmonie. Ce mouvement qui déplace les lignes ne pourra jamais séduire. D'autres voyaient la chose en sportifs. C'est entendu, elles peuvent courir, mais en regard de ce que font les hommes, elles ne pourront jamais être prises au sérieux. Le public fera obligatoirement la comparaison et n'y croira pas.

Bref, chacun avait sa bonne, ou sa mauvaise, raison. Depuis, on a vu ce qu'on a vu. On a vu d'abord que ces demoiselles, sur des étapes d'une cinquantaine de kilomètres à est vrai, s'entraînent le luxe de moyennes de 40 kilomètres à l'heure. On a appris qu'elles avaient souffert, vertu cardinale dans un tel exercice.

Hollandaises en tête

L'Américaine Betty King, une rigolote de nature avec sa bonne bouille, se gausse et son accent, en dépit de rudes blessures aux deux genoux, n'a pas capitulé. Elle n'avait pas non plus capitulé le 26 mai lorsque, en solitaire, elle avait tenu à accomplir, histoire de confirmer ses preuves, le distance de Bordeaux-Paris des hommes. Aux arrivées, elle dit tout sourire que « ça va bien », qu'elle est « beaucoup mieux que dimanche ». Cela, c'est le langage commun des pelotons, celui des déclarations d'après courses lorsque les micros sont tendus et qu'il faut bien trouver un minimum de mots pour demeurer à la hauteur de sa réputation.

Pour l'heure, ce sont les Hollandaises qui ont la vedette. Cinq d'entre elles, sur les six de l'équipe, occupent les premières places du classement général et semblent parties pour faire la loi. Les spécialistes font remarquer que cette hiérarchie est fictive. Les meilleures ne sont pas venues au rendez-vous. Et les meilleures, ce sont les Soviétiques et les représentantes de l'Est, celles qui pour l'heure surclassent les autres. Mais, prochainement, lorsque ces dernières prendront le départ, il n'y aura plus à discuter.

Le public, lui, n'entre pas dans ces considérations. Il dispense sans rancœur ses bravos à ces nouvelles venues de la route de juillet. Il ne connaît encore le nom d'aucune d'elles, pas même des Françaises comme Valérie Simonnet et Corine Le Gall, qui, avec les premières côtes propices entre Beauvais et Cergy-Pontoise, commencent à se rebiffer.

L'ambition des organisateurs est de faire sortir sinon de la clandestinité du moins de l'anonymat les pratiquantes quasiment ignorées d'un sport qui, pour l'heure, ne connaît guère les honneurs de l'information qu'à l'occasion des Jeux olympiques ou du championnat du monde, et encore bien discrètement. Toute la question est de savoir si ces jeunes femmes pourront, à la faveur d'autres équipes, occuper dans le regard des foules la place qui est celle, depuis longtemps, des championnes de tennis, d'éthiennisme, de gymnastique ou de patinage. La réponse, c'est que la notoriété n'arrive pas sans aides et que, chez les filles aussi, le vélo-boulot prendra le pas sur le vélo-plaisir. Autrement dit, qu'on ne les voie plus comme aujourd'hui gonfler elles-mêmes leurs bouvaux, qu'on ne les entende plus raconter les difficultés qu'elles ont à obtenir un congé tombant en juillet ou à faire garder bébé par belle-maman.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

RECTIFICATIF. - C'est un cliché de 40 000 francs qui sera remis au vainqueur du Tour de France masculin, et non de 140 000 francs comme il a été écrit, par erreur de transmission, dans le *Monde* du 2 juillet.

LE TOURNOI DE TENNIS DE WIMBLEDON

La quarantième victoire de Navratilova

Wimbledon. - Les quarts de finale du tournoi masculin de Wimbledon ont débuté, mercredi 4 juillet. McEnroe et Sadri, Cash et Gomez, Amarnese et Connors, enfin Samd et Lead.

Les Anglais adorent les anniversaires. La nostalgie est leur seconde tasse de thé. Aussi, les spectateurs du centre court de Wimbledon avaient-ils été émus aux larmes, lundi 2 juillet, lorsque Kathleen McKane-Godfree avait fait la révérence devant le duo et la duchesse de Kent, lors de la cérémonie célébrant le centenaire du tournoi féminin. La vieille dame digne du tennis, qui est née en 1894 à Londres, a été championne en 1924 et 1926 du simple et du double mixte, en faisant équipe avec son mari. Cette super grand-mère des courts a confié, pendant que Martina Navratilova affrontait la jeune Bulgare Manuela Maleeva, que l'avènement du professionnalisme a été la principale révolution dans le jeu : l'argent incite les garçons et les filles à s'entraîner et à jouer plus durement. Les requêtes modernes sont aussi beaucoup plus faciles à manier. Kathleen McKane-Godfree n'a, pourtant, aucun regret d'avoir eu son heure de gloire soixante ans plus tôt : « J'ai joué beaucoup de tennis et je me semble que j'ai échappé à la curiosité abusive des journalistes, ce dont je me réjouis. »

La vie privée des super-estars des courts intéresse, en effet, la majorité des quotidiens de Fleet Street, plus

De notre envoyé spécial

que leurs performances proprement dites. Ces derniers jours, les pages centrales - les plus importantes - de la presse populaire londonienne ont regorgé d'informations « exclusives » et « shoking » sur le monde du tennis.

Ces pseudo-révélation n'affectaient pas en elles-mêmes les champions qu'elles visent si ceux-ci n'étaient pas traqués en permanence par des « supporters », avides de commentaires sur le dernier scandale. Néanmoins, les commentaires sur Wimbledon ont été, mardi 3 juillet, exclusivement consacrés à l'aspect sportif du tournoi. Et celui-ci ne manque pas d'intérêt puisque, parallèlement à l'aventure de l'Américaine Paul Amarnese (*Le Monde* du 3 juillet), une blondinette de Stockholm, âgée de vingt ans, sortie de qualification et classée 182^e mondiale, devait disputer un quart de finale : Carina Karlsen a éliminé successivement l'Américaine White, la Suissesse Joliffant, la championne 1977 Wade et la Hongroise Temesvári, tête de série n° 15, avec son solide jeu de fond de court typique de l'école suédoise, avant d'affronter Chris Evert-Lloyd, tête de série n° 2, qui ne paraissait pas si mieux depuis le début de la compétition, en

dépit d'une rapide victoire sur l'Allemande de l'Ouest Khode. Les autres quarts de finale dames, qui ont eu lieu le 3 juillet entre têtes de série, ont vu les victoires de la Tchèque Mandlikova sur la Britannique Durie, de l'Américaine Jordan sur sa compatriote Shriver, et de la néo-Américaine Navratilova sur la Bulgare Maleeva.

Cette dernière victoire était la quarantième, cette année, de la championne du monde, qui a bouclé le troisième grand chelem féminin à Roland-Garros. Les Anglais, qui aiment comparer les champions de générations différentes, pensent qu'elle égale maintenant Suzanne Lenglen, six fois championne de Wimbledon dans les années 20. Pourtant, Kathleen McKane-Godfree, qui a été battue quatre fois par la « divine » à cette époque, a estimé que, avec l'entraînement des professionnels, l'Américaine Alice Marble aurait été la mieux à même de rivaliser avec Navratilova : championne en 1939 - la guerre a interrompu sa carrière - elle avait gagné sans perdre un set, concédant seulement vingt et un jeux en six jours. Avant les demi-finales, en cinq tours, la championne du monde en a seulement concédé dix-neuf. Bonjour la nostalgie !

ALAIN GIRAUDO.

SPORTS

CARNET

Naissances

- Corinne et Michel NOMBRE ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Ornella, Rachel, le 22 juin 1984, 14, rue de Vouillé, 75015 Paris.

- Les docteurs Alain et Joëlle PICARD ont la grande joie d'annoncer la venue à leur foyer de

Thibaut, né le 16 février 1984, 17, rue de Sèvres, 75006 Paris.

Décès

- La famille Chambournier a la douleur d'annoncer le décès de

Alain CHAMBOURNIER.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

- Les vice-présidents, Les membres du conseil d'administration Et les membres de l'Union des blessés de la face « Les gueules cassées », ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de leur président, le

médecin général inspecteur (CR) Claude CHIPPAUX,

professeur agrégé, directeur de l'Ecole du service de santé des troupes de marine, ancien médecin-chef de l'hôpital militaire d'instruction du Val-de-Grâce, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945 et TOE, croix du combattant volontaire de la Résistance,

décédé à Marseille, le lundi 2 juillet 1984.

Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Basile par M^{lle} Jeanne (Haut-Saint), le vendredi 6 juillet, à 15 heures.

- M^{me} Wladimir Porché, Emmanuel et Catherine Porché, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Wladimir PORCHÉ,

leur époux et père, survenu le 27 juin 1984. Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Anniversaires

- Une pieuse pensée est demandée pour le vingtième anniversaire de la mort de

Gaby MORLAY,

le 4 juillet 1984.

- Le 5 juillet 1984.

En ce premier anniversaire du décès de

Marcel VERGON,

sa famille rappelle son souvenir, en y associant celui de son épouse,

M^{me} Yvonne VERGON,

née Girard, et remercie tous ceux qui restent fidèles à leur témoignage.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

- Université Paris-II, jeudi 5 juillet, à 16 heures, salle des Commissions, M. Mohamed Feguri : « La « raison d'être » du jugement en droit musulman » - Ali III a.

- Université Paris-II, jeudi 5 juillet, à 10 heures, salle des Commissions, M. Mohamed Mouqit : « Spirituel, temporel et processus idéologique de sécularisation et de laïcisation. Esquisse théorique d'une analyse synthétique et comparative. (Etude sur l'Islam et la pensée musulmane) ».

- Université Bordeaux-III, samedi 7 juillet, à 9 h 30, salle des Actes, M. Mohamed Hamdani : « Communication et milieu rural en Tunisie ».

- Université Paris-X, Nanterre, samedi 7 juillet, à 9 heures, salle C 26, M^{me} Castarede, née Marie-France Boutan : « La voix : ses implications psychologiques ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

L'Auvergne reçoit le chef de l'Etat

Changer d'image

La visite du président de la République, qui, les 5 et 6 juillet, parcourra à grands pas les quatre départements auvergnats, est une nouvelle occasion pour ceux-ci de réfléchir, diraient les publicitaires, à leur image de marque.

En novembre dernier, une émission réalisée en direct par FR 3, sur son réseau national avait agi comme un révélateur. L'équipe de « Grand public » avait mis en évidence, à sa façon, les archaïsmes dont la région se sent la victime. Les protestations furent nombreuses, amples, très vives.

Jusqu'alors, les Auvergnats ne semblaient guère se soucier qu'on ne rapportât qu'une certaine image de leur pays. Depuis, les autorités régionales ont lancé une sorte de croisade pour rétablir la réputation, à l'extérieur de ses frontières, de la province.

Le journal le Montagne se livrait, le 22 mai dernier, à un mini-sondage auprès de ses confrères des autres régions françaises, et il en résultait un surprenant florilège de clichés, la capitale auvergnate passant, aux yeux de certains, pour une bourgade de 20 000 habitants, alors que son agglomération en regroupe un peu plus de 250 000.

Le service du personnel des usines Michelin vit cette réalité de manière concrète

depuis un certain temps, ce qui l'a amené à faire réaliser par des étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand une étude sur le thème suivant : « L'entreprise Michelin éprouve la difficulté de faire venir à Clermont-Ferrand des cadres de haut niveau à cause de la mauvaise image qu'ils se font de la ville et de la région. »

Pour la majorité des personnes interrogées, toutes futures cadres ou ingénieurs, l'Auvergne est « avant tout un pays de fromage, peu industrialisé, accusant également un retard sur le plan culturel et où seul le folklore reste encore dynamique ».

Les Auvergnats sont déçus à réagir contre ces idées reçues, mal reçues. Ils ont de quoi élever leurs drapeaux, ils peuvent rappeler la qualité de leur environnement naturel, la notoriété et l'ancienneté de leur savoir-faire professionnel, le dynamisme de certains de leurs chefs d'entreprise. Ils ont surtout cet incomparable avantage : ils ont toujours disposé en abondance d'hommes de qualité et de pugnacité capables de les aider à franchir les plus périlleuses traverses - nous en décrivons quelques-unes dans ce panorama de la région. Ils seront disponibles pendant, et après, la visite du président de la République.

La gauche et la droite doivent s'unir pour gérer l'« entreprise régionale »

nous déclare M. Maurice Pourchon

M. Maurice Pourchon, quarante-huit ans, professeur d'histoire et de géographie, député PS du Pay-de-Dôme, est président du conseil régional depuis 1977. Il nous a confié ses préoccupations. « Gérer l'entreprise régionale, déclare-t-il, nécessite un réalisme et un consensus. »

« Qu'espérez-vous de la visite du président de la République ? Attendez-vous des aides spécifiques pour la région ou davantage encore ? »

« Je me réjouis, bien entendu, de la visite officielle du président de la République. Elle répond à l'invitation que je lui avais faite au nom de l'Auvergne. Il y a quelques mois. Elle apportera beaucoup à notre région. Pour autant, je me refuse aussi bien à cultiver les illusions qu'à exciter les revendications. Que chaque déplacement présidentiel doive s'accompagner de la distribution d'une sorte de manne providentielle ne me paraît guère conforme à l'idée que nous nous faisons de la République. »

« L'Auvergne sait à quoi s'en tenir sur ce point. S'il suffisait de faire venir un président de la République sur place pour régler les problèmes, l'Auvergne serait déjà tirée d'affaire depuis au moins deux siècles. De plus, en ce qui concerne les aides à l'aménagement du territoire, notre région bénéficie du régime le plus favorable qui soit en France. Aller au-delà serait entrer en infraction avec les directives européennes et serait par conséquent inconcevable. »

« Ce que les Auvergnats peuvent légitimement attendre, en revanche, c'est la compréhension très exacte de leurs difficultés et la manifestation à leur égard d'un principe de la solidarité nationale dépourvu de toute arrière-pensée politicienne. »

« C'est d'ailleurs la philosophie qui a inspiré la rédaction du plan régional et la négociation du contrat de plan avec l'Etat. Nous entendons persévérer dans la même voie. A cet égard, la venue du président permettra, j'en suis convaincu, de venir à bout des dernières incertitudes qui peuvent ici ou là retarder la mise en œuvre du contrat conclu. »

« Par ailleurs, l'actualité économique et sociale suggère des priorités et des urgences. C'est pourquoi je souhaite pouvoir échanger avec le président quelques dossiers brûlants, notamment ceux des bassins industriels traditionnels frappés par la crise, ceux aussi du secteur minier et de certaines branches dépendant de la construction automobile. Je veux parler des bassins de Montluçon-Commentry, de Saint-Eloy-les-Mines, Brasseuse, Brasseuse-Isaure-Sainte-Florine, sans oublier Mersin et même Clermont-Ferrand. »

« Je lui ferais également des propositions quant à l'avenir des élevages. Je ne doute pas que le président de la République, qui connaît bien la région, saura nous entendre et nous comprendre. »

« Quels enseignements tirez-vous de la procédure des contrats de plan dans laquelle vous avez donné le sentiment de beaucoup vous engager ? »

« Premier point en guise de rappel, cette procédure émane de la réforme fondamentale de la planification entreprise par le gouvernement. Le Plan est ainsi devenu l'acte qu'il aurait toujours dû être, démocratique et décentralisé. »

« En Auvergne, nous avons pleinement utilisé les possibilités offertes par la loi du 29 juillet 1982. La concertation la plus large a été menée, sur le plan institutionnel, avec le Comité économique et social par exemple, mais aussi, originalité de notre région, auprès des citoyens dans le cadre d'assemblées régionales du développement et de la planification. »

« Les contrats de plan, pour en revenir à eux, mettent en accord la planification avec la décentralisation régionale. D'autre part, je note que, pour l'Etat, cette procédure rompt avec des habitudes passées : son représentant dans la région s'est en effet engagé, conjointement avec la région, non pas sur une quelconque déclaration d'intentions, mais sur des actions précises et chiffrées, ce qui représente, je crois, une avancée. En Auvergne, ces orientations ont d'ailleurs été unanimement soutenues par le conseil régional, ce qui prouve notamment la validité de l'analyse générale du IX^e Plan. »

« Certes quelques problèmes restent à régler, au moment de la signature des contrats particuliers. Là encore, je remarque que le poids des habitudes acquises se fait sentir dans les administrations centrales. C'est pourquoi le tiers à soulever, c'est que la région entend être un associé à part entière. L'expérience du plan de développement du Massif-Central, dont les modalités d'action écartaient les élus régionaux, a laissé des séquelles, mais je reste optimiste car nous nous trouvons engagés dans un processus irréversible. L'exemple de la création d'une agence régionale du développement, décidée à l'unanimité du conseil régional, est très prometteur à cet égard. Il s'agit d'un véritable outil économique des élus régionaux, puisque c'est dans le cadre de cette instance que les efforts des comités d'expansion, des organismes consulaires, des banques et des grandes entreprises, au premier rang desquelles la manufacture Michelin, vont être associés aux nôtres. Cela pour conforter les PMI à soulever l'armement pour la conquête des marchés extérieurs. »

« Que signifie plus précisément pour vous la politique de décentralisation ? En somme, quel bilan en tirez-vous ? »

« L'essentiel selon moi est que pour l'heure, et sous réserve d'inventaire ultérieur, les textes publiés en la matière permettent désormais une clarification des compétences des différentes collectivités librement administrées. On sait qui fait quoi. »

« Cet aspect est quelquefois sous-estimé, mais, pour nos concitoyens, c'est sans doute le plus important. »

Savoir à quelle instance s'adresser pour résoudre une affaire déterminée ou pour obtenir un financement spécifique, voilà qui rationalise les procédures et raccourcit les délais. Chacun sait maintenant que la commune a en charge la gestion du quotidien, le département celle du social notamment et que la région dispose de compétences économiques. »

« Je voudrais revenir sur le fait que le conseil régional a mis en œuvre une procédure originale de consultation des forces vives en organisant les « assises régionales de développement et de la planification », dans le cadre des onze bassins d'emploi. »

« Près de 3 000 personnes, de tous les secteurs de la vie économique, culturelle et sociale, ont participé à ces consultations et leurs observations critiques ou propositions ont été injectées dans le processus régional. »

cadre régional comme échelon privilégié de développement concerté.

« Je crois également que tous les élus ont apprécié que le pouvoir exécutif leur soit transféré en 1982, avec les responsabilités qui se rattachent à ce transfert. Mais nous pourrions dire à bon droit que la décentralisation est une œuvre achevée lorsque tous nos concitoyens en auront assimilé les implications et les avantages, ce qui de toute évidence demandera du temps. »

« Vous êtes également membre de l'Assemblée nationale. Est-ce que les clivages politiques qui la caractérisent se manifestent avec autant de netteté au conseil régional d'Auvergne ? »

« Non. Beaucoup de clivages nationaux sont largement surfaits. Le fait que, au niveau régional, la droite et la gauche se rapprochent sur des faits concrets surprendrait en d'autres lieux. « Gérer l'entre-

Terres de longue mémoire



PLANTU

Clermont-Ferrand

La capitale de l'Auvergne

- Ville universitaire.
- Centre de recherche originale (du volcan aux pneus ; de la pharmacie à l'espace...).
- Des industries diversifiées, un tertiaire de qualité.
- Ville d'art dotée d'un patrimoine historique, culturel et touristique réputé.
- Un aéroport international.
- Une étape du bon vivre où l'accueil est de tradition.

Point de rencontre privilégié et bien équipé pour les congrès.

Mairie de Clermont-Ferrand
B.P. 60 - 63033 Clermont-Ferrand Cedex
Tél. : (73) 92 42 31 - Téléc. : 990 475 F.

nal de planification. Ce n'est pas là le moindre mérite de la décentralisation qui, seule, a permis cette concertation de grande ampleur. La consultation populaire est venue au confluent de la consultation institutionnelle et c'est la résultante de ces deux courants qui a servi d'axe au plan régional et au contrat Etat-région qui, je le rappelle, a été le premier contrat de plan signé en France, le 27 février dernier, en présence de M. Jean Le Garrec. Voilà ce que représente concrètement pour l'Auvergne la réforme de la décentralisation. Quant au bilan général, je note simplement que la réforme rompt avec un centralisme multiséculaire, et nous met à l'heure de la plupart des pays industrialisés européens qui, tous, ont choisi la

prise régionale », formule que j'utilise à dessein, nécessite avant tout du réalisme et, disons-le, un consensus. En Auvergne, il existe sur des dossiers fondamentaux : contrat de plan adopté à l'unanimité, choix du budget supplémentaire 1984, décision de créer une agence régionale du développement et mise en place d'un programme cohérent d'aménagement du réseau routier, tous ces points adoptés à l'unanimité le 29 juin dernier, le prouvent amplement. Certes, le débat politique n'est jamais épuisé, mais l'accord majoritaire, opposition se fait toujours sur les choix jugés fondamentaux pour l'avenir du développement économique régional. »

Propos recueillis par LIBERT TARRAGO.

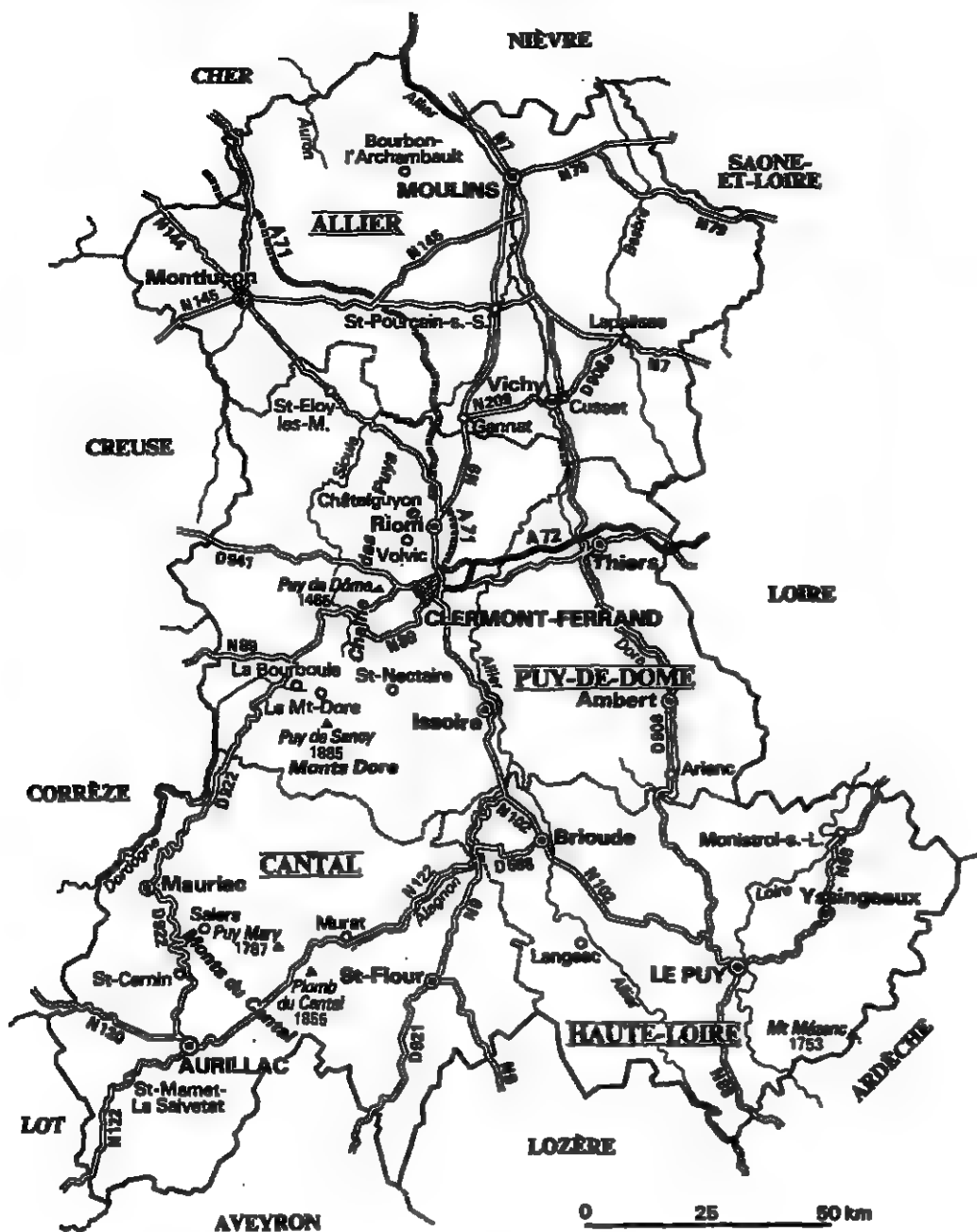
nous formons, nous conseillons, nous gérons
nous conseillons, nous gérons, nous informons
nous gérons, nous informons, nous formons,
nous informons, nous formons, nous conseillons
nous formons, nous conseillons, nous gérons
nous conseillons, nous gérons, nous informons
nous gérons, nous informons, nous formons
nous informons, nous formons
nous formons, nous
nous conseillons
nous

Nous nous occupons de vos affaires.

Chambre de Commerce et d'Industrie
148, bd Lavoisier - 63087 Clermont-Ferrand cedex
Tél. : 16 (73) 37 02 02 - Téléc. : 392 704.

La région et ses chiffres

Quatre départements, le Puy-de-Dôme en tête



Composée de quatre départements (l'Allier, le Cantal, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme), l'Auvergne, avec 26 000 kilomètres carrés, couvre environ 5 % du territoire national. Mais sa population (1 335 000 habitants) ne représente que 2,5 % de la population française. Le Puy-de-Dôme, à lui seul, concentre 45 % des habitants de l'Auvergne.

L'agriculture occupe encore 14,6 % de la population active (la moyenne nationale étant 8,2 %). L'industrie est aussi fortement représentée, mais le secteur des services n'occupe que 50 % de la population active (57,6 % pour la France).

Le taux de chômage par rapport à la population active (9,5 % à la fin de 1983) est un peu inférieur à la moyenne (10,2 %).

Au chapitre agricole, l'Auvergne a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 6,5 milliards de francs (dont 80 % en production animale). Avec 1,4 million de têtes, cette région a 7 % du troupeau national de bovins, et avec 1,8 million d'ovins elle fournit 6 % de la production laitière. L'Auvergne entre enfin pour 6 % dans la production nationale de bois.

L'industrie (29 milliards de chiffre d'affaires) n'entre que pour 2 % dans la valeur ajoutée nationale; 81 % des entreprises ont de 20 à 500 salariés. Les secteurs les plus représentés sont l'automobile (33 % de la main-d'œuvre industrielle régionale), le caoutchouc (30 % des effectifs nationaux), les industries agricoles et alimentaires (12 % de l'effectif industriel total).

Dernier secteur économique important, le thermalisme, puisque 120 000 curistes ont fréquenté les stations en 1983, soit environ 25 % du nombre total des curistes.

UNE « PREMIÈRE » DANS LE CANTAL

Madame le préfet connaît la montagne

ELLE collectionne les ouvrages de science-fiction, ne renâcle pas devant les longues marches à pied, adore glisser sur les pentes neigeuses et regrette de ne pas aller plus souvent au concert... Un sacré bout de femme que M^{me} la commissaire de la République du Cantal. Discrète dans ses tailleurs tout simples : « Je ne me vois pas en crinoline », explique-t-elle. Je tiens à rester en harmonie avec moi-même, or je ne me sens bien qu'en tailleur. Le soir, je préfère le pantalon noir à la robe longue.

C'est quelques jours avant son cinquante-cinquième anniversaire, en janvier de cette année, que M^{me} Hélène Blanc a eu la surprise d'apprendre qu'elle avait été choisie pour devenir la deuxième femme préfet (la première étant M^{me} Yvette Chassagne, préfet du Loiret-Cher de juillet 1981 à janvier 1983 avant de devenir présidente de l'Union des assurances de Paris).

« Surprise quant à la date, tient cependant à préciser M^{me} Blanc. Je ne m'attendais pas en effet à ce que ce soit si tôt. » Mais la nomination elle-même ne lui semble que l'aboutissement logique d'une carrière sans accroc. « Je n'ai pas fait l'ENA explique-t-elle, mais un diplôme d'études supérieures de droit public. J'ai passé ensuite différents concours pour devenir attachée puis attachée principale de préfecture. » Occupant alternativement des postes dans les préfectures et au ministère de l'Intérieur, elle était, lors de la décision du conseil des ministres, sous-préfet de Chalon-sur-Saône « administrateur civil hors classe, 1^{re} catégorie et ayant terminé sa mobilité, souligne-t-elle non sans fierté. C'est le critère classique pour neuf dixièmes de nos collègues masculins. » Une façon de montrer que, si le fait d'être femme n'a pas cette fois gâté sa désignation, c'est avant tout à son professionnalisme qu'elle doit d'être aujourd'hui « préfète ». « Commissaire de la République », reprend-elle doucement.

Un léger sourire se dessine sur ses lèvres, et ses yeux bien-gris pétillent de malice lorsqu'elle évoque ses premiers mois à Aurillac. On l'attendait

au tournant bien sûr : « Chacun s'interrogeait... Déjà quand j'ai été nommée sous-préfet d'Issoudun, il y avait ceux qui se demandaient ce qu'ils avaient fait au Bon Dieu pour tomber sur une des deux seules femmes sous-préfets, et d'autres qui craignaient que je sois une Margareth Thatcher... Cela a dû être la même chose à Aurillac. C'est difficile d'être pionnière, il faut sans arrêt faire ses preuves, montrer qu'on est capable... On grette le premier faux pas, mais il y a des compensations ! Dès que la femme a démontré sa compétence, elle obtient un plus grand crédit que l'homme. »

Peut-être parce qu'elle-même vient d'un pays de montagne — elle est originaire de La Roche-sur-Foron en Haute-Savoie — elle semble avoir adopté assez facilement le Cantal et ses cent soixante mille habitants. Femme de dossier, celui de l'industrie laitière et de ses quotas ne lui a pas fait peur. « Les problèmes de l'agriculture, qui occupe 30 % de la population active, me mobilisent beaucoup. » Estimant que le préfet se doit d'être — entre autres — une courroie de transmission entre l'Etat et les citoyens, elle ne lésine pas sur ses visites au monde agricole. « J'explique que les décisions de Bruxelles et je répercute les revendications des agriculteurs... Préfets et sous-préfets ont, depuis la décentralisation, plus que jamais un rôle d'intermédiaire et de médiateur. Ils doivent veiller entre autres à assurer un équilibre permanent entre l'Etat et les collectivités locales. Préfets et élus, tous en respectant leurs domaines de compétence, sont dans l'obligation de travailler ensemble, de se concerter. »

Soucieuse de ne pas être prise en défaut, consciencieuse, M^{me} Blanc ne cache pas que ses nouvelles fonctions lui demandent une implication totale. « On vit la fonction en permanence, et une femme doit avoir encore plus de rigueur dans son travail mais aussi dans sa vie personnelle qu'un homme. »

CHRISTIANE CHOMBEAU

Au cœur de la France

l'auvergne, une nature vive.

qui bat au rythme de ses monts et de ses sources.



Pour vous accueillir :

- 1350 hôtels classés, logis et auberges de France,
- 2200 gîtes ruraux,
- 400 terrains de camping-caravanage et accueil à la ferme.

APPELEZ-NOUS! (73) 93 04 03

COMITÉ RÉGIONAL DE TOURISME D'Auvergne
43, avenue Julien, 63000 CLERMONT-FERRAND
Télex: 990 529 F.

Michel De
fiasco de F

l'au
des

Un Plan de
qui réunit le
les énergies

CONSEIL RÉGIONAL

مكتبة الأصيل

Les objectifs de l'opposition

Michel Debatisse

et le fiasco de Fontainebleau

C'EST dans la maison de Paladuc, un village du Puy-de-Dôme, que Michel Debatisse se repose entre deux voyages et suit la marche de l'exploitation de 120 hectares qu'il gère avec son frère et un neveu. Ses nombreuses activités l'en éloignent fréquemment.

L'ancien secrétaire d'Etat chargé des industries agro-alimentaires vient d'être réélu député au Parlement européen sur la liste de M^{me} Simone Veil et il continue d'occuper le terrain agricole au titre notamment de président de la chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme, de secrétaire général de la chambre régionale et de président national de l'IFOCAP (Institut de formation pour les cadres paysans et agro-alimentaires) qu'il avait créé en 1967, quatre ans avant son accession à la présidence de la FNSEA.

Autant dire qu'il a suivi avec une attention particulière le sommet de Fontainebleau. Son appréciation tranche nettement par rapport à l'accueil généralement favorable fait à l'accord. Michel Debatisse n'y va pas par quatre chemins : « Ce qui vient de se passer à Fontainebleau est extrêmement grave et, contrairement à ce qui a été dit, lourd de conséquences pour la France et l'Europe. Sans doute un compromis a-t-il été trouvé, mais à quel prix pour notre agriculture ? »

L'ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing redoute que les nouvelles dispositions qui réglementent le financement communautaire ne contiennent implicitement « la reconnaissance du principe d'un juste retour » qui signifie en d'autres termes que chaque paysan aura, à brève échéance, le droit d'être traité de la Communauté de ne pas payer plus qu'il ne touche. La solidarité financière, pierre angulaire de la construction européenne, serait ainsi remise en cause.

Trois faits incitent Michel Debatisse à se livrer à cette interprétation. Il parle de deux décisions et d'une non-décision : « D'abord, dit-il, les Britanniques ont eu, sur l'essentiel, et durablement, gain de cause. Ensuite, le démantèlement effectif est supposé que les échanges agricoles se fassent en ECU. Il n'en est rien. Plus encore, les effets positifs pour l'agriculture française qu'on était en droit d'espérer du démantèlement des montants compensatoires décidé en mars dernier seront, pour une large part, annulés par l'octroi de compensations financières aux Allemands. Enfin, la solidarité financière signifie que les habitants des zones défavorisées fassent l'objet de mesures dérogatoires en raison des handicaps qui leur sont propres. Les quotas laitiers par exemple : le président de la République n'a pas jugé nécessaire que des zones difficiles, comme la Massif Central, en soient épargnées. Pourtant, cela eût représenté un coût minime. »

Les nouvelles certitudes de Jacques Barrot

SAMEDI 30 juin. Le matin, il a inauguré une fabrique de cerceaux à Saint-Pal-de-Mont. L'après-midi, une usine de polypropylène à Retournac et, dans la foulée, une entreprise de linge de maison au Puy. Des fins de semaine comme celles-ci enchantent Jacques Barrot. Il n'est pas peu fier d'expliquer que « son » département, la Haute-Loire, détient le record, pour la région Auvergne, de créations d'entreprises. « Je passe la plus grande partie de mon temps à m'occuper d'économie. Les entreprises cela me plaît ». S'il le pouvait, il prendrait même, volontiers, la tête d'une affaire. Le voilà aujourd'hui homme de gestion, lui que sa formation philosophique, son milieu familial, prédisposaient à être un « homme de doctrine ».

« J'ai modifié, dit-il, l'ordre des valeurs que j'avais défini il y a vingt ans. Désormais, je place en première ligne, la compétence économique, puis le respect des autres, la tolérance et enfin le social, la redistribution des richesses. Je ne suis pas pour autant devenu un homme de droite, ajoute-t-il, mais un homme moderne. » Un homme moderne qui croit notamment aux vertus de la décentralisation, mais déplore le peu d'autonomie véritable des régions et

des départements faute de ressources propres. « Nous sommes toujours tributaires des aides de l'Etat, des fonctionnaires et puis il existe un tel imbroglio administratif avec toutes ces compétences nouvelles et ces financements croisés... »

Quoi qu'il en soit, Jacques Barrot ne pense pas qu'il faille revenir en arrière. « La décentralisation est un fait acquis », souligne-t-il avant de remarquer qu'elle pourrait mesurer fin à « la race des idéologues ». « C'est une formidable machine à donner des responsabilités, elle provoquera une mutation des socialistes qui devront gérer les collectivités dont ils ont la charge en abandonnant tout sectarisme », affirme-t-il.

Les socialistes, en Auvergne sont sur leurs terres : dans le Cantal, l'Allier, le Puy-de-Dôme. Seule la Haute-Loire se distingue : l'opposition détient les deux sièges de députés (M. Barrot, UDF-CDS, pour la première circonscription, et M. Prorai, UDF-PR, pour la deuxième) et les deux sièges de sénateurs (M. Gouteyron, RPR, et M. Chambrard, RJ). Ce qui incite M. Barrot à dire que « toutes les sensibilités de l'opposition sont représentées et sont exprimées par... »

des gens de qualité. Nous formons une équipe, et nous nous sommes répartis les responsabilités. J'ai la chance de pouvoir vivre l'opposition dans mon département de manière très constructive. En Haute-Loire, l'opposition présente un visage uni, ouvert, elle est très active... Elle est telle que j'aimerais qu'elle fixe au plan national », affirme Jacques Barrot, qui en vient à regretter que son département soit rattaché à l'Auvergne, qui n'a pas « la même sensibilité politique » et où les comportements, les attitudes seraient presque, selon lui, plus « archaïques ».

Il remarque cependant qu'il est difficile de transposer en Auvergne les données politiques nationales qui se trouvent ici « infléchies par les affinités de terroir ». « Le RPR, explique-t-il, a été marqué par la silhouette de Georges Pompidou (sauf du Cantal), et celle de M. Giscard d'Estaing reste très présente. Les attitudes se tempèrent de la présence de ces deux visages. »

Elles pourraient aussi être influencées, d'une certaine manière, par la présence à Lyon - qui n'est pas plus éloigné du Puy que Clermont-Ferrand - de M. Raymond Barre.

Secrétaire général d'un parti, le CDS, qui n'en finit pas de dire son attachement à l'ancien ministre, M. Jacques Barrot, comme ces collègues centristes, n'hésite pas à reconnaître qu'il éprouve de la « sympathie » pour M. Barre, qu'il existe de réelles « convergences » dans les analyses, mais il tient aussi et surtout à ce que son parti se comporte en « mouvement d'idées ». « Cela ne doit pas nous empêcher de cultiver certaines sympathies, dit-il, mais sans aller jusqu'à adopter un discours suiviste. Dans ma génération, on a un peu trop tendance à se déterminer par rapport aux hommes. Je crois, pour ma part, que la solidité des rencontres repose sur les idées. »

« Il ne faut pas tout politiser »

M. Barrot n'en dira pas plus, si ce n'est qu'il est opposé à « toute agression inutile », mais ne se veut pas pour autant un « centriste » au sens où « l'indétermination est une ligne de conduite ». Aujourd'hui il est dans son département, il réserve ce genre de débats et d'interrogations aux réunions du conseil politique du CDS. « Il ne faut pas tout politiser, dit-il. La politique ne doit pas tout envahir. Nous serons jugés sur nos comportements d'élus locaux. Je voudrais qu'en Haute-Loire les rapports entre le pouvoir départemental décentralisé et les forces économiques et sociales soient exemplaires... »

Avant de regagner, mardi, Paris, Jacques Barrot se plongera encore dans quelques dossiers, notamment celui de cette entreprise de maçonnerie à Yssingeaux qui emploie une quarantaine de personnes et qui est sur le point de fermer ses portes.

CHRISTINE FAUVET-MYLLA

[Secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot est député de la première circonscription de la Haute-Loire, président du conseil général, premier adjoint au maire d'Yssingeaux. Il a occupé successivement dans les gouvernements de MM. Chirac et Barre les fonctions de secrétaire d'Etat au logement, de ministre du commerce et de l'artisanat, de ministre de la santé et de la sécurité sociale.]

Les leçons des élections

LES TROIS « PRÉSIDENTIELLES »						
	Election présidentielle 1969 (2 tours)		Election présidentielle 1974 (2 tours)		Election présidentielle 1981 (2 tours)	
	Suf. exp.	Vot. obtenus en %	Suf. exp.	Vot. obtenus en %	Suf. exp.	Vot. obtenus en %
Allier	139 603	80 773 (57,85 %)	211 312	96 210 (45,52 %)	223 259	126 240 (56,04 %)
Cantal	77 793	44 510 (57,22 %)	95 796	58 933 (61,51 %)	104 217	44 876 (43,06 %)
Haute-Loire	98 321	62 022 (63,08 %)	120 037	71 657 (59,69 %)	130 397	57 333 (43,96 %)
Puy-de-Dôme	202 346	121 780 (60,18 %)	293 019	152 864 (52,16 %)	331 963	172 043 (51,82 %)
Total région Auvergne	518 063	329 085 (63,52 %)	720 164	379 664 (52,71 %)	791 836	400 494 (50,57 %)

Sur ce tableau sont reproduits les résultats obtenus par les trois derniers candidats à la présidence de la République, dont deux, MM. Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, étaient Auvergnats.

APRÈS LES « EUROPÉENNES »							
	Suf. exp.	UDF-RPR	PS	PC	FN	ERE	VERTS
Allier	150 976	36 554	29 073	31 236	11 581	4 483	4 626
Cantal	70 276	39 303	14 405	5 253	3 274	1 578	1 410
Haute-Loire	88 966	46 301	19 447	4 815	6 962	2 449	2 442
Puy-de-Dôme	226 088	99 390	55 988	21 765	18 037	7 196	6 807
Total région	536 306	243 748	118 913	63 089	39 854	15 706	15 285
		45,44 %	22,17 %	11,76 %	7,43 %	2,92 %	2,85 %

Sur ce tableau figurent les résultats obtenus par les principales listes lors des dernières élections européennes.

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 345.21.62

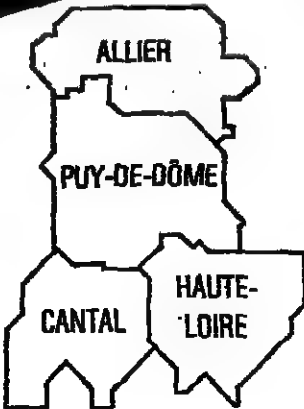
Entre Nord et Sud

l'auvergne, des natures énergiques.

Un Plan de Développement réaliste qui réunit les hommes, les énergies, les ressources.

CONSEIL RÉGIONAL D'Auvergne
13-15, avenue de Fontmaure
63400 CHAMALIÈRES
Téléx : 392 422 F.

(73) 36 36 07



- des industries innovatrices,
- de la matière grise et du savoir-faire,
- un secteur agro-alimentaire, performant,
- un environnement rural de qualité,
- un mieux-vivre préservé.

VOYONS-NOUS!

Deux maires aux affaires

M. Roger Quilliot à Clermont-Ferrand :
« Rien ne sera plus comme avant »

VILLE industrielle au bord de la Limagne, une des plus fertiles plaines de France, Clermont-Ferrand s'est donné depuis des décennies un maire socialiste, et c'est tout naturellement que Roger Quilliot, adjoint de l'immortel Gabriel Montpied, lui a succédé il y a onze ans, élu et réélu au premier tour.

Pourtant, les sympathies des Clermontois, c'est bien connu, vont plutôt à une droite raisonnable, à un centriste sérieux. Cette contradiction apparente tient sans doute au sens du concret de ces citoyens exigeants, sensibles à une gestion rigoureuse et ouverte. Infatigable travailleur, l'universitaire de Nord, grand spécialiste de Camus, aux yeux bleus pétillants, a su se faire adopter par les Auvergnats, qui lui ont tout naturellement confié le siège de sénateur qu'occupait son prédécesseur.

Le maire s'attache depuis plusieurs années à faire disparaître les verrous qui sont la zone du Mazet, dont la réhabilitation entre dans la phase terminale, et le quartier de l'hôpital général, dont les opérations commencent, autour d'un projet de cité judiciaire, sur 1,5 hectare.

Le gros problème de la cité est actuellement l'état de santé de Michelin, dont les pertes se traduisent par des réductions d'emplois : en six ans, au train prévu, la firme aura diminué ses effectifs de 30 %, se séparant de plus de neuf mille salariés. Pour M. Roger Quilliot, l'accord des partenaires (Michelin et ses salariés, les pouvoirs publics, la municipalité) pour conserver à Clermont-Ferrand son titre de capitale européenne du pneu ne doit pas cacher la réalité : « Il faut être lucide, nous a-t-il dit. L'indispensable modernisation de l'usine clermontoise ne permettra pas de revenir au niveau d'emploi du passé. On ne reverra plus trente mille Michelin. Il faudra inventer de nouvelles orien-

tations. Un effort commun pour la diversification est nécessaire ».

Ancien ministre de l'urbanisme et du logement, ayant laissé son nom à une loi qui avait pour objet de rétablir l'équilibre entre locataires et propriétaires, mais qui a eu la malchance de faire ses premiers pas en temps de rigueur anti-inflationniste, M. Quilliot vit aujourd'hui l'application concrète de son texte : « A Clermont, les problèmes sont très limités. Il y a des logements à louer au fond de la rue, mais les loyers sont fort élevés. Le courrier que je reçois sur ce thème vient de Paris. Quant aux problèmes avec les mauvais payeurs, il n'y en a pas plus qu'ailleurs. A l'office municipal d'HLM (huit mille logements locatifs), j'ai chaque mois une dizaine de cas à trancher. Pour la plupart, les locataires s'en vont sans que nous ayons à intervenir. Et je fais expulser les récalcitrants. Les propriétaires privés n'ont qu'à en faire autant. En tant que maire, j'ai mon avis à donner, et je le donne sans complaisance pour les locataires de mauvaise foi. Je dois dire que certains maires de l'opposition n'ont pas cette fermeté et tendent à donner un avis favorable à une expulsion ».

Une relative
de génération

« D'une façon plus générale, je souhaite que Paul Quillès obtienne que la hausse normale des loyers soit celle de l'indice. Trop de gens s'imaginent que la limitation à 30 % est la règle ».

Et la décentralisation, que tout responsable de collectivité locale commence à vivre ? « C'est un des grands événements de cette législature. Les municipalités vont avoir un peu plus de responsabilités. Nous les assumerons. Au niveau départemental, ce sera plus complexe.

La difficulté réelle est celle des mentalités. Il faudra des années et surtout une relève de génération, pour que chacun ait pris conscience de sa marge de manœuvre, qui est importante ».

La rigueur
à l'ordre du jour

Ce n'est pas la première fois que l'actuel maire de Clermont-Ferrand recevra le président de la République. N'a-t-il pas, il y a dix ans, premier maire d'une grande ville à le faire, reçu M. Valéry Giscard d'Estaing ? « C'est le devoir d'Etat d'un maire », Mais M. Quilliot d'entretenant aucune relation officielle avec l'ancien président de la République, qu'il rencontre cependant parfois dans l'aviation. « Nous bavardons courtoisement. Un entretien avec lui est toujours intéressant, car c'est un homme intelligent ». La venue à Clermont de M. François Mitterrand prend un aspect plus personnel, ce qui est normal : quand on reçoit quelqu'un aux côtés de qui on a longtemps combattu et derrière lequel on a, durant quelques années, servi ».

Le jugement que porte Roger Quilliot sur l'exercice du pouvoir par la gauche est tout empreint de solidarité gouvernementale, mais aussi de connaissance rétrospective des difficultés rencontrées. « La marge de manœuvre est étroite, surtout en matière économique », dit-il, avant d'ajouter : « Beaucoup de blocages de notre société ont été levés, y compris au niveau de l'industrie. Un chef d'entreprise m'a confié que la gauche aura beaucoup plus fait pour faire comprendre les besoins de l'industrie que ses prédécesseurs. En fait, elle aura remis la rigueur économique à l'ordre du jour ».

JOSÉE DOYÈRE.

M. René Souchon à Aurillac :
« Nous nous sommes endormis »

DEPUIS le retrait de M. Roger Quilliot, élu sénateur, M. René Souchon reste l'unique représentant de l'Auvergne au gouvernement. « Je ne l'ai pour ainsi dire pas cherché, note-t-il. C'est le président qui m'a appelé au lendemain des élections de mars 1983. Même s'il ne l'a pas voulu, c'est de bon cœur qu'il a accepté le poste de secrétaire d'Etat chargé de l'agriculture et de la forêt, lui l'enfant du Malzieu, en Lozère, issu de ces montagnes pauvres et rudes du Massif Central, versant sud. Avec son père, instituteur infirmier, il a visité les fermes isolées de la Margeride, partageant le jambon et le fromage sur un coin de table. Le montage démané, il connaît !

Mais c'est le Cantal qui l'accueillera comme collègue, d'abord à Saint-Flour, retranchée sur son éperon, puis à Aurillac, « la capitale ». En 1978, à l'âge de trente-quatre ans, le militant socialiste (« tendance Mitterrand, pas CERES ! ») s'empare de la mairie. C'est quasiment une promesse dans un département conservateur et qui, au fil des ans, s'est laissé distancer par ses voisins.

Le ministre de la forêt, aujourd'hui, en conçoit quelques aigreurs : « Nous sommes le département le plus en retard d'Auvergne, dit-il sans fard. Nous sommes complètement enclavés, à commencer par Aurillac. Pour se rendre à Clermont-Ferrand, il faut au moins deux heures de voiture, à condition de bien connaître l'itinéraire et de rouler très vite, sans tenir compte des limitations de vitesse. Quant à Toulouse, n'en parlons pas, c'est épouvantable ! ». Le ministre a tout de même obtenu que, dans le contrat de plan Etat-Auvergne, les 10 kilomètres de la côte des Estresses soient réaménagés, afin d'ouvrir Aurillac sur Toulouse, la métropole vers laquelle regarde le Chataigne-rais et tout le sud-ouest du Cantal.

Le décalage semble l'obsession de René Souchon, qui pète contre les difficultés de liaison avec Paris (le ministre perçoit sous le mon-

tagard) : « Le train le plus rapide met quand même six heures (- le Capitole -) et l'avion que nous avons acheté avec le département et la chambre de commerce coûte environ 850 francs pour l'aller simple... Plus cher que Paris-Nice ! ».

Le secrétaire d'Etat met en cause l'attitude des élus du département. « On a raté l'occasion favorable, déclare-t-il. A part la station du Lioran, sur le plomb du Cantal, on n'a rien fait pendant les années Justes, lorsque la crise n'était pas encore en vue et que Georges Pompidou, enfant de Montboudif, était président de la République... ».

Une mentalité à changer

Tout de même, M. Souchon admet que des progrès ont été accomplis dans certains domaines, notamment l'industrie laitière. « On a fait tout ce qu'on pouvait pour le lait. On arrive aujourd'hui à exporter 40 % de notre production, vers la Grèce, l'Italie, l'Espagne et même les Etats-Unis. Mais tout reste à faire pour la viande ». Le maire d'Aurillac a donc entrepris l'installation d'un abattoir moderne (en cours de finition), près par une société d'économie mixte, tout comme le futur marché aux bestiaux. Mais l'homme qui revendique avoir inspiré la loi sur la montagne, tout récemment votée, déplore que les montagnards auvergnats « attendent toujours la distribution de la manne » au lieu de se prendre en charge. « J'essaie de montrer aux gens qu'ils détiennent une richesse, dit-il, mais il faut les pousser, les convaincre ».

Deux secteurs, selon le secrétaire d'Etat, restent pratiquement en friche dans le Cantal : le tourisme et la forêt. « Les agriculteurs de montagne sont obsédés par l'agriculture de plaine. Lorsqu'on leur propose de diversifier leurs activités et de faire du gîte à la ferme ou d'installer un terrain de camping, ils protestent en revendiquant leur qualité d'agriculteurs à part entière ».

Quant au bois, c'est le même phénomène de rejet que partout en France : il est tout juste bon à composter pour faire une flamme - de plus en plus rarement - mais ce n'est pas une véritable richesse. A peine peut-il servir d'épargne en cas de coup dur ou de besoin soudain.

« A l'étranger, explique René Souchon, qui a sillonné l'Europe pendant la présidence française de la CEE, les paysans vivent parfois à 50 % de la forêt. Chez nous, ils la considèrent comme une zone impropre à la culture, donc non productive. C'est toute une mentalité à changer ».

Un mas culpas, tout de même : le ministre admet qu'il a consacré tout son temps aux négociations de Bruxelles et à la loi sur la montagne (sans parler de sa bonne ville d'Aurillac) et qu'il a négligé la forêt. Mais il promet de « passer la vitesse supérieure » dès cet été. « Nous avons besoin des capitaux étrangers pour développer notre industrie du bois », avoue-t-il. « Surtout les bois d'éclaircie dont nous ne saurons bientôt plus que faire. Il ne nous faut investir dans la forêt ».

L'œil bleu qui ne cille pas, le moustache blonde impassible, René Souchon aligne les certitudes comme un discours programme. Mais ce dont il est le plus fier, visiblement, c'est d'avoir incarné dans un chef-lieu rural une animation culturelle inédite, comme le Festival du film rural, le Festival de la création d'entreprises. Ce qu'il appelle « la dimension économique de la culture ». Pour obtenir ces résultats dans un département éclairci, et même oublié, il faut selon lui tirer le maximum de ficelles. « Le cumul des mandats, c'est une très bonne chose dans un département comme le Cantal. Je regrette d'avoir abandonné la vice-présidence du conseil régional ». Pour compenser, il va recevoir le président de la République dans sa ville, première étape du voyage présidentiel en Auvergne. Un honneur, et une consécration.

ROGER CANIS.

Dans notre Département

coule la jeune Loire,

belle et attirante,
au milieu de la rudesse des montagnes,
nourrie de la pureté des eaux de leurs pentes.

Elle traverse des paysages
d'une grande diversité, qui dégagent
des horizons très amples, annonciateurs
de la douceur méridionale.



L'équipe du Conseil Général se bat pour la Haute-Loire.

Pour vous informer, vous documenter, vous guider :

Conseil Général de la Haute-Loire - Comité d'Expansion Economique - Comité Départemental de Tourisme.
Hôtel du Département, 4, avenue Charles-de-Gaulle - B.P. 310 - 43012 LE PUY-en-Velay. Cedex - Tél : (71) 09.24.12.

Qui

PAR A
Par
mais pas



Import International

مكتبة الشارقة

Des industriels dans le doute

Les ratés de l'automobile

L'EQUIPEMENT automobile occupe une position dominante dans l'économie de l'Auvergne. Réunis, Michelin, Dacellier (groupe Valeo) et Dunlop (Sumitomo Rubber), pour ne citer que les principaux, lui procurent une bonne quinzaine de milliards de francs de revenus chaque année. Mais c'est surtout prise sous son aspect social que cette industrie revêt la plus grande importance. Elle fournit du travail à près de 50 000 personnes. Autrement dit, un tiers des emplois est entièrement lié à l'automobile.

Mais avec la crise dont a souffert et souffre toujours le pneumatique, les maîtres de l'histoire dans le cas de Dacellier, la dépression enregistrée maintenant sur le marché domestique de l'automobile, l'industrie d'équipement n'entraîne plus l'activité régionale. Avec les licenciements décidés chez Dunlop, à Montluçon, qui le seront demain chez Michelin, à Clermont-Ferrand, et probablement aussi chez Dacellier, ce réservoir de main-d'œuvre s'assèche.

De très loin, Michelin est l'entreprise dont l'appartenance à la région a été et reste la plus importante. Jusqu'en 1980, le groupe a été un créateur net d'emplois. En l'espace de trente ans, sa participation sur le marché local du travail a plus que doublé, passant de 10 % de la masse totale des salariés à près de 21 %, avec des effectifs se montant à 25 850 personnes.

Ramené à la seule ville de Clermont-Ferrand, le poids de Bibendum est encore plus impressionnant. Un Clermontois sur deux travaille pour lui. La contribution de la manufacture dans le produit net de la taxe professionnelle perçue par la municipalité s'élève à 44 %. Plus généralement, Michelin participe à hauteur de 28 % à la formation locale des recettes fiscales.

Naturellement, ces quelques chiffres ne tiennent aucun compte de l'activité induite favorisée dans la région par Bibendum et qui est difficile à calculer. Mais Michelin fait vivre à lui seul 638 petites entreprises auxquelles il fait appel pour des travaux de mécanique générale-

ment liés à ses investissements. Ces PME, souvent dirigées par d'anciens « Bibes », qui se sont mis à leur compte, emploient dans la majorité des cas de 5 à 10 personnes.

Michelin est aussi un très bon client pour les transporteurs locaux. Chaque jour, 4 000 « Bibes » utilisent les cars de ramassage.

Les compressions d'effectifs décidées par Michelin (4 920 mises à la retraite d'ici à la fin de 1985, dont 3 880 FNE) mais aussi l'inévitable réajustement des activités auquel ce groupe va procéder pour accompagner son effort de redressement, vont, à tous égards, avoir de sérieux effets sur la vie économique régionale. Et il est à craindre que l'assistance généreuse accordée par Michelin à ses sous-traitants, en coopération avec le conseil régional, ne suffise pas à préserver intact le tissu industriel environnant.

La longue histoire de Dacellier

Gros fabricant de pièces détachées pour l'automobile, Dacellier, dont le plus clair des activités s'exerce en Auvergne (plus de 70 % d'un chiffre d'affaires s'élevant globalement à 1,2 milliard de francs), est lui aussi en proie à de sérieuses difficultés. Mais celles-ci sont davantage héritées de l'histoire. Durant cinq ans, le groupe Valeo a dû, contraint et forcé, partager le capital de cette entreprise avec le britannique Lucas, qui refusait obstinément de quitter la place. Ce n'est qu'en avril dernier, que, plus conciliante, la nouvelle équipe dirigée de Lucas s'est enfin décidée à passer la main en cédant le contrôle de l'affaire pour le franc symbolique avec, à la clé, un prêt permettant de restaurer une situation financière sérieusement dégradée par des déficits à répétition. En effet, aucune grande décision sur un projet d'engorgement n'a pu être prise durant ce mariage forcé.

Aujourd'hui le président de Valeo, M. André Boisson, est bien décidé à remettre de l'ordre dans la

maison. Il n'a pas encore fait part de ses intentions. Mais le groupe se réorganise lui-même par filière de produits. Dacellier n'échappera pas à la règle commune.

Dacellier possède trois importantes unités dans la région d'Auvergne, une à Issoire (démarrateurs, projecteurs, systèmes de signalisation ; 220 millions de francs de chiffre d'affaires ; 1 350 personnes), une autre à Sainte-Florine (petits moteurs de servitude pour essuie-glaces, lave-glaces, produits de sous-traitance pour l'allumage, régulateurs pour alternateurs ; 210 millions de francs de chiffre d'affaires ; 1 000 personnes) et la dernière à Gournay (allumages classiques et électroniques, bobines ; 410 millions de francs de chiffre d'affaires ; 1 500 personnes). A cela il faut ajouter un magasin commercial à Courmon près de Clermont-Ferrand (180 personnes) et des services informatiques à Brassac (80 personnes).

Démarrateurs, alternateurs, projecteurs, régulateurs, sont produits par Valeo dans ses différentes filiales (Cibité, Paris-Rhône, Marchal). La solution d'un transfert de fabrication n'est pas imaginable, car elle se situe dans le droit fil de la logique industrielle adoptée par le groupe. Mais elle présente l'inconvénient d'avoir de sévères repercussions dans les bassins d'emplois d'Issoire, où un habitant sur deux travaille pour Dacellier, et de Sainte-Florine. Sans bien sûr d'être compensée par un apport d'activités nouvelles.

Mais des trois unités, c'est celle de Gournay qui risque de créer le plus de difficultés. Largement dévoté par Renault (filiale de Renault et de Bendix) dans l'allumage électronique, Valeo avait complètement abandonné cette branche industrielle. Il s'y trouve ramené avec Dacellier, qui, certes, possède de solides références comme deuxième fournisseur, de Citroën notamment, et avec ses licenciés en RFA, en Pologne, en Italie et en Colombie, mais n'a pas la taille critique. Il s'en fait bien.

Que faire ? M. Boisson avoue être embarrasé, mais il se garde bien de

révéler ses projets dans l'immédiat. De toute manière, il ne cache pas que des réductions d'effectifs sont inévitables chez Dacellier, mais qu'à cet égard des études seront menées en cas par cas en tenant compte des données locales.

Pour l'instant chacun des établissements Dacellier en Auvergne a été mis au régime du chômage partiel (cinq à six jours par mois).

Les rescapés de Montluçon

Toute proportion gardée, c'est encore Dunlop qui se trouve, si l'on peut dire, dans la position la plus enviable. L'établissement de Montluçon a désormais passé le cap de la fermeture de sa division « pneus poids lourds » et des licenciements (1 000 personnes) ; il peut espérer quelque générosité de son nouvel actionnaire japonais pour l'aider à remonter la pente et innover. Mais les 1 800 rescapés occupés à la fabrication des ballons de tennis, des raquettes, des chambres à air, des amortisseurs vont devoir réapprendre à travailler. Moins mal à côté du chômage et des chutes de recettes causées par la municipalité de Montluçon, autrefois deuxième ville industrielle d'Auvergne, par la faillite de Dunlop-France.

En 1984, le chiffre d'affaires de Dunlop-Montluçon ne devrait guère excéder 300 à 400 millions de francs quand il était largement plus du double. Dunlop était un peu le phare de l'industrie locale. Il a cessé de jouer ce rôle sans grand espoir de le reprendre un jour, sinon dans un autre secteur que celui de l'équipement automobile. Montluçon sera peut-être demain la capitale de la balle de tennis, mais cela dépendra de Sumitomo Rubber, dont les intentions pour l'instant ne sont pas très claires. Son président, M. Sato, devait donner une conférence de presse le 2 juillet, qui a été ajournée sine die. Il est indisposé...

ANDRÉ DESSOT.

Sainte-Sigolène, l'oasis

La crise épargnerait-elle Sainte-Sigolène, en Haute-Loire ? Afin de mieux instruire la procédure du plan d'occupation des sols, la mairie vient de dépouiller un questionnaire proposé aux industriels locaux. Ces derniers prévoient la création de deux cents à quatre cents emplois dans les quatre années à venir. La note de synthèse indique : « Les terrains actuellement utilisés par les établissements industriels couvrent 32 hectares. Les besoins prévisionnels s'élèvent à une douzaine ou à une quinzaine d'hectares. » La commune s'achemine ainsi vers le lancement d'une deuxième zone industrielle de 20 hectares.

Sainte-Sigolène baigne dans l'optimisme : « C'est dans le futur des industriels du pays, bien qu'il soit délicat d'être sain quand le client est malade », dit l'un d'eux. Cette bourgade de 5 052 habitants, dont 1 700 sont des actifs de l'industrie, étale sa prospérité dans un certain désordre urbanistique autour d'un village-centre sans cachet particulier. Outre divers équipements sociaux d'ampleur, faut-il voir un signe d'opulence dans l'imposant parallélépipède de béton et de verre qui abrite la mairie ? Sainte-Sigolène jouit en tout cas de cette réputation à la fin fléchissante puisqu'il est arrivé parfois au maire, M. Jean Saïque, de se défendre au sein du conseil régional d'Auvergne, auquel il appartient, contre des suggestions d'antenne en matière de subventions.

L'expansion de Sainte-Sigolène ne date pas d'aujourd'hui, mais jamais ses vingt-cinq industries n'avaient été aussi directement sollicitées que ces derniers temps : 262 demandes ces six derniers mois. Lyon se trouve à 70 kilomètres, Saint-Etienne à 30. On monte parfois à six par voiture vers cette oasis discrètement indiquée et plantée à 850 mètres d'altitude dans un rocin du désert industriel que représente la Haute-Loire. Sainte-Sigolène consomme 15 % de l'énergie du

département et abrite le tiers du parc des téléscripteurs, c'est tout dire.

La spécificité sigolénienne a souvent attiré les économistes spécialistes du « désert français ». Un quart de la production nationale de polyéthylène sort des usines de la commune. Longtemps capitale de la passenterie et de l'écharpe, elle est devenue celle de l'emballage plastique. De 1950 à 1965, elle a vécu les années euphoriques du textile, puis une cassure en 1967 à la faveur de la crise dans ce secteur. Elle s'en est relevée en se reconstruisant dans le plastique.

M. René Januel, quarantecinq ans, abandonna le textile pour le plastique en 1969. Les quatre entreprises de son groupe emploient 420 salariés. Symbole du dynamisme local, cet ancien élève du collège franciscain Saint-Antoine, de Brive-la-Gaillarde, délaissa par crainte d'enquêter la carrière d'instituteur pour reprendre le petit atelier familial.

« Je crée des emplois avec de la technique », dit-il en montrant sa dernière unité lancée il y a trois mois « pour le plaisir d'entreprendre ». Pragmatique également, M. René Januel rompt de manière originale avec le monolithisme du plastique. L'usine fabrique des cerceaux avec 58 salariés rompus à la commande numérique. Les installations robotisées permettent à la fois un lifting du chèque de troisième catégorie employé et une utilisation totale du bois. La concurrence tire six cerceaux d'un mètre cube. Il en est à sept. Chaque mois, huit semi-remorques remplis de cerceaux prennent la route. M. Januel bouleverse les méthodes de fabrication traditionnelles. Il a vu des vides européennes.

D'autres hommes de son gabarit créatif existent à Sainte-Sigolène. Sous des dehors faussement naïfs, ils pratiquent l'économie comme une compétition. C'est tout dire.

L. T.

LES PRÉOCCUPATIONS D'UN COMMUNISTE

Qui maîtrise Michelin ?

M. André Lajoinie, député de l'Ailier depuis mars 1978 (il avait succédé à Pierre Villos, ancien président du Front national dans la Résistance), président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, est la principale personnalité communiste de la région Auvergne. Il est membre du conseil régional. Il nous a fait part de ses préoccupations.

« C'EST une région qui connaît des difficultés, en premier lieu dans l'industrie, où manifestement une dégradation s'est produite. La manufacture Michelin, qui a une usine au Fay et, essentiellement, l'usine de Clermont-Ferrand, avec plus de vingt mille travailleurs, a subi une régression sensible. »

Dans les dernières années, douze usines ont été construites, dont une seule en France. Il s'agit là d'une politique risquée, dangereuse. Nous ne sommes pas, par principe, contre l'investissement à l'étranger, surtout pour une entreprise aussi importante que Michelin, qui est le numéro deux mondial du pneumatique ; mais il y a eu en ce, et les conséquences sont là : les usines de Clermont ne sont pas modernisées ; l'annonce a été faite de cinq mille suppressions d'emplois, sur le plan national, et de trois mille à Clermont. C'est notre première préoccupation.

En liaison avec Michelin, nous avons eu le problème Dunlop. Je sais bien que Michelin n'est pas responsable du dépôt de bilan de Dunlop, mais nous avons agi pour que Michelin reprenne Dunlop - il y avait des productions qui pouvaient être complémentaires - et Michelin a refusé. Il voulait en fait la liquidation des usines Dunlop et le seul héritage de la marque.

La solution qui a prévalu est un pis-aller. Je n'ai pas de critique à faire au gouvernement sur cette affaire. J'ai beaucoup participé, avec le maire de Montluçon, à cette bataille, et, à mon avis, on ne pouvait pas faire autrement que la solution Sumitomo. Mais il y a huit cent cinquante licenciements « secs », et il faut poursuivre nos efforts pour apporter le complément aux industries que met en place Sumitomo.

Il y a d'autres problèmes : Dacellier, à Issoire, que nous avons réussi à déloger du contrôle britannique, mais il y a des menaces de licenciements, des atteintes aux libertés des travailleurs ; Manurhin, à Cusset, près de Vichy, qui a licencié trois cents à quatre cents travailleurs ; Pottin, à Moulins, qui a licencié aussi plusieurs centaines de personnes et fermé l'usine de Commeny ; à Moulins encore, Hernault-Somus, qui est dans une situation très préoccupante puisqu'on envisage même la fermeture de l'entreprise alors qu'elle produit des machines-outils tout à fait concurrentielles sur le plan international.

Pour tous les dossiers dont je viens de parler, la région a été complètement inexistante et pour cause : elle n'a pas les moyens d'intervenir, bien qu'elle ait des compétences économiques. Je n'en fais grief à personne, mais la décentralisation dans ce domaine n'existe pas. Les dossiers sont traités à Paris. C'est vrai en Auvergne comme ailleurs.

Le rôle de l'Etat

Pour ce qui est du rôle de l'Etat, je n'ai rien à dire dans le cas de Dunlop. Mais pour ce qui concerne Pottin, une entreprise à forte participation des banques nationalisées, nous ne pouvons pas dire que nous avons une attitude très offensive au niveau des pouvoirs publics. De même, Manurhin est couronnée par Matra, société à forte participation de l'Etat ; or les dirigeants de cette entreprise ont une attitude malthusienne, et on ne voit pas une intervention très dynamique des pouvoirs publics.

Michelin, évidemment, est une entreprise privée, qui a sa stratégie. Je ne suis pas sûr que l'Etat puisse faire grand-chose. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avions proposé la nationalisation. Je ne la réclame pas aujourd'hui, mais je pense que c'était, quand même, le moyen de contrôler la politique de cette entreprise. C'est une entreprise familiale, ce qui est assez dangereux pour l'avenir, car on voit bien ce qui s'est passé avec l'empire Schneider et les déboires et les avatars du baron Empain. Le dirigeant actuel, François Michelin, est un homme sans doute de qualité, mais c'est tout de même une situation difficile à accepter qu'une entreprise aussi importante que celle-ci soit soumise à des choix que personne ne maîtrise.

Propos recueillis par PATRICK JARREAU.

Aurillac

trouvez ici
ce que vous avez vainement
cherché ailleurs.

- des opportunités professionnelles,
- un site privilégié,
- un cadre de vie préservé dans une ville moyenne - 33.000 habitants,
- de l'or dans la Jordanne ?

Si l'industrie des orpailleurs n'a aucun fondement historique, le passé industriel et commercial, les activités actuelles manufacturières et agro-alimentaires témoignent du dynamisme d'Aurillac.

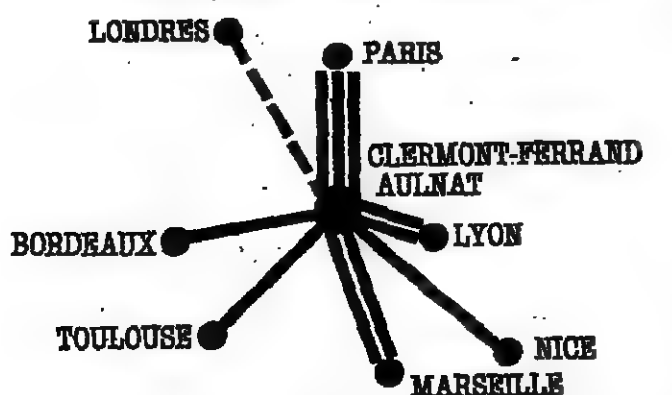
Quelques activités prochaines d'Aurillac :

- 5^e Foire-exposition nationale, du 15 au 23 septembre 1984 ;
- Concours de création d'entreprises "Implantation Aurillac" ;
- 5^e Rencontre "Cinéma et monde rural" et 3^e Festival du film du monde rural, du 15 au 27 octobre 1984 ;
- Journées de l'initiative et Forum du développement local et des Pays, du 14 au 16 novembre 1984.

La capitale de la Haute-Auvergne, chef-lieu du département du Cantal, vous invite.

MAIRIE D'AURILLAC
B.P. 509 - 15005 Aurillac Cedex
Tél. : (0) 48.11.45.

PAR AVION
Paris oui
mais pas seulement !



Aéroport International de Clermont-Ferrand Aulnat
géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie
B.P. 1 - 63510 AULNAT - Tél. : (0) 31 71 00 - Téléc. : 392 704.

L'université sort de son campus

Vichy apprend le français comme le parlent les étrangers

LE Centre audiovisuel de langue moderne de Vichy (CAVILAM) fête cette année son vingtième anniversaire. Cette institution imprègne la vie quotidienne de la station thermale, puisqu'elle accueille 2 500 personnes la fréquentant chaque année avec des variations saisonnières dont les extrêmes se situent en hiver (400 étudiants) et en été (800). Les étrangers forment la quasi-totalité de cette population. Vichy a ainsi trouvé un prolongement à une tradition cosmopolite affirmée il y a un siècle à grâce aux vertus de ses eaux.

L'originalité du CAVILAM apparaît à plusieurs titres. D'abord par son statut, qui procède d'une alliance entre la ville de Vichy et l'université de Clermont-Ferrand, au sein d'une association commune. Ensuite par la nature de l'enseignement qu'il dispense. Le CAVILAM organise des cours intensifs de français à l'intention des étrangers : cours de français général, de français dans les secteurs spécialisés ou encore cours de français pour enseignants étrangers de français.

Le CAVILAM est en quelque sorte la maison du « français opérationnel ». Ainsi, M. Mauguy Pothier se consacre actuellement à des débutants d'origines diverses : un Japonais, directeur adjoint d'une grande banque, qui entame de la sorte un séjour de travail de trois ans en France, un Jordanien, un Égyptien, une Syrienne, un Colombien, deux Autrichiens, etc. Tous veulent, en venant à Vichy, s'adapter le plus rapidement possible au français.

Cette même enseignante a participé en 1978 à l'élaboration d'un cours de « français nucléaire » à la suite d'une demande d'EDF qui venait d'installer une centrale à Koeberg, en Afrique du Sud. Il s'agissait, pour les techniciens de ce pays, de pouvoir travailler sur la docu-

mentation des concepteurs français. Cette méthode a été réutilisée récemment à l'intention de deux groupes d'ingénieurs sud-coréens. Des stages de langue spécialisée sont aussi organisés dans le secteur médical, celui de l'administration, ou celui des relations internationales. Autre exemple : le CAVILAM a effectué une mission en Grèce pour des fonctionnaires locaux appelés à siéger à la CEE.

En ce qui concerne la formation de professeurs étrangers de français sont venus ou continuent de venir à Vichy des Portugais, des Chiliens et des Colombiens, pour lesquels, autre originalité de l'établissement, ont été conçus des programmes spécifiques.

Une des principales vertus du CAVILAM est la souplesse. « Nos principes de travail s'inspirent en permanence d'un triple souci de rapidité, d'adaptabilité et de pertinence dans les actions menées », souligne M. Max Dany, chargé de mission de l'université de Clermont-Ferrand, qui dirige l'enseignement et la recherche, autre secteur actif. A force d'expérience et de réflexion, le CAVILAM est parvenu à s'adapter à une clientèle en quête d'efficacité.

Le Centre peut aujourd'hui accueillir à tout moment des élèves de quelque niveau que ce soit puisqu'ils peuvent se glisser immédiatement dans une quinzaine de « cases » différentes, quelle que soit, également, la durée de leur séjour.

Les responsables du CAVILAM attachent aussi beaucoup d'importance à la réception et à l'animation : accueil systématique en gare, facilités de logement, assistance pour les formalités administratives. Le Centre s'efforce encore d'écarter l'intégration des étrangers dans leur nouvel environnement français.

Lorsque les responsables du CAVILAM parlent de « cohé-

rence », ils entendent rendre évident que le « français opérationnel » repose sur une expérience de vie où la connaissance ne s'arrête pas à la porte des classes.

L. T.

★ CAVILAM, 14, rue Foch, 63200 Vichy. Tél. : (70) 32-25-22.

Clermont-II dans Spacelab-III

LE laboratoire de physique des milieux condensés associé au CNRS et faisant partie de l'université de Clermont-Ferrand est directement intéressé par le lancement de Spacelab-III, le 21 novembre prochain, puisqu'il est prévu, à bord de la navette, une expérience de cristallisation de diode de mercure en état d'apesanteur, mise au point par M. Pierre Brissot, docteur-ingénieur au CNRS.

La même équipe, sous la direction du professeur Robert Cadoret, dans le cadre de la mission Spacelab-I, qui a commencé le 28 novembre 1983, était responsable de l'une des huit expériences françaises des matériaux prévues à bord du laboratoire européen. L'objectif était d'observer les effets de la suppression de la gravité sur la germination et la croissance des monocristaux. Les applications médicales paraissent évidentes pour ce chercheur : on doit pouvoir mesurer la dose d'irradiation d'un malade.

Père du premier cristal créé dans l'espace, M. Pierre Brissot se prend à rêver, dans son bureau du campus de Clermont-Ferrand, au jour où seront fabriqués à la chaîne, dans une station spatiale, des matériaux nouveaux aux qualités originales.

De fait, Spacelab-I a ramené un cristal de diode de mercure

d'une pureté inégalée. Au-delà de la valeur scientifique se profile un enjeu industriel, puisque ce cristal est un détecteur de rayons X - d'où des applications dans le domaine de l'astronomie, de la médecine et de la recherche - et des rayons gamma.

Cette réussite explique que les Américains aient proposé un ticket de vol à ce « client » auvergnat à bord de Spacelab-III. L'expérience à laquelle travaille M. Pierre Brissot, en collaboration étroite avec la NASA et l'astronaute américain appelé à manipuler le four thermique contenant le tube expérimental, revêt un caractère fondamental, car il s'agit d'éprouver une méthode originale qui doit permettre de mieux contrôler la production et la qualité de monocristaux. Les applications médicales paraissent évidentes pour ce chercheur : on doit pouvoir mesurer la dose d'irradiation d'un malade.

Père du premier cristal créé dans l'espace, M. Pierre Brissot se prend à rêver, dans son bureau du campus de Clermont-Ferrand, au jour où seront fabriqués à la chaîne, dans une station spatiale, des matériaux nouveaux aux qualités originales.

L. T.

La musique à l'unisson

ON doit annoncer dans les prochains jours, à Clermont-Ferrand, la création d'un service musical interuniversitaire qui marquera l'aboutissement d'une mission pilote en France confiée, il y a deux ans, à M. Jean-Louis Jam.

Cet animateur-né avait mis en place en 1965, à l'âge de dix-sept ans, l'orchestre universitaire, qui a longtemps comblé le vide musical en Auvergne, aujourd'hui considérablement réduit grâce notamment à l'Orchestre régional, installé en 1981, et à des actions récentes et de longue haleine visant à l'animation dans les départements du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire.

M. Jean-Louis Jam, par ailleurs chef d'orchestre reconnu, dirige ce nouveau service, dont les missions sont ainsi définies : « Proposer, promouvoir, organiser et aider toutes activités à caractère culturel, et plus spécifiquement musical, s'inscrivant dans les missions traditionnelles de l'université, à savoir l'enseignement, la recherche, l'action et la diffusion culturelles. »

Deux décisions concrètes illustrent les intentions du service : les concerts de Musique université, association à l'origine de toute cette affaire, seront dorénavant gratuits pour les étudiants et les scolaires ; il est prévu un enseignement en muséologie dans le cadre de l'Institut d'histoire de l'art. Les cours sont programmés à 17 h 15. Cet horaire n'a pas été fixé au hasard. Il doit permettre aux personnes intéressées et qui travaillent de prendre place sur les bancs de l'université en tant qu'auditeurs libres.

« Grâce à la création artistique, l'université s'ouvre davantage au reste de la population », insiste M. Jean-Louis Jam. Sa mission procédait du même état d'esprit : « Nous avons engagé des actions dans le cadre des activités traditionnelles de l'université, mais également dans les nouveaux secteurs qui s'ouvrent à ses compétences, comme la formation des maîtres de l'éducation nationale. »

L'originalité du nouveau service réside dans le fait qu'il est le produit d'une convergence extrêmement rare de volontés dans un pays comme la France, où la vie musicale est marquée par une nette coupure entre l'éducation nationale, dont la mission est théorique, et la culture ouverte sur la pratique. Or, en la circonstance, les deux ministères marchent la main dans la main.

Il est évident que cette création représente une meilleure prise en

compte de la culture par l'université », se félicite-t-on à la direction régionale des affaires culturelles. Le CROUS joue aussi un rôle important, lui qui a toujours appuyé l'action de M. Jam et de ses amis. Il est aussi remarquable, pour les rémois de la vie universitaire, locale, d'assister à une collaboration aussi nette entre Clermont-I et Clermont-II.

On n'en serait sans doute pas là aujourd'hui sans Musique université, qui fêtera son vingtième anniversaire l'année prochaine et dont la situation de fait et un terrain propice à cette initiative, à l'origine de laquelle se trouve M. Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère des affaires culturelles.

Demain le théâtre et le cinéma

Dans son bureau installé à l'entrée de Clermont-II, M. Jean-Louis Jam résume, avec une passion connue des mélomanes clermontois, l'histoire d'un élan musical en passe d'être institutionnalisé : « Je vous livre ma chronologie de cette réussite. Il y eut, au départ, Musique à université avec sa chorale, son orchestre, son ensemble de musique ancienne et son quatuor à cordes ; puis l'appui donné à l'association par le CROUS, et ensuite la collaboration de plus en plus marquée de l'université ; en 1979, nous avons coproduit Don Giovanni, de Mozart, avec le théâtre universitaire des Chênes Jaunes, qui a été l'occasion d'un article dans le Monde par Jacques Lanchamp, grâce auquel nous avons bénéficié d'une reconnaissance officielle. »

A ce jour, un seul doute subsiste au sujet du nouveau service interuniversitaire. Il porte sur son intitulé, car certains sont tentés d'en élargir le cadre au théâtre et au cinéma, en raison de la place importante que tiennent dans la vie locale le théâtre des Chênes Jaunes et le club universitaire, cousin germain de Musique université.

L. T.

Connaissez-vous le Puy-de-Dôme?

Le Puy-de-Dôme c'est :

Le pôle actif du Massif-Central.

Un département ouvert

bien desservi par la route, le train et l'avion, qui met CLERMONT-FERRAND, sa capitale, à moins d'une heure de PARIS, de MARSEILLE, de BORDEAUX ou de LYON.

Un département dynamique, qui possède :

- de grandes industries, mais aussi un tissu de P.M.I. P.M.E. performantes,
- des activités diversifiées et un bon équilibre entre l'industrie, l'artisanat et le tertiaire,
- un équipement touristique et thermal de renommée internationale,

- une Université comportant toutes les disciplines, dont les plus modernes,
- une recherche scientifique et de haute technologie, publique et privée,
- un enseignement et une formation de qualité.

Le Puy-de-Dôme c'est aussi une terre hospitalière qui offre :

- des montagnes pour l'hiver et des lacs pour l'été,
- un riche patrimoine historique et ses trésors de l'art roman,
- tous les services publics indispensables à la vie, à l'éducation, à la sécurité et au bien-être,
- un parc immobilier important et bien adapté,
- de très nombreuses activités culturelles, sportives et de plein air.

Le Puy-de-Dôme c'est surtout des gens actifs, travailleurs, sérieux et sympathiques. On peut compter sur eux pour résister aux difficultés et bâtir l'avenir.

Avec eux, avec les communes, le Conseil Général du Puy-de-Dôme œuvre au développement économique, culturel et social.

CONSEIL GÉNÉRAL DU PUY-DE-DÔME
Hôtel du département - 18, bd Desaix -
63033 CLERMONT-FERRAND CEDEX
Tél. : (73) 92 42 42.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'EXPANSION ÉCONOMIQUE
148, bd Lavoisier - 63037 CLERMONT-FERRAND CEDEX
Tél. : (73) 37 02 02 - Télex : 592 704 F.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME ET DU THERMALISME
69, bd Gergovia - 63000 CLERMONT-FERRAND CEDEX
Tél. : (73) 93 84 80

Temps de détente

Les Montferrandais découvrent le ballon rond

Un nouveau club de football portera, la saison prochaine, les couleurs de Clermont-Ferrand. Il évoluera en troisième division, et il se donne trois ans, au maximum, pour accéder au niveau supérieur et demander un statut professionnel. Cette création a été l'aboutissement de négociations acharnées et pressées, expliquent que les résultats de l'équipe actuellement en cours de constitution soient attendus avec une certaine impatience. Enthousiasmes et réserves entourent ce dossier sportif.

Les enthousiastes. — Ils touchent d'abord les passionnés du ballon rond, en attente, depuis plusieurs années, d'un meilleur spectacle que celui de l'Association sportive montferrandaise et du Stade clermontois, opérant, jusqu'à présent, en troisième division devant de maigres tribunes. Le nouveau club est le produit d'une fusion des sections football de ces deux clubs omnisports.

De plus — et c'est ce qui motive principalement le président, M. Paul Rey, quarante ans, à la tête d'une PME de bijouterie-joaillerie, — Clermont-Ferrand « doit se doter d'une équipe de football de haut niveau pour s'affirmer, dans ce domaine en vogue, en tant que capitale régionale ».

Ce langage nouveau a permis de déclencher, dans certains milieux économiques locaux, un intérêt dont M. Paul Rey attend qu'il se manifeste par des aides financières dans le cadre d'un budget annuel qui s'élève à 300 millions de costumes.

Les réserves. — Elles se sont exprimées depuis la mise en chantier du dossier, l'année dernière, et continuent, à un degré moindre cependant, à empêcher un consensus absolu. Elles sont dues au contexte historique-sociologique du sport local, dominé, depuis 1911, par la rivalité entre l'AS montferrandaise, club créé par l'entreprise Michelin, et le Stade clermontois, club de la ville et émanation du pouvoir municipal, traditionnellement de gauche. Aussi, entre les sections football des deux clubs, de vieux démons se sont-ils réveillés des deux côtés, surtout

Bach à La Chaise-Dieu

En Haute-Loire, terre de tourisme de plein air — c'est ici que sont nés les gîtes ruraux, — le festival de musique de La Chaise-Dieu en sera cette année à sa dix-septième édition. Il se déroulera du 23 août au 3 septembre. Des forfaits d'hébergement sont offerts. Au programme : la Passion selon saint Jean, de Jean-Sébastien Bach, le Te Deum d'Hector Berlioz, le Messie, de Friedrich Haydn, et la Messe solennelle de Beethoven. Parmi les interprètes on attend Alasdair Wainwright, Lily Laskine et Alexandra Lagoye.

* Comité départemental du tourisme de Haute-Loire, hôtel du département, 4, avenue Charles-de-Gaulle, 43000 Le Puy-en-Velay, tél. : 16 (71) 29-26-85 ; BP 314, 43012 Le Puy Cedex.

Fourneaux de campagne

J'AIME l'Auvergne. Je l'aime au point d'ajouter à l'Alsace, au Puy-de-Dôme, au Cantal et à la Haute-Loire (Auvergne administrative), la Corrèze, la Lozère, l'Aveyron et même, sentimentalement, mon haut Vivarais péteriel. Je ne suis pas le seul : pour les Français, l'Auvergne c'est « tout le centre » !

J'aime l'Auvergne, la terre de granit, de chaîne de volcan éteints, contrée encore méconnue du touriste, à la cuisine comme elle solide, apaisée mais encore sauvage et ignorée.

Pour l'Auvergnat, un chou est un chou, et cette étonnante similitude avec la soupe. Cette soupe-reine je l'ai rencontrée à Chaudes-Aigues, étonnant village autrefois chauffé par son eau qui jaillit du sol à 82°. Ces eaux les plus chaudes d'Europe, il n'est qu'à les mettre au pot pour bien augurer de la soupe. Un vieux Cal-dagésien m'a dit : « Il y a deux sortes de soupes aux choux : la bonne et la meilleure. La mienne est la meilleure ! »

La cuisine, ici, se régit au rythme du temps. Henri Pourrat, l'écrivain du terroir, aime à citer cette phrase de Marguerite Yourcenar : « La cuisine, ce n'est pas de la soupe, c'est la vie ».

Le printemps où les ruisseaux se travestissent en torrents, voit naître les morilles. C'est aussi le temps des pascapoux (crêpes), des bouillottes (pâtisseries de farine de froment, de blé noir, de pulpe de pommes de terre et de poêle), des farinettes (à Stroude on dit aussi « pache »). Et avec la fonte des neiges s'éveillent les truites et, s'il n'est pas de dîner sans fromage, il n'y a pas de festin sans truites.

L'été et les premiers beaux jours font chanter le coq... au vin de Chanturgue, que l'on a dit le premier en date des coqs au vin. Puis, voici le bouff de la Saint-

Jean mitonné avec saucisses, petits pois, qu'on s'ajoute : synthèse, a-t-on pu dire, entre le bourguignon et le cassoulet. Et encore le milliard (qui est le clafoutis régional), le sauté de chevreuil, le gigot « brayade » (les braies de nos ancêtres les Gaulois), les écrivasses. Sans oublier les fromages de Cantal à croûte d'ore et de vermillon (plus elle est épaisse meilleur sera le fromage), ce cantal qui, mêlé aux pommes de terre (les truites du pauvre), donne la truffade ici, la petranque là.

L'automne ramène le gibier (la perdrix est aux choux et le lièvre est « au gîte » — très vieille recette où l'animal plus que cuit, servi sur croûton, est à demi caché par une touffe de feuillage). Les cèpes (en potage, une merveille) et les chanterelles. Le poutou, gâteau d'herbes et de jambon, le chou farci et le porc-lou (saucisse cuite en feuille de chou). Enfin, les pommes (autrefois on ne connaissait pas, heurteux temps, les golden) dont à Magnac on fait une « gourmande ».

L'hiver, enfin, avec sa soupe aux navets et surtout la « tsa ». On disait (et peut-être dit-on encore « faire mongougné ») lorsque la « mongougné » venait aider les ménagères à préparer saucisses, saucissons et bouillottes. C'est aussi la saison du stockfish qui devient « stockfish », des tripoux (petits paquets de tranches de mouton qui diffèrent à Saint-Flour de ceux d'Aurillac, aux mêmes différences de ceux de Chaudes-Aigues). Temps des pâtisseries également, du gâteau de châtaignes aux cornets de Muret, de la fougasse aux tourtes, de la tarte de Vio et des liqueurs de ménage.

C'est la cuisine de femme par excellence. La cuisine des mères (les mères), celles qui chantent-elles l'étre :

Allons, cessez bavarder, Et vous dépêchez un brin. De porter la moutarde Qui accompagne le [boudin] !

Vous trouverez toutes ces recettes et bien d'autres dans le merveilleux bouquin de Suzanne Robaglia : *Marguerite* (Éditions Créer, 63340 Nonette).

Les bonnes adresses en Auvergne ? Les guides vous donneront toutes les haltes renommées où, malheureusement, la cuisine du cru est oubliée sinon méprisée du chef. En dehors de ces étapes, voici quelques adresses respectueuses du terroir.

ALLIER — Charmell : La Musarde (tél. : 32.09.78) aux portes de Vichy ; andouillette à la bourbonnaise, canard à la Du Chambard, saucisson aux grenouilles.

PUY-DE-DÔME — Besse-en-Chandesse : Les Moutons (route de Super-Besse, tél. : 79.51.31) : saumon de fontaine aux champignons sylvestres, pigeonneau au chanturgue.

— Ambert : Le Livradois (1, place Livradois, tél. : 82.10.01), coquelet au vin d'Auvergne, crêpes au jambon.

— Servant : Le Beau Site (en bord de Sioule, tél. : 85.51.47) : jambon cru du pays, truite meunière. Sur commande : gâteau de pommes de terre.

CANTAL — Calvinet : Le Beaujour (route de Maurs, tél. : 48.81.68) : charcuterie du pays, pied de porc farci à l'ancienne, tripoux de Maurs, ficassade de cèpes.

— Chaudes-Aigues : Aux Bouillottes d'Or (10, quai du Remontail, tél. : 23.51.42) : tarte à la tourme, civet de canard, filets de truites aux poireaux.

— Saint-Flour : L'Europe (12, cours des Termes, tél. :

80.03.84) : poutou, tripoux. — Au Rendez-Vous des pêcheurs (à 6 kilomètres, tél. : 80.15.84) : potée, farinette, aligot et tripoux... et les truites !

— A Salers : Les Remparts (esplanade de Barrouze, tél. : 40.70.33) : jambon de montagne, terrine de cèpes, tripoux, poutou.

HAUTE-LOIRE — Pradelles : La Bellevue (avenue du Puy, tél. : 00.80.72) : charcuterie du pays, gratin auvergnat, truites.

— Tence : Grand Hôtel (avenue de la Gare, tél. : 59.82.76) : grande cuisine régionale.

Finalement, est-ce à Paris que vous trouverez la meilleure cuisine d'Auvergne ? En tout cas, partant de cette merveilleuse région gourmande on ne peut pas ne pas citer l'Ambassade d'Auvergne (22, rue du Grenier-Saint-Lazare (9*), tél. : 272-31-22).

Avec ses plats du jour : le lundi : le moutayrol (pot-au-feu des fêtes) ; le mardi : la potée aux cinq viandes et choux braisés ; le jeudi : le cassoulet aux lentilles du Puy ; le vendredi : l'estofinado ; le samedi : le chou farci. Et, tous les jours, les oignons sautés, la soupe aux choux au roquefort, le sauté de pied de porc à la fourme d'Ambert, le boudin aux châtignes, le pied de porc à l'aligot, la fougasse (poitrine de mouton farcie), etc. Un voyage immobile au pays des Auvernes. Une promenade à travers l'appétit d'un terroir !

De quoi vous donner l'envie d'aller voir au pays comment « ça se trafique » lorsque :

Tu leur donnes ce qu'ils doivent manger au juste temps. Tu ouvres ta main et tu comptes de bien tout ce qui respire... O Marguerite !

LA REYNIÈRE.

Le Cantal, nature brillante et accueillante.

Venez découvrir cette immense île volcanique, verte, où la montagne a gardé une nature intacte, d'une beauté à la fois douce et sauvage. Le climat y est tonique et salubre.

Venez longer les multiples branches d'une étoile d'eau qui coule de monts en vallons sur 6000 km de ruisseaux et de rivières et s'étale sur 5000 hectares de plans d'eau.

Venez parcourir à pied ou à cheval ces chemins qui parcourent sur 11000 km et traversent une multitude de paysages variés où règnent l'enchantement et l'harmonie.

Venez en Cantal en été, nous sommes bien équipés pour vous recevoir, en vacances ou en cure thermale. Vous y reviendrez en hiver, profiter d'un domaine skiable de 1500 hectares et de 50 km de pistes à Super-Lioran et de 25 villages équipés pour le ski de fond.

Le Cantal, terre d'avenir.

Venez aussi en Cantal pour parler de l'avenir, le Cantal est prêt à répondre à l'esprit d'initiative. Le Cantal offre des possibilités exceptionnelles pour l'exploitation et la transformation du bois. Il est riche en sources d'énergies nouvelles et économiques, géothermie à 82 °C, hydroélectricité, tourbes et biomasse par exemple. L'agro-alimentaire, déjà important, ne demande qu'à se développer.

CONSEIL GÉNÉRAL DU CANTAL

Hôtel du Département - B.P. 54 - 15018 AURILLAC CEDEX - Tél. : (71) 48 22 17.

MISSION ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT

Hôtel du Département - B.P. 54 - 15018 AURILLAC CEDEX - Tél. : (71) 48 22 17.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME ET DU THERMALISME

Hôtel du Département - B.P. 8 - 15018 AURILLAC CEDEX - Tél. : (71) 48 53 54.



	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	47,00	56,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de paravents.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE MATRA

Filiale en création - orientée sur les marchés en robotique industrielle située en RANJIEU SUD-OUEST crée un poste :

Ingénieur Commercial de formation Technique-Ingénieur futur Directeur Commercial

- Rattaché au Directeur Général, il est chargé de promouvoir et de négocier les contrats de vente des systèmes automatiques pour des applications industrielles en milieu de fabrication, en relation étroite avec les équipes projets.
- Il participera à la mise en œuvre d'une stratégie commerciale et progressivement à la mise en place d'une structure commerciale.
- Cette fonction évolutive conviendrait à un ingénieur de formation, confirmé par une expérience de 5 ans minimum, connaissant les milieux de fabrication (biens d'équipements, machines outils) et rompu aux négociations commerciales.
- Il doit révéler des qualités d'adaptation rapide, le sens de la négociation et des compromis et se fera apprécier par son tempérament «gagnant» et son leadership tout en étant un ingénieur de terrain pragmatique et à l'aise à tous les niveaux de clientèle.
- Anglais courant. Déplacements de courte durée en FRANCE et en EUROPE
- Possibilité de poste aux U.S.A.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1150 (en précisant vos périodes de congés) au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN - YVELINES CEDEX

MATRA

recherche

Ingénieur Grandes Ecoles intéressé par l'assurance qualité

- Pour un programme aéronautique donné, cet ingénieur sera chargé de :
- définir la politique, la qualité, le contrôle, mettre en place et coordonner l'ensemble des actions de contrôle et d'essais dans les Centres de fabrication, dans les différentes phases d'élaboration des produits, du développement à la fabrication en série.
 - gérer globalement les résultats permettant d'établir les synthèses et bilans d'actions.
 - L'esprit de synthèse, la volonté d'entreprendre et de persuader sont indispensables pour réussir dans cette responsabilité fonctionnelle mais très relationnelle, et nécessite une expérience de 2 à 5 ans.
 - Poste situé à VELIZY.

Raf. NK 1148

La division optique crée un poste :

Ingénieur Généraliste

chargé de coordonner les activités contrôle et essais

- Adjoint au responsable du service, il prend en charge l'animation et la coordination des activités de contrôle, essais et qualification des équipements électro-optiques et, à ce titre, il organise l'activité d'une équipe de 12 personnes.
- Il définit la politique et la méthodologie des contrôles et essais ; il planifie, gère et fait la synthèse des opérations techniques, et négocie les clauses techniques et financières avec les ingénieurs d'affaires, et les coopérateurs et sous-traitants.
- Ce poste évolutif nécessite une formation généraliste (mécanique, électronique, optique) confirmée par une expérience de 2 à 3 ans en laboratoire de haute technicité orientée à la fois sur l'instrumentation.
- Des qualités d'organisation et de méthode, et des capacités d'encadrement seront particulièrement valorisées dans cette fonction.
- Anglais courant.
- Le poste est situé à RUEIL (proche du RER).

Raf. NK 1149

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi (en précisant vos périodes de congés) au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN - YVELINES CEDEX

Responsable méthodes comptables

250.000 F

Ce groupe financier est un leader français du crédit et du financement. Sa direction financière recherche son responsable des méthodes et de l'organisation comptables. Animant trois cadres et en collaboration avec les services opérationnels de la comptabilité, il mettra en œuvre de nouvelles procédures comptables et interviendra auprès des directions régionales et des filiales dans un esprit de coordination, de pédagogie et de contrôle. Ce poste évolutif s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (grande école commerciale ou expertise comptable) ayant déjà réussi une expérience de plusieurs années au sein des services comptables d'une grande entreprise du secteur financier. La rémunération annuelle fonction de l'expérience pourra atteindre 250.000 francs auxquels il faut ajouter certains avantages. Ce poste est basé en banlieue Est. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/2546M.

PA

3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Organisme de formation

recherche pour vacataires :

FONCTIONNAIRES

DE CATEGORIE A

pour interventions dans domaines spécifiques : administration (comptabilité publique, gestion de personnel, marchés...)

FORMATEURS

en informatique, droit public, lecture rapide, secrétariat, retraite. Tél. au 588-86-93.

Urgent

POUR ANIMER DES CENTRES D'INFORMATION REGIONAUX CIVIS Conseil recrute des CHARGÉ (E) S DE RELATIONS PUBLIQUES

NOUS SOUHAITONS :

- Minimum 3 ans d'expérience réussie en agence ou chez un annonceur en qualité de responsable de communication (relations publiques).
- Intérêt (et si possible connaissance) des problèmes d'information locale (des activités administratives, pressions locales, population, etc.).
- Capacité à concevoir, préparer et organiser des actions d'information, leurs outils (documents, exposition, etc.) et en assurer le suivi.

NOUS OFFRONS :

- Un poste passionnant en relation avec une équipe de professionnels jeunes, dynamiques et performants.
- Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement du groupe.
- Une rémunération attractive tenant compte de l'expérience, de l'efficacité et de la motivation.

Si vous êtes passionné (e) par la communication et libre très rapidement, écrivez sous réf. CIVIS/RP, Jean-Pierre PIOTET, CIVIS Conseil, 59, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS.

CIVIS conseil



emploi régional

Responsable comptable et administratif

200.000 F

Orléans - La filiale française d'un groupe chimique international, spécialisée dans le traitement et la désulfuration des sols, recherche son responsable administratif et comptable. Basé près d'Orléans, il sera placé sous l'autorité immédiate du directeur général de la société française, et sera en relation fonctionnelle avec le financier du groupe. Assisté d'une équipe de 3 personnes, il sera responsable de tous les aspects administratifs, financiers et comptables de cette filiale (chiffre d'affaires de l'ordre de 30 millions de francs, 30 personnes). Il sera notamment chargé de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, des budgets, du reporting et de l'administration générale. Ce poste s'adresse à un jeune cadre âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure (type ESC + DEC) en équivalent, parlant couramment l'anglais, et possédant une expérience similaire de plusieurs années acquise, de préférence, au sein d'une entreprise de taille comparable. La rémunération annuelle brute, de l'ordre de 200.000 francs, sera négociée en fonction des compétences présentées. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R9067M.

PA

3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

CONTROLEUR DES SERVICES FINANCIERS

Organisation des nations unies, opérant dans le Moyen-Orient avec 17.000 fonctionnaires et un budget annuel de plus de 250 millions de dollars consacré à la prestation des services de secours, de santé et d'éducation aux réfugiés de Palestine, recherche contrôleur pour son Département des finances basé à Vienne (Autriche).

Parmi les fonctions, le contrôle de la préparation du budget annuel de l'Office et des états budgétaires périodiques ; la prescription des normes de personnel, de coût et d'utilisation des fournitures nécessaires à l'établissement des estimations budgétaires ; l'analyse du rapport coût/utilité des programmes de l'Office ; la supervision de la trésorerie ; l'établissement des comptes et la préparation des états financiers ; la réglementation des procédures financières et la supervision des services de traitement des données. Sera parfois appelé à se rendre dans la zone d'activité de l'Office : Liban, République arabe syrienne, Jordanie, rive occidentale et Gaza.

Les candidats à ce poste financier particulièrement important doivent être titulaires d'un diplôme universitaire (de préférence dans le domaine financier) et être affiliés à une association professionnelle d'experts-comptables. Expérience minimale exigée : quinze ans d'expérience, dont dix à un poste de direction de gestion financière. Expérience sur le plan international essentielle. Excellente maîtrise de l'anglais, parlé et écrit, essentielle. Connaissance pratique du français et de l'arabe souhaitée.

Le salaire et les indemnités correspondant à ce poste sont exemptés d'impôts et sont de l'ordre de 62.000 dollars par an, plus d'autres avantages. Envoyer curriculum vitae détaillé au :

Chef de la Division des services du personnel
EVN/9/64 (P)
Siège de l'UNRWA (Vienne)
Centre international de Vienne
Boite Postale 700
A-100 VIENNE (Autriche).

En vue d'ouvrir une licence d'informatique en octobre 1984, l'Université Paris-Nord recrute, dans le cadre de son département de mathématiques

1 PROFESSEUR

et

4 MAITRES-ASSISTANTS D'INFORMATIQUE

Parmi les thèmes possibles de recherche : intelligence artificielle, bases de données, calcul formel

DÉPÔT DES CANDIDATURES AVANT LE 13 JUILLET 1984

Pour tous renseignements, appeler le 521-61-70 poste 40-58.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMESTIQUES » de vouloir bien indiquer le numéro de l'annonce au verso de l'enveloppe et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

URGENT

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'HYDRAULIQUE DE GRENOBLE

recrute pour centre de recherches machines hydrauliques

UN MÉCANICIEN DES FLUIDES

SUR POSTE MAÎTRE-ASSISTANT

Pour conditions validité, dépôt de candidature et retirer dossier, s'adresser Rectorat le plus proche du domicile

Dossier complet à adresser : AVANT LE 12 JUILLET 84

Délai de rigueur en double exemplaire à :

- Rectorat Grenoble : 1 exemplaire.
- Institut National Polytechnique de Grenoble : 1 exemplaire.

Pour renseignements complémentaires : Tél. après 20 h au (76) 87-20-95. Heures ouvrables au (76) 44-82-63, poste 226.

URGENT

LABORATOIRE DE RECH. UNIVERSITÉ DE POITIERS

offre poste

D'INGÉNIEUR

ÉLECTRON.-INFORMAT. Tél. : (49) 58-37-50 ou écrire à C.E.A.T. 43, RUE DE L'AÉRODROME 86000 POITIERS.

NICE, école de français

pour adultes étrangers - recherche

PROFESSEUR

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

exp. pratique VIF et DVV

dossier

Le rapport 1984 de la Cour des comptes

Le rapport annuel de la Cour des comptes pour l'année 1983 a été rendu public, le 29 juin. Une fois l'an, la Cour des comptes sort ainsi de son silence et partage quelques-uns de ses nombreux secrets. Quelques-uns seulement, car le fameux rapport n'est en aucun cas exhaustif — vingt à trente sujets sont retenus sur les quelque neuf cents que les magistrats de la rue Cambon ont traités.

Pour mener à bien son entreprise, la Cour — dont la vocation est d'assister le Parlement et le

gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances — dispose, en moyenne, d'environ cent quatre-vingt auditeurs et conseillers aidés par une centaine de rapporteurs à temps partiel et une soixantaine de fonctionnaires du Trésor et des impôts. Elle possède aussi un pouvoir non négligeable, puisque les secrets bancaires, fiscaux, douaniers, et même le secret de défense nationale, ne lui sont pas opposables.

Non exhaustif — et comment pourrait-il l'être, — le rapport annuel de la Cour des comptes s'efforce depuis quelques années de dégager des lignes de force. En 1983, les gestions de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et des ASSEDIC ont été particulièrement passées au crible. Cette année, c'est aux entreprises publiques que le rapport consacre une large place. Parmi d'autres sociétés, la Société nationale des entreprises de presse (SNEP), EDF, le Crédit agricole mutual, la Société

commerciale de réassurance (SCOR), la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avions (SNECMA) sont donc largement étudiés.

Qu'importe que cet honneur soit assez peu jaloux ! La publication du rapport annuel, au fil des années, est devenue un « moment » de la vie politique. Les comptes — une partie des comptes — sont mis sur la table. Seul le régime de Vichy avait cru bon d'interrompre cette tradition.

La « vieille dame » de la rue Cambon

Tout l'idéal de la Cour des comptes tient en une phrase : « Nous sommes au service de l'Etat, dans sa permanence, c'est-à-dire au-delà des gouvernements qui passent et des majorités, comme d'ailleurs des oppositions. » Une phrase simple, prononcée dans un contexte qui ne l'était guère par M. André Chadenet, premier président de la Cour. C'était le 3 janvier, et les Français avaient découvert quelques semaines auparavant — au hasard des dédales de l'affaire dite des « avions renifleurs » — que l'indépendance d'une institution ne se décrète pas.

Révisée à l'opinion en décembre 1983, cette affaire était à sa manière impitoyable pour la Cour, qui avait accepté en 1978 de faire un rapport à « double fond » sur les comptes de l'entreprise ELF-ERAP. La première partie, consacrée à l'étude de la gestion du groupe pétrolier, avait suivi la procédure normale

nismes de Sécurité sociale ; en 1976, celui des entreprises nationales. Une fonction considérable, délicate, dans laquelle elle a pu trébucher, sinon faillir, comme de l'a vu précédemment, mais qui peut tout aussi bien assurer définitivement « sa permanence (...) au-delà des gouvernements ».

Deux atouts

Au fil du temps, plusieurs textes sont venus consacrer le rôle de la Cour. Ainsi la Constitution de la IV^e République (1946), dans son article 18, qui indique : « L'Assemblée nationale règle les comptes de la nation. Elle est, à cet effet, assistée de la Cour des comptes. L'Assemblée nationale peut charger la Cour des comptes de toutes enquêtes et études se rapportant à l'exécution des recettes et des dépenses publiques ou à la gestion de la trésorerie. » Ainsi la Constitution de la V^e (1958), qui pré-



Dessin de Plantu.

de la Cour ; la deuxième, longue de la Cour des comptes assistée à l'« invention » des « avions renifleurs », avait été remise directement au premier ministre de l'époque, M. Raymond Barre, sans que le Parlement en reprenne copie. Cette dérogation aux traditions et règles de la Cour des comptes aura suffi à révéler le vieux débat sur l'indépendance — réelle ou supposée — d'une institution parfaitement vénérable.

Vieux débat et, à la vérité, vieux combat. Parce que l'indépendance s'arrache, se grignote plutôt qu'elle ne se donne. L'histoire est là qui le montre et le prouve. Citons quelques dates :

• 1807 : la Cour est créée. Sa vocation est claire. Il s'agit de vérifier l'exactitude et la régularité des comptes de l'Etat, des départements et des communes. Sa mission est d'informer l'exécutif.

• 1832 : les compétences de la Cour s'élargissent. Elle assure désormais le contrôle du budget. Son rapport annuel n'est plus seulement remis à l'exécutif, mais aussi au Parlement.

• 1938 : le rapport annuel de la Cour est publié par le Journal officiel.

Bref, dès 1832, la Cour des comptes, juridiction administrative, échappe au poignard d'une relation trop étroite avec l'exécutif pour entretenir des rapports avec le législatif. Ses interlocuteurs se diversifient et son indépendance est renforcée. A la Cour de savoir camper à égale distance de deux pouvoirs en les informant de ses travaux. La neutralité doit lui servir de ligne de conduite : de même que la volonté de toujours conquérir plus de garanties de son indépendance.

De nouvelles compétences ont contribué aussi à lui donner de la force. En 1949, la « vieille dame » de la rue Cambon se voit attribuer le contrôle des or-

ganes dans son article 47. In fine : « La Cour des comptes assiste le Parlement et le gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances ».

Le même verbe revient dans les deux Constitutions : la Cour assiste l'Assemblée nationale (1946), l'Assemblée nationale et le gouvernement (1958). C'est là, à l'évidence, le rôle qui lui est imparti. Nul ne saurait cependant nier que le contrôle des gestionnaires, le contrôle de l'efficacité financière des collectivités locales et des entreprises publiques créent la Cour des comptes d'un réel pouvoir. « Il y a des moments, dit un magistrat de la rue Cambon, où la Cour est la seule à pouvoir dire certaines choses sur la gestion des entreprises publiques. » D'où l'importance d'une Cour sûre d'elle-même, de sa « permanence ».

Dans cette perspective, la Cour dispose de deux atouts. Primo, son statut de juridiction administrative. Les auditeurs, conseillers référendaires, conseillers-maîtres et présidents de la Cour sont inamovibles. Secundo, la procédure qui impose un examen contradictoire des dossiers traités. « Nos procédures sont la clé de notre indépendance », assure un magistrat.

Il n'en faut pas beaucoup plus pour assurer à la Cour un poids, une indépendance qui ne soient pas que théoriques. La procédure de nomination des magistrats dépend cependant encore largement de l'exécutif — le conseil des ministres désigne le premier président, le procureur général, les présidents de chambre et un tiers des conseillers-maîtres, par exemple. D'où la nécessité impérieuse pour la Cour de tracer sa route à équidistance des deux pouvoirs qu'elle assiste. D'où l'importance que pourrait jouer le Parlement... s'il en ressentait plus le besoin.

LAURENT GREILSAMER.

Crédit agricole : coups d'épingle et coups de massue

Dans son chapitre consacré à la Caisse nationale de Crédit agricole, la Cour des comptes donne à la banque verte quelques coups d'épingle assortis de solides coups de massue. Les autorités de tutelle, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Agriculture, dans leur réponse commune, parent les uns et les autres.

La Cour reproche à la CNCA le coût trop élevé de certains films publicitaires, des abandons de créances au profit de filiales en difficulté (Voyage-Consolid), ou dont les besoins financiers seraient disproportionnés par rapport à la part du marché conquise (Eurocard). Elle reproche aussi, lors de la création de plusieurs sociétés civiles de placements immobiliers, l'association avec un marchand de biens, association qui fut sans doute trop profitable à ce dernier.

Les coups de massue : manque de rigueur dans la gestion, notamment dans celui du risque industriel, métier nouveau pour le Crédit agricole, qui n'aurait pas suffisamment de personnel formé à cet effet, un coût trop élevé pour l'Etat de la distribution des prêts bonifiés, un manque de rigueur dans le contrôle des caisses régionales. Le rapport indique notamment que « le tiers de la subvention versée par l'Etat pour permettre l'octroi aux agriculteurs de prêts bonifiés sert à couvrir les marges et commissions de la Caisse nationale et des caisses régionales fixées par les pouvoirs publics ». Et le rapport insiste encore sur la hausse qui manifeste la CNCA à l'égard des activités de certaines caisses régionales, celles de la Haute-Garonne et celle du Finistère.

Le rapport vise l'influence exercée sur la gestion de ces caisses par M. Jean-Baptiste Doumenge à Toulouse et par M. Alexis Gourvenec à Brest, sans toutefois les nommer, ni eux ni les entreprises pour lesquelles le Crédit agricole aurait fait preuve d'un laxisme comble. Le soutien apporté par les ministères de tutelle, dans leur réponse, est total.

Entamée en 1982, la séparation d'avec le marchand de biens est effective depuis janvier 1984. Les anomalies constatées dans l'octroi des prêts ne représentent que quelques milliers d'autorisations préalables ; les marges sur les prêts bonifiés sont effectivement fixées par les pouvoirs publics et ne sont pas supérieures à celles des autres établissements.

En ce qui concerne les facilités accordées aux caisses de Haute-Garonne et du Finistère, les autorités de tutelle ne nient ni les faits, ni leur nécessité, faisant même remarquer que, en ce qui concerne la BAI, société que dirige M. Gourvenec, le Crédit agricole n'a enregistré aucune perte. Les conclusions de la Cour sont même inversées : « Souple des structures » et « initiatives locales », expliquent le développement du Crédit agricole, « le maintien de l'évolution de la charge de la bonification dans un contexte défavorable de hausse des taux », prise de risques « de façon réaliste » — sans pour autant dériorer la situation financière —, « faible pourcentage de créances immobilisées ou litigieuses ». Un vrai satisfecit.

J. G.

Recherche : des contrôles insuffisants

La Cour des comptes a constaté des irrégularités dans la gestion de « fonds de la recherche scientifique et de la technologie ». Ces crédits, placés sous la responsabilité du ministre de l'Industrie et de la recherche, sont destinés non pas à financer le fonctionnement des organismes publics, mais à favoriser le développement de nouveaux thèmes de recherche (1). Or, constatent les rapporteurs, « les contrôles exercés, tant a priori qu'a posteriori, sur la nature et l'emploi des aides accordées sont insuffisants », et les sommes versées n'ont en partie pour effet que de compléter les ressources de fonctionnement de certains organismes ou associations bénéficiaires, « lesquels ne présentent pas un véritable programme de recherches bien défini ». Ils en donnent pour exemple l'impression « presque systématique » des aides accordées à la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MISTIST) ou encore les subventions à caractère général accordées pour des montants élevés au Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA), au Centre mondial d'information et de ressources humaines, ou à l'Institut de recherches économiques et sociales.

En outre, le rapport fait état de l'utilisation irrégulière de crédits d'intervention qui servent en fait au financement de dépenses de personnel, de frais de mission ou de fonctionnement — pratique déjà dénoncée par la Cour des comptes en 1977, et qui s'est poursuivie et même amplifiée — tout particulièrement dans les délégations régionales de la recherche et de la technologie (DRRT).

Dans sa réponse, le ministre de l'Industrie et de la recherche ne conteste pas la justesse des observations des rapporteurs. Il remarque cependant que, au moment où la Cour des comptes a effectué son contrôle, la mise en place de la nouvelle organisation des services gérait le fonds de la recherche ne datait que de six mois, « ce qui a pu expliquer certaines inadéquations de procédures constatées lors de l'enquête ». Il justifie d'autre part les subventions accordées à la MISTIST, au CESTA, au Centre mondial d'information et de ressources humaines, ou à l'Institut de recherches économiques et sociales.

Les crédits représentatifs, en 1983, 742 millions de francs, soit moins de 3 % du budget de la recherche civile et militaire.

(1). Ces crédits représentent, en 1983, 742 millions de francs, soit moins de 3 % du budget de la recherche civile et militaire.

Artisans et commerçants : un grand fouillis dans les régimes de retraite

La situation des régimes de retraite des artisans et commerçants fait l'objet d'une analyse critique. La Cour juge préoccupante leur évolution démographique : le rapport entre le nombre de cotisants et celui de retraités est passé entre 1960 et 1982 de 2,84 à 1,25 pour les artisans et de 2,59 à 0,95 pour les industriels et commerçants (dont il est actuellement de 2,5 environ pour les artisans). Aussi les cotisations et les revenus des placements ne représentent plus que 60 % des prestations chez les artisans, 50 % chez les commerçants.

Cette situation est aggravée par les incertitudes du recouvrement des cotisations, du contrôle de l'assiette et du mauvais recouvrement des cotisations. Fin 1982, les cotisations impayées s'élevaient à 1 884 millions de francs chez les industriels et commerçants, 1 775 chez les artisans (pour un volume de prestations de 9,6 milliards et 8,3 milliards respectivement).

Les appels et le contentieux sont tardifs : à la Caisse interprofessionnelle de retraite des commerçants détaillants de la région parisienne (CIRCD), les cotisations pour les cotisations dues du 1^{er} janvier 1974 au 30 juin 1977 n'ont été adressées qu'à partir de 1978 ; celles concernant les cotisations du 1^{er} juillet 1977 au 31 décembre 1980 ne l'ont pas encore été. « Les commissions de recours gracieux se montrent généralement », note aussi la Cour : à la Caisse des horlogers-bijoutiers, le directeur accorde systématiquement une remise pour des retards sans que les débiteurs aient demandé. Les recouvrements continuent et les actions en justice tardivement engagées par la Caisse vieillesse d'Alsace et de Lorraine des artisans et industriels (CIAVLI) pour des retards de paiements collectifs, lancées par des organisations syndicales entre 1968 et 1975, à la suite de recommanda-

tions du comité départemental des comptes, ont finalement été suspendues sine die.

La gestion administrative de certaines caisses de base est irrégulière, notamment chez les artisans, et mal surveillée par les autorités de tutelle. Le président et le directeur d'une caisse de commerçants ont ainsi engagé en 1979 des travaux d'aménagement d'un local administratif sans disposer des crédits correspondants et imposé au comptable de verser 199 143 F. Dans une autre caisse, un directeur a pu exercer sa fonction huit ans sans que sa nomination ait été approuvée par les autorités de tutelle ; lorsque la commission de discipline a proposé sa rétrogradation à la suite de fautes professionnelles, le conseil d'administration l'a maintenue en poste, jusqu'à l'expiration de son mandat, sans qu'il n'ait été procédé à l'agrément de l'administration, il lui a accordé une indemnité de licenciement qui n'aurait pas dû être versée.

Dans une troisième caisse, l'agent comptable, qui avait donné sa démission avant d'être licencié par irrégularité dans les comptes (refusés par les autorités de tutelle), a pu quitter ses fonctions sans que le conseil d'administration ni les autorités de tutelle aient mis en cause sa responsabilité sur le plan personnel et financier.

Enfin il arrive que des démissions ne soient pas conformes à la réglementation ni à la convention collective. Un directeur de caisse, qui avait interrompu ses fonctions pour maladie a perçu l'intégralité de son traitement pendant neuf mois, alors que la convention collective ne le prévoit que pendant six mois. En démissionnant, l'agent comptable du même organisme a bénéficié de trois mensualités de salaire en vertu d'un règlement intérieur non approuvé par les autorités de tutelle.

La déviation de Saint-Brieuc : de 43 à 199,9 millions de francs

Ouverte à la circulation en juin 1980, la déviation nord de Saint-Brieuc contourne l'agglomération grâce à un tracé de 13,2 kilomètres et vingt-cinq ouvrages d'art. Entre 1972 et 1980, sept révisions successives et douze modifications ou annulations de programme ont intervenues. Le coût total de l'opération est ainsi passé de 43 millions de francs à 199,9 millions de francs. En effet, le coût de deux viaducs n'avait pas été compris dans la première évaluation.

D'autre part, l'appel d'offres lancé en 1976 sur la base d'un avant-projet sommaire « comportait une grave erreur dans l'évaluation des efforts transmis par le tablier aux piles » des viaducs du Gout et du Gouédec. L'administration s'est révisée incapable de redresser la barre et

de contrôler l'entreprise chargée de la construction. Les dépenses de ces deux viaducs ont donc doublé pour s'élever à 98,76 millions au lieu des 43,25 millions fixés par le marché.

Enfin, pressée par l'opinion publique locale, la direction départementale de l'équipement a laissé se poursuivre les travaux alors que les moyens de financement n'étaient pas en place. L'insuffisance des crédits de paiement qui en est résultée a entraîné le versement d'intérêts moratoires à l'entreprise.

Le ministre des transports, qui reconnaît que les problèmes ont été insuffisamment appréhendés dans le cadre des études avant déviation, argue du fait que le temps a manqué pour reprendre le marché à son stade initial.

Entreprises publiques : des diversifications hasardeuses

Sans remettre en cause le principe de la diversification des productions, la Cour des comptes en souligne les risques en citant les échecs de trois entreprises publiques : Renault dans la lyophilisation du café, CDF-Chimie dans les sacs poubelles et le Commissariat à l'énergie atomique dans les pompes.

Ces opérations ont, selon le rapport annuel, faute d'examen technique approfondi, coûté respectivement 700 millions de francs (valeur 1982) à Renault, 85 millions à CEA et 35 millions à CDF-Chimie.

Jet-Sao-Siep, filiale de CDF-Chimie, implantée à Saint-Avoid (Morbihan) et à Auchel (Pas-de-Calais), a vu, selon la Cour, une vision trop optimiste du développement du marché des sacs à ordures ménagères.

Les ventes, inférieures de 29 % aux prévisions en 1980, alors que les

effectifs progressaient de 46 % et que la concurrence produisait à moindre coût, ont conduit à des pertes de 13 millions de francs en 1981, obligeant CDF-Chimie à mettre en place en 1982 un plan de redressement.

Côté Commissariat à l'énergie atomique, la Cour souligne l'échec répété du CEA dans la conduite des affaires de la filiale Safratom-Mengin, spécialisée dans l'équipement des pompes hydrauliques et d'assainissement fonctionnant notamment sur l'énergie solaire. La liquidation de cette société, dont le contrôle du CEA avait été suscité par les pouvoirs publics malgré des résultats négatifs, n'est intervenue que le 1^{er} janvier, après une fusion contestable et une restructuration financière mal préparée.

Pour Renault, les experts de la Cour reprennent l'histoire malheureuse de la Régie dans la lyophilisation du café, déjà soulevée par le Canard Enchaîné. Ils soulignent notamment que la firme automobile ne s'est pas suffisamment soucieuse de la santé financière des sociétés rachetées, de la personnalité douteuse du courrier — un repris de justice français résident en Suisse, déjà condamné pour escroquerie, qui fut chargé d'un bon nombre de transactions — et de la fiabilité des usines de production.

Desserte de la Corse : des bateaux presque vides

La Société nationale maritime Corse-Méditerranée (SNMCM) et les autorités de tutelle ont décidé de privilégier la liaison maritime Nice-Bastia. Le parcours est plus court que par Marseille, et permet de réaliser trois rotations journalières en haute saison et de ne pas équiper les paquebots pour les trajets de nuit.

Dans cette optique, la SNMCM a mis en service en 1981 et en 1983 deux bateaux, l'Estrel et le Corse-2, d'une capacité de deux mille trois cents places et sept cents voitures. « Les taux d'occupation des deux navires qui se partagent le trafic se sont immédiatement révélés décevants : 40,8 % pour l'Estrel en été, et

17,6 % en basse saison ; 42 % et 18,4 % pour le Corse-2. »

La Cour estime que le renforcement de la capacité des lignes de Nice a été décidé « sans études de marché préalables ». Les hypothèses avancées en 1978-1977 conduisent à une croissance du trafic comprise entre 6,5 % et 10 %. Ce qui n'a pas été le cas. D'autre part, la clientèle préfère embarquer à Marseille, qui se trouve au débouché de l'autoroute de la vallée du Rhône et des lignes du TGV. La politique tarifaire a, peu à peu, porté le prix de la liaison au départ de Nice au même niveau que celle réalisée au départ de Marseille. Nice ne présente plus beaucoup d'intérêt pour les passagers.

« Le véritable problème, répond le ministre des transports, concerne le décalage net qui est apparu à partir de 1982 entre les prévisions et l'évolution réelle du trafic. Si les décideurs avaient pu prévoir, plusieurs années à l'avance, que le trafic aurait stagné en 1982 puis régressé de 13 % en 1983, des choix différents auraient sans doute été effectués. Cependant, s'agissant de la desserte maritime de la Corse pour laquelle un dimensionnement adéquat des moyens navals au trafic est un élément très sensible, il est très difficile de prendre le risque d'une insuffisance de capacité. »

CONJONCTURE

Hausse des prix de détail en mai : + 0,5 %

Il faut remonter à 1972 pour trouver une hausse de prix aussi modérée en mai. Cela dit, les pouvoirs publics ne sont pas complètement satisfaits, estimant que les prix des produits manufacturés augmentent trop vite (7,8 % sur douze mois), malgré des progrès de productivité plus importants que dans les services, secteur où les prix progressent de 7,1 %.

Pour 1984, la hausse des prix de détail (en glissement) retenue dans les comptes de la nation est une fourchette de 6 à 7 % (contre 5 % prévus initialement) et de 4 à 5 % pour 1985. Cette relative imprécision s'explique par le fait que M. Delors n'a pas encore fait le choix de la politique des prix qui s'appliquera à la fin de l'année - reconduction du système actuel d'encadrement ou libéralisation - et par les incertitudes qui pèsent sur l'évolution du dollar (une parité de 5 F a été retenue pour 1984).

L'extrême difficulté éprouvée par le ministre de l'économie et des finances pour contenir le déficit budgétaire aux alentours de 3 % du produit national explique probablement cette évolution, une évolution qui pourrait confirmer des hausses de tarifs publics au cours des semaines ou des mois à venir.

	des 12 derniers mois (mai 84/mai 83)	des 6 derniers mois (mai 84/avril 83)	des 3 derniers mois (mai 84/avril 83)	du dernier mois (mai 84/avril 84)
ENSEMBLE	+ 7,8	+ 3,6	+ 1,9	+ 0,5
ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 9,4	+ 3,7	+ 1,8	+ 0,5
Produits à base de céréales	+ 7,9	+ 3,3	+ 1,2	+ 0,1
Vin, alcool, boissons	+ 6,3	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,5
Pain et boulangerie	+ 4,7	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,3
Viandes, volailles, gibiers, produits à base de viande	+ 8,9	+ 3,2	+ 1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 9	+ 4,8	+ 2,3	+ 0,7
Lait, fromages	+ 7,4	+ 3,6	+ 1,5	+ 0,5
Œufs	+ 29,9	+ 5	+ 2,2	+ 1,4
Corps gras et légumes	+ 17,9	+ 6,5	+ 2,2	+ 0,1
Légumes et fruits de légumes	+ 19,4	+ 7,6	+ 3,5	+ 1
Autres produits agricoles	+ 8,9	+ 4,2	+ 2,5	+ 1
Boissons alcoolisées	+ 5	+ 2,9	+ 1,8	+ 0,5
Boissons non alcoolisées	+ 12,9	+ 7,5	+ 4,8	+ 1,2
PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 7,6	+ 3,8	+ 1,9	+ 0,4
Habillement et textiles	+ 18,3	+ 4,6	+ 2,9	+ 0,8
Vêtements de dames	+ 9,6	+ 4,5	+ 3,4	+ 0,8
Autres vêtements et accessoires	+ 11,2	+ 4,9	+ 2,9	+ 0,7
Articles chaussés	+ 3,9	+ 4,2	+ 2,4	+ 0,7
Autres articles textiles	+ 18,9	+ 5,2	+ 3,1	+ 0,9
Autres produits manufacturés	+ 7,1	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,3
Machinerie et outils	+ 4,8	+ 3,2	+ 1,9	+ 0,4
Appareils ménagers électromécaniques et à gaz	+ 6	+ 1,9	+ 1,3	+ 0,4
Autres articles d'équipement de ménage	+ 9,3	+ 4,3	+ 2,5	+ 0,6
Services de ménage, produits ménagers et produits d'entretien	+ 6,2	+ 2,7	+ 1,8	+ 0,4
Articles de toilette et de soins	+ 8,5	+ 2,9	+ 1,6	+ 0,4
Véhicules	+ 8,7	+ 4,6	+ 2,7	+ 0,5
Peinture, vernis, papier, papier peint	+ 8,5	+ 4,7	+ 2,1	+ 0,5
Photocopie, optique, électrosculpture	+ 2,8	+ 1,7	+ 1,1	+ 0,4
Autres articles de loisir	+ 2,5	+ 1,7	+ 1,2	+ 0,6
Combustibles, énergie	+ 4,1	+ 3	+ 0,8	+ 0,9
Télévis et produits manufacturés divers	+ 16,5	+ 4,9	+ 1,7	+ 0,7
SERVICES	+ 6,5	+ 3	+ 1,7	+ 0,7
Services relatifs au logement	+ 8,1	+ 3,9	+ 1,9	+ 0,1
Aux : loyers	+ 7,8	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,1
Sols, personnel, soins d'habitat (1)	+ 7,3	+ 2,9	+ 2,1	+ 0,9
Services de santé	+ 1,4	+ 1	+ 1	+ 0,9
Transports publics de voyageurs	+ 7,2	+ 4,4	+ 2,2	+ 1,7
Services d'entretien de véhicules privés (2)	+ 5,7	+ 3	+ 1,9	+ 0,2
Hôtels, cafés, restaurants, cinémas	+ 7	+ 2,6	+ 1,6	+ 0,8
Autres services (3)	+ 8,1	+ 3,7	+ 1,8	+ 1,2

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en mai 1984 à 148,1 contre 147,3 en avril.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habitat » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchiment, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parking, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi université), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-ménagers, tirage des films, redondance TV, etc.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Atari change de propriétaire. - Atari, un des principaux fabricants américains de jeux vidéo et d'ordinateurs domestiques, change de propriétaire. Le groupe Warner, dont il était la filiale depuis 1976, a revendu la plus grande partie de ses actifs à une nouvelle firme d'information dirigée par M. Jack Tramiel, ancien fondateur du groupe Commodore, chef de file des fabricants d'ordinateurs personnels aux Etats-Unis. Warner ne conservera d'Atari que la branche « machines à sous », la seule rentable. La société de M. Tramiel a réglé son achat sous formes d'actions, les deux priorités, pour 140 millions de dollars, les autres de second rang, pour 100 millions de dollars. Atari avait enregistré l'an dernier un déficit de 338,6 millions de dollars (4,3 milliards de francs).

Le siège de la General Oriental quitte Hongkong. - La General Oriental, société holding du groupe Générale Occidentale dirigé par le financier franco-britannique Sir James Goldsmith, va transférer son siège social de Hongkong aux îles Caïman, paradis fiscal des Antilles. Cette décision est motivée par les « incertitudes économiques et politiques » concernant l'avenir de la colonie britannique, explique dans un communiqué cette société, mettant en avant « la sauvegarde des intérêts des actionnaires ». Dénouement d'une participation directe de 25 % dans la Générale Occidentale.

la General Oriental contrôle la majeure partie des intérêts du groupe aux Etats-Unis, en Europe et en Extrême-Orient.

Etranger

Baisse du chômage en Allemagne fédérale. - Le chômage a encore baissé en juin en RFA, où 2 112 600 personnes, en données brutes, étaient à la recherche d'un emploi, soit 20 600 de moins qu'en mai. Le taux de chômage s'élevait, le mois dernier, à 8,5 % de la population active, contre 8,6 % en mai et 9,1 % en avril.

En données corrigées des variations saisonnières, la situation sur le marché du travail s'est légèrement aggravée, a précisé le directeur de l'Office du travail, M. Heinrich Franke. - (AFP).

Etats-Unis : surenchère pour le rachat de Continental. - Continental, le conglomérat américain qui faisait l'objet d'une offre publique d'achat informelle de la part de Sir James Goldsmith (le Monde du 7 juin), est l'objet d'une nouvelle proposition de rachat. Négociée avec les dirigeants du groupe, cette proposition émane d'un groupe financier privé, constitué notamment par Peter Kiewit Sons, un groupe spécialisé dans la construction, et M. David Murdoch, un financier californien. La contre-proposition (58,50 dollars par action) représente un montant global pour le rachat de Continental de 2,75 milliards de dollars contre 2,5 milliards pour l'offre de Sir James Goldsmith.

AFFAIRES

SELON M. PINEAU-VALENCIENNE

Entre 5 000 et 10 000 emplois pourraient être supprimés dans le groupe Creusot-Loire

Le ministre de l'Industrie et de la Recherche a mis en place, le 3 juillet, une procédure d'urgence pour Creusot-Loire, destinée à amortir les difficultés nées du règlement judiciaire et à rechercher des solutions industrielles. M. Louis Gallois, directeur général de l'Industrie, a été chargé de coordonner les efforts des pouvoirs publics et pourra s'appuyer sur l'action du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI).

M. Fabius, qui présentait ces dispositions le 3 juillet, a indiqué que, sur le plan industriel, « des contacts immédiats ont été pris avec les opérateurs industriels susceptibles d'assurer une reprise » de l'entreprise, dont l'activité « continue, sous

LA FAÏENCERIE DE GIEN ROUVRE SES PORTES

La faïencerie de Giens, mise en règlement judiciaire fin 1980, a rouvert ses portes le 2 juillet en embauchant trente-trois personnes, qui seront une centaine d'ici à quelques jours, a déclaré son nouveau directeur, Pierre Desrois, un industriel de quarante-cinq ans, qui a investi, avec un groupe d'actionnaires, plus de 8 millions de francs (dans une première étape), la faïencerie, créée en 1821, était devenue « une entreprise très lourde et envahie par le passé ». La liquidation de biens avait été prononcée le 7 juin 1984. Le 21 juin, cependant, la justice décidait d'accorder la location-gérance et la cession à forfait de l'ensemble des actifs industriels au groupe représenté par M. Pierre Desrois, qui est aussi délégué de la France, filiale d'une société allemande de céramiques en acier faïencé.

AGRICULTURE

SELON LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

Le revenu des producteurs de lait français pourrait baisser de 10 % à 15 % en 1984

Les dix pays de la Communauté ont définitivement approuvé pendant la semaine les mesures d'exportation fiscale en faveur des agriculteurs ouest-allemands, mesures dont le principe avait été retenu lors du sommet de Fontainebleau. M. Rocard, le ministre français de l'Agriculture, a déclaré qu'il s'agissait d'un « cas de force majeure qui ne saurait s'appliquer à d'autres Etats ». Cette décision a été imposée, a-t-il indiqué, par la baisse des revenus paysans en RFA depuis dix ans. Les organisations agricoles allemandes ont estimé que la mesure allemande exigeait un certain parallélisme. Le gouvernement néerlandais a fixé à 120 millions de florins en trois ans le montant des compensations nécessaires, après le démantèlement progressif des montants compensatoires monétaires positifs. Les agriculteurs néerlandais réclament le triple de cette somme.

En France, la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) estime entre 10 et 15 % la baisse probable du revenu des éleveurs en 1984, le prix du lait n'augmentant que de 3 % à 4 % et les charges de plus de 8 %. M. Michel Ledru, président de la FNPL, qui a été reçu mardi 3 juillet par M. Rocard, a précisé que les éleveurs ne pourraient plus espérer compenser l'accroissement de la hausse des charges par un accroissement du volume des productions. L'intersyndicale des producteurs de lait de l'Ouest a décidé d'organiser une manifestation jeudi 5 juillet à Ancenis (Loire-Atlantique) pour réclamer un prix du lait en juin de 1,64 F le litre, la transparence de la gestion des quotas par les entreprises ainsi que la publication du cahier des charges concernant leur application.

Les industriels de l'alimentation animale sont aussi dans une mauvaise passe. Dans une étude, le Syndicat national des industriels de l'alimentation animale (SNIIA) affirme que le niveau d'activités s'est réduit, pour la première fois en 1983. La seule catégorie d'aliments dont la consommation continuait de progresser, ceux pour les bovins, sera touchée en 1984 par la limitation du cheptel consécutif au plan laitier.

A Bruxelles, la Commission continue de resserrer les cordons de la bourse. Le directeur général adjoint pour l'agriculture, M. Peter Pooley, a indiqué qu'il n'y aurait pas de subventions à l'exportation pour

AUTOMOBILE

LE REDRESSEMENT DE FIAT

La « flexibilité » selon M. Agnelli

De notre envoyé spécial

Turin. - « Nous devons naviguer dans notre mer », M. Giovanni Agnelli, le patron de Fiat, obligé de s'adapter à une Italie où l'instabilité politique est permanente et l'inflation plus forte que dans la plupart des pays concurrents, n'entend pas donner de leçon aux autres constructeurs européens. Chacun dans sa mer.

Pourtant, pour Volkswagen, Renault ou Peugeot - autant de sociétés qui perdent de l'argent, - Fiat pourrait bien être le contre-exemple. Le groupe a doublé son bénéfice en 1983 (214 milliards de francs (1)), contre 111 milliards l'année précédente). Son chiffre d'affaires, qui est passé de 20 600 milliards de francs à 21 900 milliards, devrait encore progresser de 15 % en 1984. Et la plus importante augmentation de capital jamais réalisée en Italie (approuvée par l'assemblée générale des actionnaires le 3 juillet), de 337,5 milliards de francs à 2 025 milliards, devrait lui permettre d'investir 8 000 milliards de francs - 40 milliards de francs - (dont 2 000 milliards en recherche-développement) dans les trois années à venir.

Déjà, en 1983, le groupe Fiat a augmenté ses investissements réels de 10 %, alors que l'industrie italienne a enregistré une baisse des investissements de 12 %. Fiat a, par ailleurs, amélioré sa productivité par salarié, et, malgré l'important effort d'investissement, a encore réduit son endettement. Voilà bien des indicateurs qui rejoignent d'autres sociétés. Mais les actionnaires de Fiat ont été mis en garde : « Votre société n'est pas une île (...), elle ne peut durablement compenser les insuffisances structurelles de l'économie de ce pays. »

Recettes

Le poids politique et culturel de M. Agnelli en Italie est sans commune mesure avec celui de n'importe quel patron français. On le voit quand on l'interroge sur l'instabilité politique, la loge P 2 ou le transfert du footballer Maradona à Naples (« Notre équipe n'a jamais fait de frais pour nous, nous avons un grand joueur péruvien qui a vécu en France... »). Avec ses discours est-il largement à usage interne. Qu'il s'agisse de la nécessité de « réduire - de manière permanente et non occasionnelle - le facteur qui détermine l'augmentation des salaires », ou même lorsque, commentant l'accord « très souple » sur les 38 h 30 hebdomadaires de travail en Allemagne fédérale, il rappelle que les deux tiers des salariés de Fiat travaillent 37 h 30 ; et d'ajouter : « Il serait préférable que l'Europe ne baisse sa durée du travail que lorsque les pays riches - Etats-Unis, Japon - l'auront fait. » Mais s'il n'existe pas moins des « recettes » Fiat : la fameuse « cassa integrazione », qui a permis de résorber le surcoût depuis 1981

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
S.E.-U.	8,6250	8,6275	- 10 + 10	- 25 + 5
S. Can.	6,5321	6,5355	- 22 + 8	- 49 - 11
Yen (100) ..	3,6013	3,6038	+ 177 + 198	+ 354 + 372
DM (100) ..	3,6083	3,6090	+ 158 + 168	+ 318 + 334
Fr. S.	2,7286	2,7221	+ 134 + 144	+ 269 + 282
F.S. (100) ..	15,0864	15,0849	+ 35 + 110	+ 88 + 194
F.S.	3,6651	3,6677	+ 228 + 235	+ 453 + 473
L. (1 000) ..	4,9957	4,9983	- 150 - 124	- 291 - 252
S.	11,5463	11,5557	+ 254 + 298	+ 591 + 559

TAUX DES EUROMONNAIES

	11 3/8	11 3/4	11 3/4	12 1/8	11 15/16	12 5/16	12 11/16	13 1/16	13 1/16
DM	5 1/4	5 5/8	5 1/2	5 7/8	5 5/8	6	6 3/16	6 3/16	6 3/16
Fr. S.	5 5/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 15/16	6 5/16	6 3/8	6 3/8	6 3/8
F.S. (100) ..	11 1/4	11 3/4	11 1/8	11 7/8	11 1/8	11 5/8	11 5/8	12 3/8	12 3/8
F.S.	4 3/16	4 9/16	4 5/16	4 11/16	4 3/8	4 3/4	4 5/8	5	5
L. (1 000) ..	15 3/4	16 3/4	14 3/4	15 3/4	14 3/4	15 3/4	15 7/8	16 7/8	16 7/8
S.	8 15/16	9 5/16	9	9 3/8	9 5/16	9 11/16	10	10 3/8	10 3/8
R. S.	11 9/16	12 1/16	11 3/4	12 3/16	11 15/16	12 3/8	13 1/4	13 1/16	13 1/16

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

VOUS ETES BECASSINE, VOUS REVEZ D'ETRE GOLDORAK ?

Des spécialistes vous proposent de changer d'image en 48h. Cher et pas convaincant.

VOIR

Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.

SOCIAL

Le pari du CNPF pour l'emploi

(Suite de la première page.)

M. Gattaz, en solennisant les engagements de l'organisation patronale sur le terrain miné du chômage, en chiffrant ses promesses avec l'aide d'une « société d'études spécialisées » (1) prend indéniablement des risques. On nous affirmait qu'au lendemain des élections européennes — la perspective d'une alliance politique à droite se précisait davantage pour 1986 — les chefs d'entreprise n'avaient plus qu'à attendre des jours politiquement meilleurs en gelant investissements et embauches. Or le président du CNPF, allant à contre-courant, explique que dans les meilleurs délais — donc pour 1985, année où des responsables, comme M. Yvon Chotard espèrent que la France commencera à bénéficier de la reprise, — les entreprises créeront quatre cent cinquante et onze mille emplois supplémentaires si pour ces emplois elles peuvent à la fois se passer de l'autorisation administrative préalable de licenciement, échapper aux contraintes de seuil d'effectif et bénéficier de quelques exonérations minimales de taxes parafiscales. Au moment où le patronat espagnol se félicite des avantages que vient de lui accorder, pour l'emploi, le gouvernement socialiste de M. Gonzalez, M. Gattaz ne craint pas de proposer une arme qui, si elle est efficace, apportera un profit politique à la gauche.

Un pari risqué

Le pari du président du CNPF est d'autant plus risqué, alors qu'il y a peu encore il prévoyait une révolte des entreprises à l'annonce de la loi professionnelle, qu'il s'engage solennellement sur un chiffre et qu'il lui faudra ensuite — quelle que soit la limite la fiabilité de l'enquête — passer de l'intention à l'acte. Or il y a toujours un écart entre une intention et sa concrétisation en matière d'embauche.

Les entreprises interrogées n'ont pas fait mystère de leur scepticisme. En 1977, lors des négociations sur la loi professionnelle, le CNPF avait refusé, comme le demandaient les syndi-

cats, de s'engager à remplacer chaque prétrétraité volontaire par un jeune chômeur. Aujourd'hui, il s'agit de passer à l'acte. Cela ressemble à un coup de poker — une opération de bluff pour les syndicats — d'autant plus hasardeux que ce n'est pas le CNPF qui directement crée des emplois. Comme pour la durée du travail, il s'en remet, en dernier ressort, à la volonté des entreprises.

M. Gattaz est conscient de ces risques pour son image et pour celle de son organisation. Mais il les prend. Comme au poker, on a envie de lui demander d'étaler ses cartes. « Pour voir », a-t-il répondu, « des fautes et des contradictions apparaissent dans le raisonnement. Sa démonstration laisse à penser, puisqu'il faut des ENCA pour révéler l'embauche, que la conjoncture économique exerce peu d'influence sur les décisions de création d'emplois par les chefs d'entreprise. Si cette conjoncture devient plus favorable, va-t-on voir, en l'absence d'ENCA, des entreprises refuser des marchés, renoncer à la bataille de l'exportation pour ne pas embaucher ? Une telle attitude peut paraître suicidaire. Il y a en France, a expliqué le 3 juillet devant la presse M. Gattaz, de très nombreuses entreprises qui refusent des commandes. Un chef d'entreprise ne tient compte que de l'équilibre de son compte de gestion. Si le risque est trop grand,

il ne le prend pas, ce qui est souvent le cas pour le risque d'embaucher. »

Durée déterminée... indéterminée

Mais si la conjoncture économique reste défavorable, que deviennent les ENCA, à supposer qu'ils aient été acceptés ? Ce sont des emplois nouveaux à contraintes allégées — entièrement dépendants du marché. En fait, il s'agit de contrats à durée déterminée, dont le terme resterait indéterminé. Des salariés menacés de l'épée de Damoclès du sacro-saint marché. Suivant qu'il y aura ou non des commandes, les ENCA seront, d'un mois, de trois mois, de six mois, d'un an ou, vont au-delà de trois ans. Il suffira d'avoir tiré le bon numéro.

Une telle perspective fait penser aux Etats-Unis, ce pays où le chef d'entreprise est théoriquement libre de licencier, où le chômeur est faiblement indemnisé, ce pays qui a créé de décembre 1982 à décembre 1983 quatre millions d'emplois nouveaux. Quatre millions, certes, mais parmi eux combien d'emplois précaires ? Alors qu'en mai 1984, en France, 32,8 % des demandes d'emploi enregistrées provenaient de fins de contrat à durée déterminée, est-on prêt à troquer le chômage contre un emploi précaire ?

M. Gattaz n'a du reste pas hésité à reconnaître que, les ENCA pouvant permettre à des employeurs d'accepter des marchés temporaires — puisque c'est dans l'immédiat un enjeu de négociation, — de transgresser un tabou. Plutôt que d'accorder des aides et des exonérations comme dans les pôles de conversion, explique-t-il, accepter de mettre entre parenthèses l'autorisation administrative de licenciement pendant trois ans pour les seuls

emplois nouveaux qui seront créés, et nous ouvrirons les vannes de l'embauche. On retrouve le bon côté de la médaille. Mais quel est le prix social exigé par le revers ? C'est là où le schéma du CNPF ne manque pas d'adresse. Régression sociale, emplois au rabais, emplois de deuxième choix ?

Mais pas du tout, réplique M. Gattaz. « Nous n'avons proposé cet allègement (des contraintes), a-t-il expliqué, que pour les entreprises qui créaient des emplois nouveaux, des emplois supplémentaires. (...) Les salariés nouvellement embauchés auraient, à qualification égale, les mêmes salaires, les mêmes responsabilités, les mêmes conditions de travail, les mêmes chances de promotion que les autres salariés de l'entreprise. Ils auraient, pour l'essentiel, les mêmes droits et les mêmes garanties. Sur le plan individuel, il n'existerait donc qu'une seule différence, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. (...) Pour le reste, le règlementation actuellement en vigueur s'appliquerait intégralement, tant en ce qui concerne la classification, salaire, congés, convention collective... qu'au moment de la rupture du contrat (procédure préalable, préavis, indemnité de licenciement). » L'épée de Damoclès du marché est plus

Transgresser un tabou

En fait le CNPF demande au gouvernement et d'abord aux syndicats — puisque c'est dans l'immédiat un enjeu de négociation, — de transgresser un tabou. Plutôt que d'accorder des aides et des exonérations comme dans les pôles de conversion, explique-t-il, accepter de mettre entre parenthèses l'autorisation administrative de licenciement pendant trois ans pour les seuls

plusieurs d'entre eux revendiquent justement un statut d'indemnité. Doivent-ils, pour 471 000 emplois solennellement promis, se faire violence et accepter une protection moindre dans certaines conditions ? L'audace leur commanderait de répondre : chiche ! tant il est vrai que rien n'est plus que l'extension du chômage avec tous ses effets de marginalisation sociale. Il ne faut cependant pas rattraper des années de chômage par de nouveaux marginaux de l'emploi précaire.

Pour que le jeu vaille vraiment la chandelle, le CNPF devra accepter quelques garde-fous supplémentaires, puisqu'il en ait déjà prévu quelques-uns. S'il veut moins de réglementation pour ces ENCA — certaines contraintes résultant cependant d'accords contractuels — il devra concéder plus de contractualisation pour ne pas laisser les syndicats sans effet. S'il joue pour ces ENCA délivrés de l'autorisation préalable le jeu de l'information, de la concertation, accordant aux représentants des salariés un droit de regard minimum, il faut lui donner les moyens de faire la démonstration de ce qu'il avance. Le prendre au mot, à son propre jeu. Le défi en vaut la peine et, au bout du compte, le chômage régresse effectivement. Vous avez bien aimé, M. Gattaz, eh bien ! danses marseillaises...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) La société Pragma a précisé le 3 juillet, à propos des résultats chiffrés de son étude, qu'il y avait eu « baisse de coefficients entre 43000 et 51000 emplois ». Parmi les 230 entreprises interrogées, 50 avaient entre 1 et 5 salariés ; 36 entre 6 et 9 ; 30 entre 10 et 19 ; 34 entre 20 et 49 ; 32 entre 50 et 99 ; 20 entre 100 et 499 ; 18 entre 500 et 2000 et 15 plus de 2000 salariés.

LA DÉCLARATION DES DÉPENSES D'ASSURANCE-MALADIE CONTINUE

La croissance des dépenses d'assurance-maladie continue à se ralentir : à la fin de mai, le taux de croissance sur un an a été de 10,1 %, contre 10,3 % fin avril et 11,7 % fin mars.

Ce ralentissement touche à la fois les remboursements d'honoraires privés, qui progressent de 14,3 % en rythme annuel, contre 16,3 % fin avril et 17,3 % fin mars, et les prescriptions (+ 11,8 % contre + 12,4 % fin avril). Il concerne les honoraires dentaires (+ 13,6 % contre + 16 % fin avril) comme les honoraires médicaux (+ 14,6 % contre + 16,4 % fin avril, + 17,3 % fin mars) ; si le nombre de consultations chez le médecin a augmenté de 3,6 % en un an, celui des visites au domicile du malade a diminué de 5,1 %. Si ce mouvement continuait, il permettrait que la revalorisation prévue du tarif des visites et des indemnités de déplacement prévues en janvier 1985 ne soit pas prise en compte dans les discussions tarifaires ultérieures.

Les versements aux hôpitaux publics enregistrent une certaine augmentation (+ 6,9 % contre + 6,4 % fin avril) par la reprise de la facturation des établissements, en retard depuis le début de l'année (1) ; pour les établissements privés, en revanche on constate une légère décélération (+ 10,6 % contre + 10,9 % fin avril).

(1) Si l'on tenait compte des acomptes versés à ces établissements, la progression serait de 11,9 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

STEM

L'Assemblée générale des actionnaires de la STEM, qui s'est tenue le 26 juin 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui, après 33 285 585,07 F d'amortissements contre 36 168 514,10 F pour l'exercice précédent, et dotation de 2 600 000 F à la provision pour dépréciation des titres de participation et 2 000 000 F de la provision pour risques, se soldent par un bénéfice net de 13 038 133,22 F, contre 10 131 255,49 F pour l'exercice précédent.

Elle a décidé la répartition aux 391 498 actions qui composent le capital social depuis sa dernière augmentation en 1982, d'un dividende de 25 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 12,50 F.

Ce dividende sera mis en paiement le 17 juillet 1984 contre le coupon n° 38. Elle a, en outre, renouvelé le mandat d'administrateur de M. Jean Loyrette, qui venait à expiration.

Les comptes consolidés du groupe STEM font ressortir une situation nette de 116 212 270,84 F, soit 296,84 F par action, montant qui reste notablement inférieur à ce que donnerait actuellement une évaluation réelle des actifs.

Par suite de l'intégration proportionnelle des filiales industrielles, REMA-FER et FERIFOS, le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1983 est resté à 169 573 544,83 F, au même niveau que celui de l'exercice précédent ; le bénéfice net consolidé propre au groupe ressort à 10 569 277,79 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



FRANCIC

Société d'investissement à capital variable SICAV

groupe CIC

L'Assemblée générale des actionnaires, réunie le 27 juin 1984, sous la présidence de M. Olivier Moulin-Roussel, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 mars 1984, ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de 12,75 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 1,35 F, soit un revenu global de 14,10 F, représenté par le coupon n° 7.

Ce dividende a été mis en paiement le 28 juin 1984, à 12 heures, aux guichets de Crédit Industriel et Commercial de Paris et des autres banques du groupe CIC.

COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS, DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATIONS PÉTROLIÈRES

« COPAREX »

L'Assemblée générale des actionnaires, réunie le 28 juin 1984 sous la présidence de M. Jean-Noël Mathieu, a approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui se soldent par un bénéfice net de 36 931 075,34 F, après amortissements et provisions pour un montant total net de 76 954 479,34 F. Une somme de 17 642 721,60 F a été affectée à la distribution du dividende, 10 000 000 F portés à un compte de réserve générale et 17 706 543,05 F reportés à nouveau.

Le dividende net pour chacune des 1 400 216 actions de 100 F s'élève à 12,60 F, auxquels s'ajoute un avoir fiscal de 6,30 F, représentant un revenu global de 18,90 F par action. Cette distribution respecte les recommandations de limitation des dividendes faites aux sociétés par les pouvoirs publics.

ROCHEFORTAISE SA

L'Assemblée ordinaire du 26 juin a approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui se sont soldés par un profit de 9 818 631 F, affecté au compte report à nouveau.

Les comptes consolidés font apparaître une situation nette de 18 069 000 F, en augmentation de 8 834 000 F sur 1982.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 78 082 000 F contre 57 570 000 F en 1982.

L'amélioration des marges a permis de dégager un bénéfice d'exploitation en augmentation de 7 153 000 F. Compte tenu des pertes et profits divers et des plus-values sur la cession de titres de participation, le bénéfice net (part du groupe) s'élevait à 13 046 000 F.

Dans son allocution, le président a indiqué que l'année 1984 devrait voir la consolidation du redressement de la société et, par suite, sous cette réserve et beaucoup de prudence, la reprise du dividende.

Les actionnaires auront la possibilité de déduire une somme équivalente au montant de leurs dividendes bruts, avoir fiscal compris, pour soustraire des actions nouvelles en franchise totale du droit d'entrée jusqu'au 28 septembre 1984.

Au cours de cette réunion, le président a souligné le rôle de tout premier plan des banques du Groupe CIC pour l'apport de titres nouveaux aux sept Bourses françaises : sur quarante-cinq introductions au second marché depuis février 1983, ces banques ont été présentes dans dix-sept opérations et chefs de file dans six d'entre elles. De même, et cela en gage de l'avenir, elles ont été coconcernées à la création de Fonds communs de placement à risques.

Dans son allocution, M. Jean-Noël Mathieu a fait remarquer que les comptes de l'exercice 1983, et tout particulièrement les comptes consolidés présentés, reflètent pleinement le résultat de l'opération d'apport, réalisée à la fin de 1982, qui a donné à Coparex la maîtrise totale des filiales norvégiennes, hollandaises et canadiennes, la dotant aussi de participations minoritaires dans des sociétés de production en plein rendement. Ceci a permis de faire état d'un résultat consolidé de 62,29 F par action, contre 27,09 F en 1982.

M. Jean-Noël Mathieu a également présenté dans son allocution les faits marquants des activités sociales au cours du premier semestre 1984. A l'exception de la filiale minière espagnole, dont la production de tungstène reste encore inférieure aux prévisions, ces activités se sont poursuivies de façon favorable. En effet, le progrès des productions de pétrole et de gaz, la relative stabilité du marché de ces produits, jointe à l'exceptionnelle fermeté du dollar, permettent d'estimer le chiffre d'affaires consolidé du semestre à 234 millions de francs, en progrès de 28 % par rapport au premier semestre de 1983.



Cofacredit

L'Assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 16 mai 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 tels qu'ils lui ont été présentés et qui font ressortir un bénéfice de 3 608 951 F contre 1 820 413 F en 1982.

Ces résultats, qui ont été obtenus grâce à 200 000 F de profits d'exploitation et à 1 600 000 F de profits financiers et exceptionnels, peuvent être considérés comme satisfaisants. Par ailleurs, les comptes du premier trimestre 1984 confirment la poursuite de la croissance et du développement des résultats d'exploitation.

On rappelle que Cofacredit, au sein de laquelle l'actif financier, le fonds français de l'effacement, la COFACE, la BFC, le CIC et le Crédit du Nord ont associé leur savoir-faire et leurs réseaux, fournit aux PME/PMI françaises les moyens de financer et d'assurer leurs opérations d'exportation dans le monde entier.

SALVEPAR

Assemblée générale des actionnaires

Réunie le 29 juin 1984 sous la présidence de Monsieur Gilles VIENOT, l'Assemblée générale des actionnaires a approuvé les comptes de l'exercice 1983, faisant apparaître un bénéfice net courant de F 143 965 (contre F 6 415 833), auquel s'ajoutent F 685 736 de plus-values. En application des recommandations gouvernementales, le dividende a été limité à F 24 par action (contre F 20,80), constituant avec l'impôt déjà versé au Trésor une diminution globale de F 36 (contre F 31,20). La masse répartie atteint F 4 787 544 contre F 3 630 558 en augmentation de 31,90 %. Le report à nouveau passe de F 9 181 437 à F 12 642 808.

A l'issue de l'Assemblée, le Président a exposé les modalités et la finalité de l'accord intervenu entre le groupe ferroviaire et SALVEPAR au sujet du groupe CALBERSON. Puis, il a ajouté :

« Si l'on en vient, maintenant, aux seuls intérêts financiers de SALVEPAR, je crois pouvoir résumer ainsi les conséquences de cet accord :
— Nous conservons dans CALBERSON, dont l'avenir nous paraît très prometteur, une position dominante de minoritaire qualifiée (34,54 %).
— Nous diversifions nos intérêts financiers par une participation directe chez FRANCE LOCATION, une entrée dans SFTC, un appétit renforcé de trésorerie permettant l'acquisition de notre portefeuille de titres de placement et l'acquisition ultérieure de participations complémentaires.
— Nous augmentons substantiellement nos ressources, notamment sous l'effet d'une politique de distribution plus hardie du Groupe CALBERSON, dans le cadre de son introduction en Bourse.
— On peut estimer que nos engagements de dividendes, qui avaient atteint quelque 9 millions en 1983, s'élèveront, en 1984, à 18 millions (auxquels s'ajoutent, de manière exceptionnelle et non répétitive, 5 millions, du fait de l'annulation du déficit de distribution qu'entraîne l'effet d'attente). Nous aurons ainsi les moyens d'une politique de distribution sensiblement plus large.
— Enfin, les différentes opérations envisagées feront apparaître la forte sous-évaluation de certaines de nos participations sur laquelle votre conseil, à diverses reprises et cette année encore, a attiré votre attention. C'est seulement après l'introduction en Bourse de CALBERSON que pourront être exactement chiffrées les plus-values de l'exercice. Pour s'en tenir aux ordres de grandeur, je dirais qu'elles ne devraient pas être inférieures à 125 millions.
— En conclusion, je crois que, sous réserve de la pleine mise en œuvre de l'accord dont je viens de vous entretenir, on peut considérer que l'année 1984 marquera une étape fort importante dans le développement de votre société.
— Je vous remercie, Mesdames, Messieurs, de votre attention. »

Trade Development Bank (France) S.A. Filiale de l'American Express International Banking Corporation

Un regroupement est intervenu entre les activités bancaires, financières et immobilières de l'American Express International Banking Corporation et celles de la Trade Development Bank (France) S.A.

Les particuliers disposent de services étendus en matière de gestion de patrimoine. La Direction est assurée par M. Michel EYOST, Président Directeur Général et par M. Jean-Philippe GIRAUD, Directeur Général adjoint. Les sociétés de MM. Gérard BOTTIER, Robert HENRIKSSON, Jean-Philippe GIRAUD et Robert SEVIN, Directeurs généraux adjoints.

Les entreprises clientes de la banque bénéficient de son implication dans le tissu économique national et de son expérience du réseau international. Les banques correspondantes peuvent utiliser un réseau de 88 succursales établies dans 39 pays.

MISE EN CONCURRENCE POUR CESSION DES DROITS DE CONSTRUIRE D'UN BATIMENT A USAGE DE BUREAUX

PARIS XV^e

Zac Citroën-Cévennes

La SEMEA XV met en concurrence les promoteurs-construc-teurs pour la cession des droits de construire correspondant à l'édification d'un ensemble immobilier à usage de bureaux d'une surface de 85 000 m² hors œuvre environ, à l'angle du quai André-Citroën et de la rue Lablanc.

Un dossier comportant les caractéristiques de cet ensemble immobilier et précisant les conditions de l'appel à la concurrence pourra être retiré dans les bureaux de la SEMEA XV, contre remise d'un chèque de 2 372 F ttc, à partir du mercredi 4 juillet.

Il ne sera fourni aucun renseignement par téléphone, préalablement à la remise du dossier.

Société d'Economie Mixte d'Équipement et d'Aménagement du XV^e arrondissement, 55, quai de Grenelle, 75015 PARIS.

ROCHEFORTAISE SA

L'Assemblée ordinaire du 26 juin a approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui se sont soldés par un profit de 9 818 631 F, affecté au compte report à nouveau.

Les comptes consolidés font apparaître une situation nette de 18 069 000 F, en augmentation de 8 834 000 F sur 1982.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 78 082 000 F contre 57 570 000 F en 1982.

L'amélioration des marges a permis de dégager un bénéfice d'exploitation en augmentation de 7 153 000 F. Compte tenu des pertes et profits divers et des plus-values sur la cession de titres de participation, le bénéfice net (part du groupe) s'élevait à 13 046 000 F.

Dans son allocution, le président a indiqué que l'année 1984 devrait voir la consolidation du redressement de la société et, par suite, sous cette réserve et beaucoup de prudence, la reprise du dividende.

Trade Development Bank (France) S.A. Filiale de l'American Express International Banking Corporation

Un regroupement est intervenu entre les activités bancaires, financières et immobilières de l'American Express International Banking Corporation et celles de la Trade Development Bank (France) S.A.

Les particuliers disposent de services étendus en matière de gestion de patrimoine. La Direction est assurée par M. Michel EYOST, Président Directeur Général et par M. Jean-Philippe GIRAUD, Directeur Général adjoint. Les sociétés de MM. Gérard BOTTIER, Robert HENRIKSSON, Jean-Philippe GIRAUD et Robert SEVIN, Directeurs généraux adjoints.

Les entreprises clientes de la banque bénéficient de son implication dans le tissu économique national et de son expérience du réseau international. Les banques correspondantes peuvent utiliser un réseau de 88 succursales établies dans 39 pays.

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'EUROPE ET LE DÉCUN : un destin pour François Mitterrand.
- LU : Un projet sous l'occupation allemande, de Bernard Lacombe.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- La visite du ministre sud-coréen des affaires étrangères à Paris.
4. ASIE
- POLOGNE : la libération de M. Jacques Chirac.
4. AMÉRIQUES

POLITIQUE

6. Le conseil des ministres a autorisé M. Mauroy à engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale.
7. Le premier ministre à TF 1.

SOCIÉTÉ

8. Le débat scolaire.
17. SPORTS.

LE MONDE DES
ARTS ET DES
SPECTACLES

- 9-10. Une semaine à Los Angeles.
11. Étienne Daho, le chanteur cow-boy.
10-11. Les expositions à l'étranger.
11. Sélection.
12. Les expositions en France.

SUPPLÉMENT

- 19 à 25. L'Auvergne reçoit le chef de l'État.

DOSSIER

28. Le rapport 1984 de la Cour des comptes.

ÉCONOMIE

29. CONJONCTURE : hausse des prix de détail en mai : + 0,5 %.
- AFFAIRES : selon M. Pinault-Valencienne, cinq mille à dix mille emplois pourraient être supprimés dans le groupe Creusot-Loire.
- AUTOMOBILE : le redressement de Fiat.
30. SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (16)

ÉTÉ (18)

- Histoire d'amour, par Konk ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ;
- Amusements classés (26 et 27) ; Carnet (17) ; Programmes des spectacles (13 à 16) ; Marchés financiers (31).

- **ERRATUM.** - A propos des crèches de Creusot-Loire auprès des entreprises sous-traitantes (le Monde daté 1-2 juillet), un incident technique nous a fait imprimer que la société devait « 600 francs » à la miroiterie Prior, au Creusot. Il s'agissait de « 120 000 francs ». Ce qui représente 5 % du chiffre d'affaires de cette miroiterie.

University Studies in America Inc.

Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US que vous choisirez (cours parallèles) et vous diplômerez (de la terminale au doctorat) ou d'engager un cycle complet de prédoctorat ou de doctorat « au » ou « hors » du Ph.D. »
CALIFORNIE, FLORIDE, MIDDLE WEST, NORD-EST
USA-France-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722.94.94

L'Affaire
des
doubles
rideaux
indiens

En coton importé des Indes, adaptables à toutes tringles : chemin de fer, arceaux bois ou cuivre, deux tois, 125 X 270, le tout suréte, la paire

420F
Volage tige et fin blanc ou crème : des dimens. fenetre 300 X 250 :

160F
55, rue de Sévres-VI (face Bon Marché), 548.41.13 ou 183, Faub. Saint-Antoine-XI, 343.01.08.

SEVRES-TISSUS
ET NOUVELLE BOUTIQUE
58, Gde-Rue à Juvisy, 921.05.95

A B C D E F G

AU COURS DE SON VOYAGE EN AUVERGNE

M. Mitterrand s'entretiendra
en tête à tête avec M. Giscard d'Estaing

M. François Mitterrand rencontrera M. Valéry Giscard d'Estaing le vendredi 6 juillet, à Chamalières (Puy-de-Dôme), au cours de son voyage en Auvergne. Le président de la République et son prédécesseur s'entreprendront en tête à tête dans le bureau du maire de la commune, M. Claude Wolff. Le porte-parole de l'Élysée, M. Michel Vauzelle, a souligné, mardi 3 juillet, que l'idée d'une telle rencontre avait été émise publiquement par M. Mitterrand et que M. Giscard d'Estaing avait ensuite invité son successeur à Chamalières.

Le chef de l'État visitera, au cours de ce voyage de deux jours, les quatre départements de la région : le Cantal et la Haute-Loire, jeudi 5 juillet, le Puy-de-Dôme et l'Allier, vendredi, dans le Cantal, il se rendra successivement à Saint-Mamet, où il visitera une exploitation agricole, puis à Aurillac, où il sera reçu par M. René Souchon, maire socialiste, secrétaire d'État chargé de l'agriculture et de la forêt. Là, au haras national, il dînera avec les représentants des organisations agri-

coles. L'après-midi, en Haute-Loire, M. Mitterrand parcourra le centre de loisirs et d'initiation à l'environnement de Chaspinac, puis se rendra au Puy-en-Velay.

La journée s'achèvera à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), où M. Mitterrand prononcera, vendredi matin, un discours, au conseil régional, en présence du comité économique et social et des conseils généraux de la région.

Après l'étape de Chamalières, le chef de l'État se rendra au centre d'essais Michelin, puis à la chambre des métiers. L'après-midi, dans l'Allier, il participera, à l'UIT de Montluçon, à une réunion sur le thème du pôle de conversion. Le voyage s'achèvera à Moulins, dont le maire est M. Hector Rolland (RPR), qui fut un proche de M. Jacques Chirac avant l'élection présidentielle de 1974, et lorsque M. Chirac, entre 1974 et 1976, était premier ministre.

(Lire notre supplément pages 19 à 25.)

A L'HOPITAL DU VAL-DE-GRACE A PARIS

Honneurs militaires pour la levée du corps
du général Salan

Les honneurs militaires seront rendus au général Raoul Salan, décédé mardi matin 3 juillet à Paris, lors de la levée du corps, qui aura lieu jeudi matin, 5 juillet à l'hôpital du Val-de-Grâce. Les obsèques seront célébrées, dans l'après-midi, au cimetière de Vichy (Allier), où, seuls, selon les dernières volontés du défunt, seront admis les membres de la famille et des proches invités par elle.

Condamné, en mai 1962, à la détention criminelle à vie par le Haut Tribunal militaire, mais amnistié en juillet 1968, le général Salan a été réintégré dans ses droits, et les honneurs militaires rendus sont donc réglementaires.

● **M. JEAN-MARIE LE PEN :** « Le général Salan fut le symbole de la fidélité aux lois de la patrie et de la République. Il eut à cœur de maintenir l'honneur du soldat dans le respect de la parole donnée au nom de la France. »

● **M. JACQUES ROSEAU,** porte-parole du RECOURS (rapatriés d'Algérie) : « Les Français d'Algérie n'oublieront jamais le courage et l'abnégation du général Salan, qui, arrivé au faîte des honneurs, n'hésita pas à tout sacrifier par fidélité à la parole donnée en mai 1958 sur le Forum d'Alger. »

● **LE COLONEL ANTOINE ARGOUD :** « Il eut le courage, à plus de soixante ans, d'entrer dans la clandestinité (...). L'histoire dira qu'il avait raison, car, si l'Algérie n'avait pas été brisée, bien des choses auraient changé pour la France et pour l'Occident tout entier. »

● **LE GÉNÉRAL EDMOND JOUHAUD :** « Il est resté fidèle à la parole donnée le 13 mai pour que le drapeau français continue à flotter sur la terre française d'Algérie (...). Nous avons lutté dans la clandestinité, nous avons passé de longues années dans la solitude des prisons du régime. J'ai beaucoup de peine. »

● **LE GÉNÉRAL JACQUES MASSU :** « En mai 1958, j'ai été heureux que le général Salan prenne la direction du mouvement dont j'avais été le détonateur en me mettant à la tête du comité de salut public. Je n'ai pas compris la façon dont le général de Gaulle l'a rappelé en 1958. J'ai d'autant moins compris que l'armée, que commandait le général Salan, avait été pour beaucoup dans le retour au pouvoir du général de Gaulle. »

● **BAO DAI, ANCIEN CHEF DE L'ÉTAT VIETNAMIEN :** « Le général Salan a toujours manifesté à mon peuple et à mon pays un réel attachement. Il s'explique par le fait qu'ayant vécu toute sa carrière en Indochine, il était de ceux qui avaient le mieux compris la mentalité et la sensibilité asiatiques. »

● **LE CAPITAINE PIERRE SERGENT, ANCIEN CHEF MILITAIRE DE L'OAS-MÉTROPOLITAIN :** « Dans la lignée des Lyguyet et des Gallien, le général Salan avait une certaine idée de la France, celle de la France impériale, différente de la vision métropolitaine du général de Gaulle. De plus, c'était un homme de grande dignité, qui n'a jamais essayé de rejeter la faute de l'échec sur qui que ce soit. »

CERRUTI 1881
PARIS

**SOLDES
ET VENTES
SPECIALES**
jusqu'au 7 juillet

CERRUTI HOMME
27 rue ROYALE
CERRUTI
LIGNE POUR FEMME
15 Pl. de la MADELEINE
39 av. VICTOR-HUGO

A B C D E F G

LE SORT DES PASSAGERS
DU NAVIRE ARRASONNÉ
PAR LES ISRAÉLIENS

Contrairement à ce qu'avait annoncé M. Nourouddine Rifat (le Monde du 3 juillet), propriétaire de l'Alizor-Blanco, navire civil assurant, sous pavillon panaméen, la liaison Liban-Chypre, et arraisonné, vendredi 29 juin, par des unités israéliennes, les neuf passagers (huit Libanais et un Syrien) retenus à Haifa (Israël) n'ont pas été libérés dimanche 1^{er} juillet.

Cinq d'entre eux, quatre hommes et une femme, tous Libanais, ont été relâchés mardi 3 juillet, seulement et sont de retour à Beyrouth. En revanche, les quatre autres voyageurs - parmi lesquels un avocat libanais, un étudiant syrien et une femme - étaient toujours gardés à vue en Israël ce mercredi matin.

L'arraisonnement du bateau avait été décidé - sur la base d'informations dont disposaient les services de renseignements israéliens -, a déclaré, mardi 3 juillet, le ministre israélien de la Défense, M. Arens. Le ministre a précisé qu'il existait « un rapport entre l'arraisonnement de l'Alizor-Blanco et le bombardement, par l'aviation israélienne, la semaine dernière, d'Ile des Lapins, au large de Tripoli, lie qui, selon Israël, sert de « base navale à des terroristes palestiniens ». - (AFP, Reuter, AP.)

Au Guatemala

LE GÉNÉRAL MEJIA
AFFIRME QUE L'ARMÉE
REMETTRA LE POUVOIR
AUX CIVILS EN 1985

Guatemala (AFP). - Le chef de l'État Guatémaltèque, le général Oscar Mejia, s'est félicité mardi 3 juillet des conditions dans lesquelles se sont déroulées dimanche les élections à l'Assemblée constituante en les qualifiant de « régulières » et a affirmé que l'armée remettrait le pouvoir aux civils en 1985.

Il a précisé que les militaires « respectent la Constitution » et se limiteront à l'avenir à « garantir la sécurité et la souveraineté du pays ». Il a aussi souligné que les Guatémaltèques avaient participé « massivement » à ces élections.

Selon les résultats obtenus mardi soir après le dépouillement de 63 % des votes, la Démocratie chrétienne remporte près de 22 % des suffrages, l'Union de centre national (UCN, Centre-droit) 18,5 %, et le Mouvement de libération nationale associé à la Centrale authentique nationaliste (MLN-CAN) 15,30 %.

NOUVELLES BRÈVES

● **SNCF :** perturbations sur le réseau banlieue de Paris-Nord. - Le trafic sur le réseau banlieue de Paris-Nord était affecté, ce mercredi 4 juillet, par une grève de vingt-quatre heures des agents de conduite à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FGAAC (autonomes) pour protester contre une mise à pied. Dans la matinée, le trafic était très perturbé puisqu'on ne signalait qu'un train sur trois (pas de train sur la ligne Ermont-Argenteuil). La direction précise que ce mouvement, qui a été précédé d'un préavis, est consécutif à une sanction contre un salarié pour « faute professionnelle ».

● **Annulation d'élections professionnelles à la SNCF.** - La CGC annonce dans un communiqué que les élections des délégués du personnel du deuxième collège (cadres et maîtrise) de la SNCF ont été annulées par le tribunal d'instance du 9^e arrondissement de Paris, décision confirmée par la cour d'appel de Paris. De nouvelles élections devront être organisées à la rentrée. Cette décision fait suite à une action intentée par la CGC, qui contestait comme non conforme au statut de la SNCF la réunion des deuxième (maîtrise) et troisième collèges (encadrement) en un seul. Ces nouvelles élections concernent environ 50 000 personnes, soit environ 20 % du personnel de la SNCF. La CFDT a décidé de déposer un pourvoi en cassation - non suspensif - contre cette annulation.

DOLLAR INCHANGÉ

Le dollar était pratiquement inchangé le 4 juillet sur les places européennes après avoir fortement progressé la veille. De Paris, les transactions sont restées calmes en anticipation de la clôture de New-York, du fait de la fête nationale (Indépendance Day). A Paris, la monnaie américaine s'est traitée aux alentours de 8,62 F en fin de matinée contre 8,6170 F mardi en séance officielle.

Le numéro du « Monde » daté 4 juillet 1984 a été tiré à 439 773 exemplaires

**TENNIS
A PARIS
CET ÉTÉ**
TENNIS FOREST
ACTION HILL
Place d'Orléans, Ivry
Autrevillers, le Défense
Fortenay-a-Bois, Meudon
STAGES INTENSIFS
2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-